

Université Abderrahmane Mira de Bejaia
Faculté des sciences économiques, commerciales et
dessciences de gestion
Département des sciences de gestion

MEMOIRE DE FIN DE CYCLE

En vue d'obtention de Diplôme de Master En Sciences de gestion

Option : Finance d'Entreprise

Thème

Etude comparative entre le crédit d'investissement et le crédit
d'exploitation

Cas de BNA agence « 589 » AOKAS Annexe SOUK EL TENINE
BEJAIA

Réalisé par:

- ADDAJImene
- MESSAHLIDania

Encadré par:

M^{me} TRAKIDalila

2019/2020

Remerciements

_ Nous tenons à remercier avant tout le bon Dieu, de nous
Avoir donné la volonté, la force et le courage de réaliser
ce modeste travail.

_ En tient à remercier notre promotrice M^{me} TRAKI pour son orientation,
encouragement et son aide afin d'accomplir notre travail de recherche.

_ Nous tenons à remercier l'agence «589 » BNA - Banque de
AOKAS de nous avoir acceptés et de nous avoir recueillis
Afin de pouvoir effectuer notre stage pratique.

_ Finalement, il nous est agréable d'adresser nos remerciements à tous ceux qui
ont contribues de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.



Dédicace

Je dédie ce modeste travail à :

✚ *Ma mère YAMINA, votre bonté, votre miséricorde, votre simplicité et surtout votre dignité et votre honnêteté ne seront jamais atteintes. Vous avez su m'orienter, me conseiller, m'aider et m'entourer d'affection. Par ce travail, je loue votre amour, vos sacrifices, JE T'AIMEMAMA.*

✚ *Mon père LYAZID, vous avez été un père généreux, un modèle affectueux envers vos filles. Vous m'avez inculqué le sens du travail, de la responsabilité et du respect envers son prochain. Vous m'avez renforcé de courage pour je puisse terminer ce travail, et je t'aime beaucoup.*

✚ *A mes chères sœur : REBIHA et AMIRA.*

✚ *A mon cher frère : MASSINA.*

✚ *A mes chers amis.*

✚ *A ma promotrice TRAKIDALILA.*

✚ *Et également à tout les enseignants du département des sciences de gestion.*

✚ *Sans oublier mon binôme IMENE.*

✚ *Enfin je dédie ce modeste du travail à tous ceux dont les noms m'ont échappé et qui m'avez soutenu.*

Dania

Dédicace

Je dédie ce travail à

A mes chers parents, pour tous leurs sacrifices, leur amour, leur tendresse, leur soutien et leurs prières tout au long de mes études,

A mes chères sœurs « AMIRA, et ASMA » pour leurs encouragements permanents, et leur soutien moral,

A mon cher frère, « MASSINISSA » pour leur appui et leur encouragement,

A toute ma famille pour leur soutien tout au long de mon parcours universitaire,

Que ce travail soit l'accomplissement de vos vœux tant allégués, et le fruit de votre soutien infallible,

A ma promotrice « TRAKI DALILA. »

A ma binôme « DANIA » et A toutes les personnes qui ont été présentes pour moi et m'ont soutenu durant mon parcours

Merci d'être toujours là pour moi.

Imene

Abréviations

Liste des abréviations

A

A.C.E : Actif Circulant d'Exploitation.

A.C.H.E : Actif Circulant Hors Exploitation.

B

B.F.R : Besoin en Fond de Roulement.

B.F.R.E : Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation.

B.F.R.H.E : Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation.

B.N.A : Banque Nationale d'Algérie.

C

C.A : Chiffre d'Affaires.

C.A .F : Capacité d'Autofinancement.

C.F : Cash-Flow.

C.L.T : Crédit à Long Terme.

C.M.T : Crédit à Moyen Terme.

C.M.C : Conseil de la Monnaie et du Crédit.

C.N.C.R.C : Centre nationale de registre de commerce.

D

D.A.T : Dettes à terme

D.A.F.I.C : Disponible Après Financement Interne de la Croissance.

D.C.T : Dettes à Court Terme.

D.R.C : Délais de Récupération du Capital.

E

E.B.E : Excédent Brut d'Exploitation.

E.G.T.P.H : Entreprise Grand Travaux Public et Hydrauliques.

E.S : Emplois Stables.

E.T.E : Excédent de Trésorerie d'Exploitation.

E.U.R.L : Entreprise Unipersonnel à Responsabilité Limité.

F

F.I.B.E.N : Fichier Bancaire des Entreprises.

F.R.N.G : Fonds de Roulement Net Global.

H

H.T: Hors Taxes.

I

I0: Le montant Initial.

I.S.B: Impôt Sur Bénéfice.

I.F.R.S : International Financial reporting standards

I.P : Indice de Profitabilité.

M

M : Matières.

P

P.C.G : Plan comptable générale

P.C.N : Plan Comptable Nationale.

P.C.E : Passif Circulant d'Exploitation.

P.C.H.E : Passif Circulant Hors Exploitation.

R

R.E : Rentabilité Economique.

R.D : Ressources Durables.

S

S.A.R.L : Société A Responsabilité Limité.

S.C.F : Système Comptable Financier.

S.I.G : Solde Intermédiaire de Gestion.

S.N.C : Société au Nom Collectif.

S .P.A : Société Par Action.

T

T : Taux d'actualisation.

T.A : Trésorerie Active.

T.C.R : Tableau des Comptes de Résultat.

T.N : Trésorerie Nette.

T.P : Trésorerie Passive.

T.P.F.F : Tableau Pluriannuel des Flux Financiers.

T.R : Trésorerie.

T .R.I : Taux de Rentabilité Interne.

TTC : Taxe tout compris

T.V.A : Taxes sur la Valeur Ajoutée.

U

U.M : Unité Monétaire.

V

V.A : Valeur Ajoutée.

V.A.N : Valeur Actuelle Nette.

V.R.I : Valeur Résiduelle net del'Investissement.

Liste des tableaux, figure, schémas

N	Titre des tableaux	Pages
01	Méthode additive de calcul de la CAF induite par l'investissement.	18
02	Méthode soustractive de calcul de la CAF induite par l'investissement.	18
03	Tableau emplois/ressources avant le financement.	19
04	Tableau emplois /ressources après le financement.	22
05	Les avantages et inconvénients de crédit par signature.	32
06	Bilan financier établi après répartition du résultat est présent généralement sous une forme condensée.	37
07	Calcul de la CAF (méthode descendante).	43
08	Calcul de la CAF (méthode ascendante.	43
09	Les ratios de liquidité.	46
10	Les ratios de rentabilité de l'activité.	47
11	Analyse des emplois figurant dans la première partie du tableau de financement.	50
12	Analyse le contenu des ressources figurant dans la première partie du tableau de financement.	51
13	Le cout de projet	63
14	Tableau des provisions de chiffre d'affaire.	64
15	Tableau récapitulatif des charges.	65
16	Tableau représentant la capacité d'autofinancement avant financement.	66
17	Tableau représentant le calcul du BFR.	66
18	Tableau représentant la variation du BFR.	66
19	Echéancier d'amortissements des investissements.	67
20	Tableau emplois/ressources avant financement.	68
21	Le calcul de TRI.	70
22	L'échéancier de remboursement.	71
23	Le compte de résultat prévisionnel.	71
24	Tableau représentant la CAF après financement.	72
25	Tableau des emplois/ressources après financement.	72
26	Le calcul de TRI après financement.	74
27	Récapitulation des critères d'évaluation avant et après financement.	75
28	Actif de bilan financier.	78
29	Passif de bilan financier.	78

30	Analyse des grandes masses actives.	79
31	Analyse des grandes masses passives.	79
32	Tableau des soldes intermédiaire de gestion.	81
33	La CAF par la méthode ascendante.	81
34	La CAF par la méthode descendante.	82
35	Le calcul de l'autofinancement.	82
36	Calcul de BFR.	83
37	Indicateurs de l'équilibre financier.	83
38	Ratios de liquidité.	84
39	Les ratios de l'activité.	85
40	Les ratios de rentabilité.	86
41	Tableau représentatif de la variation de FR.BFR et TR.	86
42	L'actif du bilan prévisionnel de clôture pour l'année 2019.	87
43	Le passif du bilan prévisionnel de clôture pour l'année 2019.	88
44	Le plan de charges.	89
45	La constitution des dossiers	91
46	la nature des crédits sollicités par la BNA	94
47	le pouvoir et le délai d'étude du dossier des crédits	95

N	Titres des figures	Pages
01	Le déroulement du cycle d'exploitation.	25
02	Elaboration et appréciation du bilan financier.	36
03	Ratios de rentabilité	47
04	La structure de la deuxième partie de tableau de financement	52

N	Titre des schémas	Pages
01	Nouvel organigramme agence troisième catégorie « 589 » AOKAS	62

Sommaire

Sommaire

Remerciement

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux, figures, et schéma

Introduction	01
Chapitre 01: généralité sur crédit d'investissement.....	03
Section 01: notion générale sur l'investissement	03
Section 02:créditd'investissement.....	06
Section 03: l'étude et la création d'un dossier de crédit d'investissement.....	12
Chapitre 02: généralité sur crédit d'exploitation	24
Section 01: notion générale sur l'exploitation.....	24
Section 02 : le crédit d'exploitation	27
Section 03: l'étude et la création d'un dossier de crédit d'exploitation	32
Chapitre 03: l'étude de cas d'un dossier de crédit d'investissement au sein de la BNA agence d'AOKAS.....	57
Section 01 : la présentation de l'organisme d'accueil	57
Section 02 : l'étude technico économique d'un projet d'investissement	63
Section 03 : l'étude de la rentabilité de projet par l'application des critères d'évaluation.....	65
Chapitre 04: l'étude de cas d'un dossier de crédit d'exploitation au sein de la BNA agence d'AOKAS.....	77
Section 01: l'analyse financière d'un dossier du crédit d'exploitation	77
Section 02: la comparaison entre le crédit d'investissement et le crédit d'exploitation.....	91
Conclusion générale	98
Bibliographie.....	100
Annexes	103
Table des matières.....	116

Introduction générale

Sont considérés comme banques les entreprises ou les établissements qui font profession habituelle de réservoir de public, sous forme de dépôt ou autrement, des fonds qu'ils emploient pour leur propre compte, en opération d'escompte ou opération de crédit ou en opération financière.

Ces derniers ont un rôle spécifique dans le cycle économique. L'importance des besoins des agents économiques en matière d'investissement donne à l'épargne un rôle stratégique dans la politique de financement de ces opérations.

De ce fait, les besoins de l'entreprise en termes de financement sont vastes, pour les couvrir elle appelle à ses ressources internes. Dans le cas où ces ressources ne répondent pas aux besoins de l'entreprise, elle fait recourir aux ressources externes qu'elle trouve sur le marché monétaire.

Cependant, le développement du marché monétaire en Algérie a permis aux entreprises de faire recours à la banque pour leur accorder des crédits pour la réalisation de leur projet d'investissement et le financement de leur cycle d'exploitation.

Et donc au cours de notre recherche de documentation théorique qui porte sur le thème suivants : « étude comparative entre le crédit d'investissement et le crédit d'exploitation » nous allons essayer de répondre à la problématique suivante : ***Quels sont les procédures à suivre pour faire une étude comparative entre le crédit d'investissement et d'exploitation ?***

La réponse sur la problématique passera par la classification des questions suivantes :

- Quelle sont les formes de financement de l'exploitation dans une entreprise?
- Comment financer le cycle d'exploitation dans une entreprise et quel sont les outils d'analyse de ce dernier?
- Quelle sont les étapes essentielles d'étude d'un crédit d'investissement?
- Quelle sont les techniques utilisées par la banque pour analyser un dossier de crédit d'investissement et d'exploitation?

Pour pouvoir répondre à ces interrogations nous baserons notre réflexion sur les deux hypothèses suivantes :

- La BNA ne finance aucune entreprise avant d'éprouver sa rentabilité.
- L'étude d'un dossier du crédit d'exploitation est différente de celui de l'investissement.

Introduction générale

Pour apporter des réponses nécessaires à notre problématique nous avons suivi une démarche méthodologique qui consiste d'une part en une synthèse bibliographique sur le thème, pour la préparation de cette synthèse bibliographique, nous nous sommes référés aux ouvrages, documents, thèses, puis le site internet.

Notre plan de travail est structuré comme suit :

- Le premier et le deuxième chapitre portera sur des notions de base sur l'investissement et l'exploitation ;
- Le troisième chapitre sera réservé à l'étude d'un crédit d'investissement au sien de la BNA agence 589 AOKAS Annexe SOUK- EL-TNINE BEJAIA;
- Le dernier chapitre sera réservé à l'étude d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA agence 589 AOKAS Annexe SOUK- EL-TNINE BEJAIA et la comparaison entre les deux crédits.

Chapitre 01 : Généralités sur le crédit d'investissement

Introduction :

L'investissement est l'opération qui entraîne une transformation de ressources à un projet industriel ou financier. Dans l'espoir d'en retirer des gains sur un certain nombre de périodes afin d'enrichir l'entreprise. La banque étant un agent économique qui participe au développement de l'économie octroi des crédits d'investissement pour la création d'une entreprise renouvellement des équipements de production. Dans Ce chapitre, nous allons nous focaliser sur notion générale de l'investissement tout en s'appuyant sur le crédit d'investissement et enfin par l'étude et le montage d'un dossier de crédit d'investissement

Section 1 : notion générale sur l'investissement

Toute entreprise, pour pouvoir produire et faire à la concurrence, ce doit investir par l'acquisition des nouveaux moyens de production

1.1. Définition de l'investissement

Pour l'entreprise, investir c'est consentir à décaisser aujourd'hui un certain montant avec l'espoir d'encaisser ultérieurement, sur plusieurs exercices, des sommes plus importantes permettant d'augmenter ainsi la valeur de l'entreprise, et par suite, bien entendu, le patrimoine des propriétaires. Développons les termes essentiels de cette définition :

- l'investissement est un décaissement. Toute activité de l'entreprise consiste à avancer des sommes d'argent en vue de revenus futurs. Mais l'investissement a ceci de particulier qu'il fait sentir ses effets et donc qu'il génère des encaissements sur plusieurs exercices. Le cycle d'investissement s'étale sur plusieurs années. Une machine, un bâtiment va être utilisé pendant plusieurs cycles de production et donc participer au résultat de plusieurs exercices;
- l'investissement doit augmenter le patrimoine des propriétaires.
- Un investissement doit générer des encaissements supérieurs aux décaissements. On s'assure alors qu'il permet d'augmenter la valeur de l'entreprise (création de valeur) : il est rentable¹.

1.2. La typologie des investissements

Nous distinguerons différents types d'investissements.

1.2.1. La classification par leur nature

Le plan comptable distingue :

¹ GRIFFITHS, J-G.D, « Gestion financière de l'analyse à la stratégie » Groupe Eyrolles, 2011, P.215.

- les investissements corporels. Il s'agit de choses, d'objets matériels : terrains, bâtiments, machines, véhicules, mobilier, ordinateurs;
- les investissements financiers. Ce sont les titres ou droits de créances : actions, obligations, devises, prêts, produits bancaires divers ;
- les investissements incorporels. Ils regroupent tout ce qui n'est ni corporel ni financier: fonds commercial, licence de fabrication, de transports, brevets,

Résultat de recherches et développement, sélection, embauche et formation des salariés, logiciels informatiques, etc.

On ne retrouve pas forcément tous les investissements à l'actif du bilan. En effet, certains de ces investissements ne sont pas immobilisés, considérés par les normes comptables comme des charges (campagnes publicitaires, formation, etc.) ; d'autres du fait du mode de financement choisi (crédit-bail) ne figurent pas dans les immobilisations (norme PCG au contraire des normes IFRS qui les inscrivent à l'actif).²

1.2. 2. La classification par leur objectif

- **les investissements de remplacement** : Ce sont les investissements destinés à remplacer des installations existantes. Il faut noter que le remplacement ne se fait pas strictement à l'identique. Le nouvel investissement incorpore le progrès technique et permet de modifier le processus de production. Il entraîne ainsi une augmentation de la productivité (quantité produite plus importante dans la même unité de temps), une réduction des coûts, une amélioration de la qualité du produit, du travail il des hommes sur le lieu de production, de la sécurité, de l'environnement (investissements antipollution);³
- **les investissements d'expansion** : Ils sont effectués, en cas de croissance interne, pour faire face à un accroissement de la production (investissement de capacité), pour produire un produit nouveau en relation avec les choix stratégiques de l'entreprise. En cas de croissance externe, ce sont des investissements financiers (achats de valeur immobilière d'autres sociétés avec la volonté de prendre leur contrôle). Cette dernière nature d'investissements.⁴

²GRIFFITHS, J-G.D, op.cite, P. 216.

³IDEM, P.217.

⁴IDEM.

- **de productivité** : pour diminuer le coût de production à production constante. Cet objectif est atteint grâce à la modernisation des équipements ou à l'amélioration des techniques.⁵
- **de diversification ou d'innovation** : pour atteindre de nouveaux marchés grâce à l'étude et au lancement de produits nouveaux.⁶

1.2.3. Classification selon la durée

Selon les durées nous distinguons deux types d'investissement :

- Les investissements à moyen terme : ce sont les investissements dont la durée de vie varie entre 1 et 7 ans, elle concerne les équipements légers (moyen de transport...).
- Les investissements à long terme : Ce sont « les projets, dont la durée, est longue de 7 à 20 ans », la détermination de la durée de vie de ce type d'investissement est très difficile, car plus on s'éloigne dans le temps plus la prévision devient incertaine. Cette durée de vie concerne les investissements lourds.⁷

1.3. Les caractéristique d'un investissement

Quelle que soit sa nature, chaque projet d'investissement peut-être caractérisé par les dépenses d'investissement, les recettes nettes, la durée et la valeur résiduelle.

1.3.1. Les dépenses d'investissement

Ces dépenses représentent le capital investi en une ou plusieurs fois suivant la nature et la durée de vie de l'investissement. Le capital investi est mesuré par les dépenses d'acquisition et de construction y compris les dépenses annexes d'étude préalables et d'essais ainsi que de tous les frais accessoires.⁸

1.3.2. Les recettes nettes (cash-flow nettes)

Ce sont les excédents des recettes sur les dépenses qui peuvent être rattaché à un investissement. Nous entendons ici par cash-flow le solde des encaissements. Et des décaissement qui interviennent pendant l'exploitation de l'investissement en ignorant les remboursements en capital, les frais financiers et les dividendes ainsi que la déductibilité fiscale éventuelle de ces deux derniers éléments. Les cash-flows sont calculés à partir des

⁵TAVERDET-POPIOLEK, N, « Guide de choix d'investissement » , édition : organisation , 2006, P .09.

⁶IDEM, P.10.

⁷BERNET-ROLLANDE, L, « Principe technique bancaire » 25 éditions. DUNOD, Paris, 2008, p.343.

⁸DELAYA. J, E « Gestion financière » Ed DUNOD, Paris, 1991, p.315.

Bénéfices nets d'impôts et se calculent de la manière suivante ⁹ : **Cash-flow = Résultat net + Dotation.**

1.3.3. La durée de vie d'un investissement

La durée de vie d'un investissement « Est la période durant laquelle on peut en attendre des cash-flows nets, c'est un paramètre important pour les investissements dont la durée de vie est moyenne. Cette durée de vie économique peut être appréciée en fonction de l'usure (durée de vie technique) et de la nature de l'investissement qui peut être touché plus au moins rapidement par l'obsolescence. En revanche, pour les projets importants dont la durée de vie est longue, le choix de la période est plus délicat»¹⁰

1.3.4. La valeur résiduelle

À l'issue de l'utilisation normale des investissements, certains ont encore une valeur vénale résiduelle. La prévision de cette valeur dépend de la durée de vie du projet. A la fin de sa durée d'utilisation, le bien objet de l'investissement peut être cédé comme il est totalement amorti, le produit de la cession constitue une plus-value généralement inférieure au total des investissements pratiqués. Le produit de la cession net d'importance doit être ajouté au dernier cash-flow.¹¹

Section 2 : Le crédit d'investissement

Le crédit d'investissement est destiné à financer le haut de bilan, c'est à dire les immobilisations. Les crédits d'investissements sont étudiés par le banquier de façon très poussée à cause de leur durée et leurs montants importants. Leurs caractéristiques sont:

- La détermination de l'objet de crédit : extension et/ou modernisation, nouveau projet
- La durée de 2 à 20ans
- Le volume de crédit : inférieur ou égale à 70% de montant de l'investissement.¹²

2.1. Objectif du crédit d'investissement

Le crédit d'investissement a pour but de permettre aux entreprises et aux professionnels de parfaire le financement de leurs investissements :

- incorporels (fonds de commerce,..., etc.);
- corporels (matériel, immeubles..., etc.);
- financiers (prises de participation, acquisition de filiale).¹³

⁹ IDEM, P.316.

¹⁰ CONSO.P « Gestion financière » EDITION DONOD, Paris, 1985, p.423.

¹¹ DELAYA.J, B, E « Gestion financière » Ed DUNOD, Paris, 1991, p.318.

¹² LARBI, T.M. « Revue des économies financière, bancaire et de management », 2018, p.36-37.

2.2. Les différentes formes de crédit d'investissement

Tous les entreprises s'adresser à leur banque pour financier certains investissements, les banques peuvent intervenir soit sous forme de crédit classique, soit sous forme de crédit-bail (leasing), soit sous forme d'un prêt participatif.¹⁴

2.2.1. Le crédit bancaire classique

Ce crédit peut être accordé à moyen terme ou à long terme

2.2.1.1. Le crédit à moyen terme(CMT)

Le crédit à moyen terme (CMT) pour une durée de 2 à 7 ans, ils s'appliquent sur les investissements de durée moyen tels que véhicules et machine et de façons générales, à la plupart des biens d'équipement et moyen de production de l'entreprise.

Il doit exister une liaison entre la durée du financement et la durée de vie de bien financé, il faut éviter dans tous les cas, que la durée du financement soit plus long que la durée d'utilisation e bien.

Un financement par un CMT ne doit pas couvrir la totalité de l'investissement, il est logique que l'entreprise qui désire s'équiper fasse un effort d'autofinancement.

Le pourcentage de programme d'investissement financé par CMT est compris en général entre 60% et 80% du montant de l'investissement en HT, toutefois les investissements à 100% sont fréquents pour l'investissement modestes tels que véhicules, matériels informatique, etc. l'analyse d'une demande de CMT repose principalement sur l'étude des éléments suivant :

- forme juridique de l'entreprise et notamment montant et composition du capital
- situation économique
- situation financière de l'entreprise avant l'opération et après l'opération
- garantie offertes (personnelles ou/ et réelles) choisies en fonction de bien financé et de situation de l'emprunteur

2.2.1.2. Les crédits à long terme(CLT)

Ces crédits sont destinés à financer les immobilisations lourdes de l'entreprise : terrains, bâtiments, usines, agencements et installations,...etc. Leur durée est comprise entre 07 et 20 ans, les institutions financières spécialisées qu'ils assurent le financement de ces types de crédits sur ressources provenant principalement d'emprunt obligataires

¹³BERNARD, J, M. « L'essentiel des technique bancaire » édition d'organisation, p .252

¹⁴BERNET-ROLLANDE, L. « Principe technique bancaire » ,25 éditions. DUNOD, Paris, 2008, P.342-346

2.2.2. Le crédit-bail (leasing)

Le crédit-bail est une technique de financement des immobilisations par laquelle la banque ou une société financière acquiert un bien meuble ou immeuble pour le louer à une entreprise. Cette dernière ayant la possibilité de racheter le bien loué pour une valeur résiduelle généralement faible à fin de contrat.

Le crédit-bail n'est pas une simple location car le contrat est assorti d'une promesse de vente. Ce n'est pas une vente à tempérament du moment que c'est la banque qui est

Propriétaire du bien financé et non l'utilisateur. Ce n'est pas non plus une opération location-vente, car l'utilisateur n'est pas astreint à acquérir le bien après un certain délai.

Mécanisme

- l'entreprise choisir son équipement.
- le fournisseur est réglé par la société de crédit-bail.
- La durée du contrat doit correspondre à la vie économique du bien loué.

A la fin du contrat, le locataire peut acquérir le bien loué, le restituer ou dans certains cas renouveler le contrat sur la nouvelle base.

2.2.2.1. Les forme principale de crédit-bail

Le crédit-bail c'est le mode de financement des investissements qui est deux formes principales, le crédit-bail mobilier et le crédit-bail immobilier

A. Le crédit-bail mobilier

Il porte sur les biens d'équipement qui doivent être utilisés pour le besoins de l'entreprise ou à titre mixte et participer à la productivité de l'entreprise, il ne peut s'appliquer aux fonds de commerce et aux logiciels informatique. Il distribué par des sociétés spécialisées filiales de banque.

B. Crédit-bail immobilier

Il concerne des biens immobilier professionnels déjà construits ou à construire. Il est distribué par des sociétés spécialisées ou des banques pouvant adopté le statut de société immobilière pour le commerce et industrie (SICOMI)

(SICOMI) bénéficient de transparence fiscale et leurs locataires peuvent récupérer eux-mêmes la TVA.

2.2.2.2. Les opération particulière de crédit-bail

Les opérations particulière de crédit-bail est : le lease back et le crédit-bail adossé.

A. Le lease-back

C'est une technique de crédit par laquelle l'emprunteur transfère au prêteur la propriété d'un bien qu'il rachète progressivement suivant une formule de location assortie d'une promesse de vente.

Le lease-back permet donc à une entreprise de trouver les capitaux en cédant ses immobilisations. Cette opération ne peut avoir lieu en matière de fonds de commerce ou d'établissement artisanal.

B. Le crédit-bail adossé

Appelle aussi crédit-bail fournisseur c'est une opération par laquelle une entreprise vend le matériel qu'elle fabrique à une société de crédit-bail.

L'entreprise productrice, devenue locataire de ses propres productions sous loué le matériel à ses clients utilisateurs dans des conditions qui sont souvent identiques à celles du contrat de crédit-bail dont elle est bénéficiaire.

2.2.2.3. Avantage et inconvénients du crédit-bail

Les effets de crédit-bail sont les suivants :

A. Les avantages

Le crédit-bail est d'une grande souplesse d'utilisation

- Il n'exige aucun autofinancement.
- L'utilisateur étant locataire du bien financé n'a pas à fournir de garantie réelle
- Les loyers sont passés en frais généraux à condition que la durée de location corresponde à la vie économique du bien loué.

B. Les inconvénients

- Il s'agit d'une technique de financement d'un coût élevé. Surtout pour les petits investissements.
- Ce type de financement est réservé aux biens standards.
- Les biens financés ne peuvent être donnés en garantie.
- Le locataire en rachetant le bien, même pour une valeur résiduelle faible, doit l'amortir à l'issue du contrat.

2.2.3. Le prêt participatif

Le prêt participatif est un prêt sans garantie ; il est considéré comme une créance de dernier rang. Il est rémunéré par un intérêt fixe complété le cas échéant par un intérêt variable selon les performances économiques de l'entreprise.

2.3. Les risques et les garanties d'un crédit

Dès que la banque donne un avis favorable pour accompagner financièrement son client, elle endosse les risques de celui-ci qui peuvent survenir à tous les niveaux de vie du crédit, à partir de son utilisation jusqu'au remboursement de la dernière échéance.

2.3.1. Les risques de crédit

Le risque « désigne l'incertitude qui pèse sur les résultats et les pertes susceptibles de survenir lorsque, les évolutions de l'environnement sont adverses »¹⁵. Le risque peut se définir comme étant « un danger éventuel plus ou moins prévisible¹⁶.

2.3.1.1. Les typologies des risques de crédit

Les risques inhérents aux opérations de crédit peuvent revêtir plusieurs formes :

- Risque de non remboursement
- Le risque de change;
- Le risque de liquidité;
- Le risque de taux d'intérêt .¹⁷

A. Le risque de non remboursement (ou de contrepartie)

Est pour les établissements financiers, le risque que ses débiteurs n'honorent pas, totalement ou partiellement, leurs engagements. De ce fait, la banque subit une double perte : en capital qui représente la créance non remboursée et en revenu qui constitue les intérêts non perçus.

B. Le risque de change

Le risque de change est l'éventualité de voir la rentabilité de l'établissement affectée par les variations des taux change .Alors, le risque de change provient de l'évolution du cours de la devise par rapport à la monnaie nationale.

C. Le risque de liquidité

Représente pour un établissement de crédit l'éventualité de ne pas pouvoir faire face, à un instant donné, à ses engagement ou à ses échéances, le risque de liquidité peut en effet survenir à l'occasion :

- D'un retrait massif des dépôts ou de l'épargne de la clientèle.
- D'une crise de marché à l'égard de l'établissement concerné.

¹⁵ BESSIS J. « gestion des risques et gestion actif-passif des banques » , Edition Dalloz ,Paris , 1995 ,P.13.

¹⁶ Dictionnaire Petit Robert.

¹⁷DUBERNET, M. « gestion actif-passif et tarification des services bancaire » Ed Economica, 1997, P. 64-93.

D'une crise de liquidité générale de marché.

D. Le risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt Représente pour un établissement financier, l'éventualité de voir sa rentabilité affectée par les fluctuations des taux d'intérêt. Il peut s'appréhender différemment selon qu'il menace la marge de transformation (les résultats courants) ou la valeur patrimoniale. Mais dans les deux cas, le risque obère les fonds propres. Le risque de taux est la situation ou le prêteur ou l'emprunteur est soumis à une variation des taux d'intérêt.

2.3 .2.les garanties de crédit

Nous distinguerons des garanties réelles et les garanties personnelles.

2.3.2.1. Les garanties réelles

Nous trouvons le gage, le nantissement, l'hypothèque¹⁸ :

A. Le gage

Le gage est l'acte par lequel le débiteur remet au créancier un bien meuble corporel en garantie de sa créance. Le gage peut avoir lieu avec ou sans dépossession.

- Gage avec dépossession On peut citer dans cette catégorie le gage de tableaux ou d'objets précieux (pratique courante dans les Caisses de Crédit Municipal).
- Gage sans dépossession Le créancier reçoit un titre reconnaissant sa garantie et l'acte fait l'objet d'une publicité. C'est le cas, par exemple, du gage automobile qui bénéficie au vendeur à crédit ou au prêteur de deniers pour l'achat d'un véhicule en garantissant le crédit lié à son acquisition. Le contrat de vente ou de prêt doit être écrit et enregistré sous peine de nullité de gage. La publicité du gage s'effectue par une inscription sur un registre à la préfecture qui a délivré le certificat d'immatriculation. Après signature de l'acte de gage, le gage doit être inscrit dans les 3 mois qui suivent l'immatriculation du véhicule. L'inscription rend le droit du créancier opposable aux tiers. Elle se périmé au bout de 5 ans, mais il est possible de la renouveler une fois. À défaut de paiement, le créancier peut faire réaliser le gage.

B .Le nantissement

Le nantissement est l'acte par lequel le débiteur remet au créancier un bien meuble incorporel en garantie de sa créance. Le nantissement peut avoir lieu avec ou sans dépossession.

¹⁸BERNET-ROLLANDE, L, op. Cite, p.184-185.

- Nantissement avec dépossession, le débiteur est démuné du bien objet de la garantie. On peut citer dans cette catégorie le nantissement du compte d'instruments financiers.
- Nantissement sans dépossession Le créancier reçoit un titre reconnaissant sa garantie et l'acte fait l'objet d'une publicité. C'est le cas, par exemple, du nantissement du contrat d'assurance-vie.

C. L'hypothèque

L'hypothèque est l'acte par lequel le débiteur accorde au créancier un droit sur un immeuble sans dessaisissement et avec publicité.

Elle peut être légale, conventionnelle ou judiciaire.

- Hypothèque légale : elle est prévue par la loi (exemple : le Trésor public pour le recouvrement des impôts).
- Hypothèque conventionnelle : elle est inscrite à la suite de la signature d'un contrat (exemple : contrat de prêt pour acquérir un immeuble).
- Hypothèque judiciaire : elle résulte d'un jugement (exemple : créancier inquiet voulant conforter sa créance au vue de la situation préoccupante du débiteur).

2.3.2.2 .Les garanties personnelles

Nous distinguons le cautionnement et l'aval :

A. Le cautionnement

Le cautionnement est l'engagement pris par un tiers, appelé caution, de s'exécuter en cas de défaillance du débiteur. On distingue le cautionnement simple et le cautionnement solidaire.

- Le cautionnement simple, donne droit au bénéfice de discussion et à celui de division. Le bénéfice de discussion : la caution peut exiger du créancier qu'il poursuive d'abord le débiteur avant de faire jouer le cautionnement. Le bénéfice de division : au cas où il y aurait plusieurs cautions chacune ne serait engagée que pour sa part
- Le cautionnement solidaire : la caution peut être actionnée en paiement en même temps que le débiteur principal, le créancier choisissant dans ce cas celui qui lui paraît le plus solvable ou les deux ensembles.

B. L'aval

L'aval est l'engagement apporté par un tiers sur un effet de commerce pour en garantir le paiement. L'avaliste est donc solidaire du débiteur principal. L'aval peut être donné sur l'effet ou par acte séparé.

Section 3 : étude et la création d'un dossier de crédit d'investissement

Le banquier est tenu de mener une étude très poussée de chaque demande de crédit d'investissement qui lui est présentée.

Cette section est focalisé sur le travail établi par le banquier lors de sa démarche à suivre pour l'octroi d'un crédit d'investissement à un client tout en commençant dans la première point par la réception et la vérification du dossier à fournir, dans la deuxième point, on évaluera la viabilité du projet avec une étude technico-économique du projet et finir cette section avec une analyse de la rentabilité de l'entreprise et du projet pour voir la possibilité de remboursement.

3.1 .La création d'un crédit d'investissement

Le banquier a le droit d'exiger à son client tout document jugé utile et nécessaire pour l'étude de la demande de crédit présentée par le client.

3.1.1. Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement

Ils comprennent ¹⁹:

- Une demande écrite signée par le client incluant la nature des concours sollicités, leurs montants, leurs durées, leurs objectifs et les modalités de leurs remboursements.
- Copie de statuts juridique pour les personnes morales.
- Copie certifiée conforme du registre de commerce.
- Délibération des associés autorisant le gérant à contracter des emprunts bancaires, si cette disposition n'est pas prévue dans les statuts.
- Copie certifiée conforme de l'acte de propriété ou de bail des locaux à usage professionnel.
- Cv des dirigeants et copies des pièces d'identités.

3.1.2. Les documents comptables et financiers

Ils comprennent : Les bilans et annexes clos des trois (03) dernières années. Dans le cas d'une ancienne relation, seul le dernier bilan est exigé. Le banquier devra veiller à :

- ✓ Faire accompagner les bilans des sociétés de capitaux (SPA, SARL) du rapport des commissaires aux comptes et de la résolution de l'assemblée des actionnaires;
- ✓ Vérifier que les bilans des sociétés de personnes sont signés par un comptable agréé

¹⁹ Document de la BNA agence 589 AOKAS « PME/PMI : financement de l'investissement ».

- ✓ Vérifier que les règles comptables prescrites par le plan comptable national (P.C.N) ont été respectées pour l'élaboration des documents comptables cités ci-dessus.
- Etude technico-économique et financière du projet dûment signée et cachetée par un bureau d'études.
- Le bilan d'ouverture, les prévisions de clôtures de l'exercice à financer et le bilan prévisionnel de l'exercice suivant pour les entreprises en démarrage.
- La situation comptable provisoire (actif, passif, tableau des comptes de résultat) pour les demandes introduites après le 30 juin.
- Plan de financement.
- Bilan et TCR prévisionnels se rapportant à l'exercice à financer.

3.1.3. Les documents techniques

- Permis de construire relatif au projet en cours de validité.
- Autorisation de concession délivrée par l'autorité compétente.
- Planning de réalisation de projet.

3.1.4. Document fiscaux

- Attestation fiscale et parafiscale dûment apurées
- Un calendrier de remboursement des dus antérieurs relatif a la dette fiscale ou sociale arrêté par l'organisme concerné.

3.2. Etude d'un crédit d'investissement

Le banquier est tenu de mener une étude sur la viabilité de projet par l'étude technico-économique et l'étude de la rentabilité de projet

3.2.1. Etude technico – économique du projet

L'analyse technico-économique est un document qui prend l'ensemble des éléments se rapportant au projet d'investissement, on citera notamment ²⁰:

- La présentation générale du projet;
- L'étude économique du projet ;
- L'étude technique du projet.

3.2.1.1. La présentation générale de projet

Elle reprend les éléments suivants :

²⁰Mémoire « ETUDE DU PROCESSUS DE L'OCTROI D'UN CREDIT D'INVESTISSEMENT : ETUDE DES RISQUES ET DES GARANTIES : Cas de CNEP-BANQUE Agence « 209 » » réalisée par Boukhzzar. S et Benbakir. N, 2016-2017, mémoire de fin d'étude.

- Présentation de l'entreprise : forme juridique, capital social, siège social et la description de son activité;
- Présentation des associés;
- L'objet de l'investissement : il s'agit de : l'extension, renouvellement, ou projet de création avec des commentaires sur la capacité de production avant et après la réalisation de l'investissement;
- La construction envisagée pour des équipements à acquérir;
- Le mode de financement envisagé.

3.2.1.2. L'étude économique du projet

Cette étude se base sur l'opportunité économique du projet à travers l'étude de l'environnement où il est appelé à évoluer.

Cette étude porte surtout, sur le produit ou la prestation du projet à travers l'étude du marché. Le banquier cherche à trouver des réponses à des questions qu'il se pose :

- Quelle est la taille du marché et quelle est son taux de développement?
- Quelles quantités peut-on envisager de produire et à quel prix ?
- Quelles sont les conditions générales de commercialisation du produit?
- Quelle sera l'évolution dans le temps des différents facteurs?

Le processus d'analyse du marché comporte les rubriques suivantes:

- Analyse de la demande passée et présente;
- Analyse de la demande future;
- Analyse du choix de l'objectif de production.

Le banquier est attiré aussi, sur la politique commerciale que va suivre l'entreprise, cette politique porte sur la nature du produit, son prix, sa qualité, les modalités de distribution et les éventuelles promotions.

3.2.1.3. L'étude technique du projet

Cette étude correspond à une analyse détaillée sur le choix du promoteur sur les différentes composantes du projet.

- **Le processus technologique** : Il met en évidence:
 - ✓ Le choix du matériel de production, sa performance, ses caractéristiques techniques, modalités d'acquisition, la garantie du fournisseur,..., etc.;
 - ✓ Le processus de production envisagé;
 - ✓ Les capacités techniques de l'unité.

- **La capacité de production et effectif nécessaire:**

Après avoir déterminé le matériel, on se penche sur les capacités d'utilisation de ce matériel, pour dégager les capacités de production qui permettent la réalisation des chiffres d'affaires envisagés (CA), ainsi que l'effectif nécessaire en nombre et en qualité, notamment l'adaptation de l'effectif aux conditions de production de l'entreprise.

- **La localisation géographique:**

Celle-ci peut constituer un élément déterminant pour la réussite du projet. En effet, la localisation influe directement sur les conditions suivantes : Les conditions techniques : L'existence des différentes commodités pour la réalisation du projet et pour l'exploitation, tel est le cas de l'extension de réseaux routiers, électricité, eau, le climat... Les conditions économiques : concernant la localisation par rapport au marché de produits finis de l'entreprise et les matières premières.

- **L'approvisionnement :**

Les caractéristiques, les prix et surtout la disponibilité des matières premières doivent être déterminés pour faciliter leurs acquisitions et éviter les ruptures des stocks.

- **Le coût de l'investissement:**

La description du programme d'investissement doit porter sur l'ensemble des rubriques et doit être détaillée par le réalisé et ce qui reste à réaliser : Les frais d'étude et d'engineering (étude de faisabilité, achat de licence et autre brevets,); Les frais préliminaires ; Le coût de terrain et des constructions ; Le coût des équipements (matériel de production, matériel auxiliaire, matériel roulant) ; Les frais de transport et de douanes ainsi que les droits et taxes à payer ; Les frais de montage, d'essais de mise en route ; Les besoins en fond de roulement.

- **Planning de réalisation:**

Le promoteur doit présenter un plan de réalisation envisagé, dans lequel il indiquera le délai nécessaire pour passer en phase d'exploitation. En cas d'avis favorable, le banquier et le promoteur veillent à ce que le projet se réalise dans le délai prévu, dans des bonnes conditions car une erreur dans cette phase peut revenir fatale lors de l'exploitation.

- **Le financement:**

Le promoteur doit indiquer la structure de financement qu'il envisage, il indique le montant de ses apports en numéraire et en natures, ainsi que toute autre ressource de financement qu'il envisage.

3.3. Analyse de la rentabilité de projet

L'étude de la rentabilité se fait en deux phases complémentaires. La première consiste en la construction des tableaux Emplois/Ressources, qui représente les dépenses et recettes pour en déterminer les soldes des périodes. La deuxième phase consiste en le calcul d'indicateurs de rentabilité à partir des soldes dégagés dans la première phase. Il s'agit de la valeur actuelle nette (VAN), l'indice de profitabilité (IP), délai de récupération du capital (DRC) et le taux de rentabilité interne (TRI). Pour ce faire, le banquier mène deux (02) analyses:

3.3.1. Analyse de rentabilité avant financement

La mesure de la rentabilité de l'investissement consiste à comparer les recettes d'exploitation qu'il génère par rapport aux dépenses d'exploitation qu'il entraîne pour faire apparaître des flux nets de trésorerie. Le choix devrait se porter sur l'investissement qui procure le meilleur résultat, la meilleure rentabilité.

3.3.1.1. Elaboration du tableau emploi / ressources avant le financement

C'est un état de synthèse qui détermine les flux de trésorerie en recensant les emplois et les ressources de l'investissement.²¹

Dans le tableau emploi / ressource avant financement ou le tableau des flux nets de trésorerie, on distingue trois parties²² :

- les encaissements (CAF, valeur résiduelle, récupération du B.F.R.,...etc.);
- les décaissements (acquisitions, variation du B.F.R., ..., etc.);
- les flux nets de trésorerie, ou les cash-flows.

A. Les ressources générées par l'investissement ou encaissements.

• Détermination de la CAF

La CAF apparaît comme un indicateur monétaire relatif aux résultats de l'exercice, elle représente un montant de ressources additionnelles secrétées par l'activité globale de la période et qui pourront être affectées au financement de l'entreprise après prélèvement des dividendes. La capacité d'autofinancement est un indicateur intéressant.²³

²¹AAOID, B. « Analyse et gestion financière », Edition 1^{er} décembre 2017, p.158

²²ANTRAGUE, D. « Choix des investissements et des financements Gestion des investissements - Rentabilité économique », IUT GEA – 832 S3, p. 5

²³TAVERDET-POPIOLEK, N. « Guide du choix d'investissement », Éditions d'Organisation Groupe Eyrolles, 2006, p.104

Chapitre1 : Généralités sur le crédit d'investissement

La capacité d'autofinancement d'exploitation est égale aux recettes nettes d'exploitation après impôt. Elle est évaluée chaque année à partir de l'année 1 et pendant la durée de vie de l'investissement, selon deux méthodes possibles²⁴ :

Tableau N°1 : Méthode additive de calcul de la CAF induite par l'investissement

période	0	1	2	...	N
Chiffre d'affaire (CA)	-	-	-	-	-
-charges d'exploitations décaissées	-	-	-	-	-
-dotation aux amortissements (charge à calculé)	-	-	-	-	-
=résultat avant impôt	-	-	-	-	-
-impôt sur bénéfice (IBS) en %	-	-	-	-	-
=résultat net	-	-	-	-	-
+dotation aux amortissements	-	-	-	-	-
= capacité d'autofinancement (CAF)	-	-	-	-	-

Source : Antraigue, D, « Choix des investissements et des financements – Gestion des investissements - Rentabilité économique », p. 6.

Tableau N°2 : Méthode soustractive de calcul de la CAF induite par l'investissement

Période	0	1	2	N
Chiffre d'affaire (CA)	-	-	-	-	-
-charges d'exploitations décaissées	-	-	-	-	-
=excédent brut d'exploitation (EBE)	-	-	-	-	-
-impôt sur bénéfice (IBS) en %	-	-	-	-	-
= capacité d'autofinancement (CAF)	-	-	-	-	-

Source : Antraigue, D, Op .cite, p.6.

- **La détermination de BFR**

Le besoin de fonds de roulement (BFR) correspond à l'immobilisation d'unités monétaires nécessaires pour assurer le fonctionnement courant de l'entreprise. Cette dernière

²⁴ANTRAIGUE, D, « Choix des investissements et des financements Gestion des investissements - Rentabilité économique », IUT GEA – 832 S3, p .5.

Chapitre 1 : Généralités sur le crédit d'investissement

doit financer certains emplois²⁵. La récupération du besoin en fonds de roulement peut constituer également un encaissement au titre de la dernière année²⁶.

- **La valeur résiduelle nette de l'investissement (VRI)**

Il s'agit de la valeur de revente probable de l'investissement, à la fin de la période d'utilisation, après déduction de l'impôt éventuel sur la plus-value de cession. La valeur résiduelle correspond le plus souvent à la Valeur Comptable Nette. Elle constitue une recette pour la dernière année²⁷.

$$\text{VRI} = \text{Investissement total} - \text{Total montant déjà amorti}$$

B. Les emplois ou décaissement

- **L'investissement initial** réalisé au cours de l'année 0 (ou au début de l'année 1) inclut
 - ❖ le coût d'acquisition ou de production d'immobilisation (terrain, construction, matériel, équipement, ...) ²⁸;
 - ❖ éventuellement les dépenses de formation des personnels et autres coûts induits.
- **Variation du BFR**

Est le montant de la constitution ou de l'accroissement du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

Elaboration du tableau emplois / ressources avant le financement

Tableau N° 03 ; tableau emplois / ressources avant le financement

	0	1	2	N
Ressource :					
• Capacité d'autofinancement	-	-	-	-	-
• Valeur résiduelle des investissements	-	-	-	-	-
• Récupération du BFR					
Total des ressources (1)	-	-	-	-	-
Emplois :					
• Investissement	-	-	-	-	-
• Variation du BFR	-	-	-	-	-

²⁵ BRUSLERIE, H.D, « Analyse financière, information financière, diagnostic et évaluation », 4^{ème} édition, DUNOD, Paris, 2010, p.265.

²⁶ ANTRAIGUE, D., p .5.

²⁷ IDEM.

²⁸ IDEM.

Total emplois (2)	-	-	-	-	-
Flux nets de trésorerie (1)-(2)	-	-	-	-	-

Source : Antraigues, D, Op .cite, p.5.

3.3.1.2. Les critères de la rentabilité

Nous nous intéressons aux critères les plus couramment utilisés :

La valeur actuelle nette (VAN), l'indice de profitabilité (IP) et le taux de rentabilité interne (TRI). On évoque aussi le délai de récupération en valeurs actualisées.²⁹

A. Valeur actuelle nette(VAN)

Le critère de la valeur actuelle nette (VAN) répond au principe de compensation. C'est la somme actualisée des flux financiers pendant les périodes d'investissement et d'exploitation, somme qui s'exprime dans l'unité monétaire du projet considéré.

L'expression de la VAN suppose implicitement que les flux générés par le projet d'investissement sont réinvestis au fur et à mesure jusqu'à l'horizon du projet à un taux égal au taux d'actualisation.

$$VAN = \sum_{t=0}^n C(1+t)^{-1} - I_0$$

cf_i: cash-flow

I₀: Coût de l'investissement à la date 0

- La VAN est un critère d'éligibilité : une VAN positive implique de retenir le projet d'investissement et une VAN négative implique de le rejeter.
- La VAN est un critère de comparaison : entre deux projets concurrents, on choisit le projet dont la VAN est la plus grande.

B. Indice de profitabilité(IP)

L'indice de profitabilité (IP) répond au principe de compensation sous forme d'un ratio. Lorsque l'entreprise est rationnée en capital, elle a intérêt à choisir les investissements les plus rentables par unité de capital investi.

Le critère retenu dans ce cas est l'indice de profitabilité qui est le rapport entre la valeur actuelle des flux financiers d'exploitation générés par le projet et le montant de l'investissement initial. Il reflète le revenu actualisé par unité monétaire investie.

IP = Somme actualisée des flux financiers liés à l'exploitation/Somme actualisée des flux financiers associés à l'investissement.

²⁹ TAVERDET-POPIOLEK, N. « Guide de choix d'investissement », Edition d'organisation, groupe Eyrolles, 2006, p.170-180.

$$IP = \sum_{i=0}^n C(1+t)^{-1} / I_0$$

- IP est un critère d'éligibilité. Il est comparé à 1. Si IP est inférieur à 1, le projet n'est pas rentable, Si IP = 1, il y a indifférence entre l'investissement et un placement financier au taux égal au taux d'actualisation, Si IP est supérieur à 1, le projet est rentable.
- IP est un critère de comparaison : entre deux projets, on choisira celui qui a l'indice de profitabilité le plus élevé.

C. Taux de rentabilité interne (TRI)

Ce critère répond au principe de compensation sous forme de ratio exprimé en pourcentage. Le taux de rentabilité interne est le taux d'actualisation qui annule la VAN du projet. Pour un investissement ponctuel et réalisé l'année 0,

$$I_0 = \sum_{i=0}^n CFI(1+t)^{-1}$$

- Le TRI est un critère d'éligibilité à condition d'avoir une norme pour mesurer l'intérêt du projet.
- Le TRI est un critère de comparaison : entre deux projets incompatibles, on choisit celui dont le TRI est le plus grand.

D. Délai de récupération du capital investi (DRI)

Le délai de récupération d'un investissement reflète une durée. C'est le nombre d'années nécessaires pour que les encaissements cumulés compensent le montant de l'investissement.

L'utilisation pratique de ce critère implique que le décideur fixe un seuil au-delà duquel le projet est rejeté. Dans le cas où plusieurs projets concurrents rempliraient la condition, le choix se porterait sur le projet dont le délai de récupération est le plus court.

Le délai de récupération du capital investi est donc à la fois un critère d'éligibilité et de comparaison. Précisons qu'en toute rigueur, la méthode du délai de récupération ne peut s'appliquer comme critère de comparaison, qu'à des investissements de même durée de vie. Si les durées sont très différentes, il faudrait pour utiliser ce critère correctement, prévoir à la fin de vie du projet dont l'horizon est le plus court, un nouvel investissement permettant à l'entreprise de maintenir sa capacité de production.

3.3.2. Analyse de la rentabilité après le financement

Afin d'analyser la rentabilité avant financement, l'évaluateur devra cette fois-ci prendre en compte la structure de financement, les intérêts intercalaires et leur amortissement. L'étude

Chapitre 1 : Généralités sur le crédit d'investissement

Après financement a pour but de déterminer la structure de financement la plus adaptée et apprécier la rentabilité des capitaux.

3.3.2.1. Elaboration du tableau emplois / ressources après le financement

Pour chaque type de financement, il est possible d'établir un tableau des encaissements et des décaissements échelonnés dans le temps³⁰,

Le tableau Emplois / Ressources sera alors élaboré comme suit :

Tableau N°4 : tableau emplois / ressources après le financement

	0	1	2	N
Ressource :					
• Capacité d'autofinancement	-	-	-	-	-
• Valeur résiduelle des investissements	-	-	-	-	-
• Récupération de BFR	-	-	-	-	-
• Apports personnels	-	-	-	-	-
• Emprunts	-	-	-	-	-
Total ressource (1)	-	-	-	-	-
Emplois :					
• Investissements	-	-	-	-	-
• Variation du BFR	-	-	-	-	-
• Intérêts intercalaires	-	-	-	-	-
• Remboursement d'emprunts dividendes	-	-	-	-	-
Total emplois (2)	-	-	-	-	-
Flux nets de trésorerie (1)-(2)	-	-	-	-	-

Source : Antraigues, D, Op. Cite, p.5.

3.3.2.2. Critère de rentabilité après financement

Une autre évaluation de la rentabilité après le financement est menée par le banquier de la même manière que l'évaluation de la rentabilité avant le financement à partir des flux de trésorerie déterminés du tableau emplois / ressources. Ces critères sont : La VAN ; L'IP ; Le DRC ; Le TRI.

³⁰ GRIFFITHS, J, G.D, « Gestion financière De l'analyse à la stratégie », Éditions d'organisation groupe Eyrolle, 2001, p.269.

Conclusion au chapitre :

L'investissement est un moyen pour l'entreprise d'exister, car c'est à travers que se développe la croissance économique. Pour prendre une décision d'investissement, plusieurs options sont prises en considération entre autre, son environnement, son employeurs Dans le système bancaire algérien, le banquier porte le titre d'un commercial et non d'un conseiller, c'est pour cela il s'intéressera à la situation de l'entreprise si elle est et sera rentable pour faire au remboursement du crédit.

Dans ce chapitre nous avons présenté certaines notions ; à savoir les investissements en énumérant les différentes typologies, caractéristique ...etc. nous avons aussi donné un aperçu sur le crédit d'investissement octroyé pour financer d'importants achats dans l'entreprise, et les procédures à suivre par le banquier pour octroyer un crédit d'investissement.

A partir de ce qui a été développé dans ce chapitre, nous avons constaté que les crédits d'investissement constituent en quelque sorte, le point de démarrage de toutes les entreprises

Chapitre 02 : Généralité sur le crédit D'exploitation

Introduction :

Toute entreprise peut se trouver, à un moment donné, dans l'obligation de recourir au crédit bancaire pour pallier aux insuffisances de son fonds de roulement. A cet effet, le banquier lui propose des concours qui répondent à ses besoins. Dans l'étude que nous avons menée, nous avons choisi parmi la panoplie de financement que les banques accordent, le système de crédit d'exploitation.

Ce deuxième chapitre est articulé autour de trois sections, dans la première section, nous tenterons de généraliser l'exploitation alors que dans la seconde on s'intéressera au financement de l'exploitation et la troisième section sur l'étude et le montage d'un dossier de crédit d'exploitation.

Section 1 : Notions générales sur l'exploitation

Le cycle d'exploitation d'une l'entreprise est l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation d'activité économiques et commerciales et productives de l'entreprise.

1.1. Le cycle d'exploitation

Les opérations d'exploitation sont les opérations qui permettent à l'entreprise de réaliser son activité au jour le jour : acheter des matières premières, les stocker, les combiner, les assembler, les transformer en faisant intervenir des ouvriers, des techniciens, des cadres, éventuellement sur des machines, dans des locaux : stocker ces biens produits, puis les vendre et les livrer aux clients. Ce cycle engage toutes les personnes de la fonction exploitation.³¹

1.2. Les phases d'un cycle d'exploitation

Le cycle d'exploitation recouvre une série d'opérations économiques de production d'un bien ou d'un service qui seras échangé contre paiement. Cette production est ponctuée par un acte commercial : la transaction. Il y a donc trois phases successives dans le cycle d'exploitation³²:

1.2.1. La phase d'approvisionnement

Elle correspond à l'acquisition auprès de fournisseurs de biens ou de services qui sont des préalables nécessaires à la production : matières premières, fournisseurs, énergie. Ces approvisionnements sont stockés (à l'exception des services).

1.2.2. La phase de production

Elle est articulée sur la mise en œuvre d'un processus technologique qui lui-même exige des inputs : un capitale économique, un savoir-faire et des biens ou des services à transformer.

³¹ CONSO.P, R.LAVAUD, « Fond de roulement et politique financière », 2^{eme} Edition, Dunod, Paris, 2008, P.43.

³² BRUSLERIE, H. « Analyse financière » 3^{eme} Edition, Dunod, Paris, P.45.

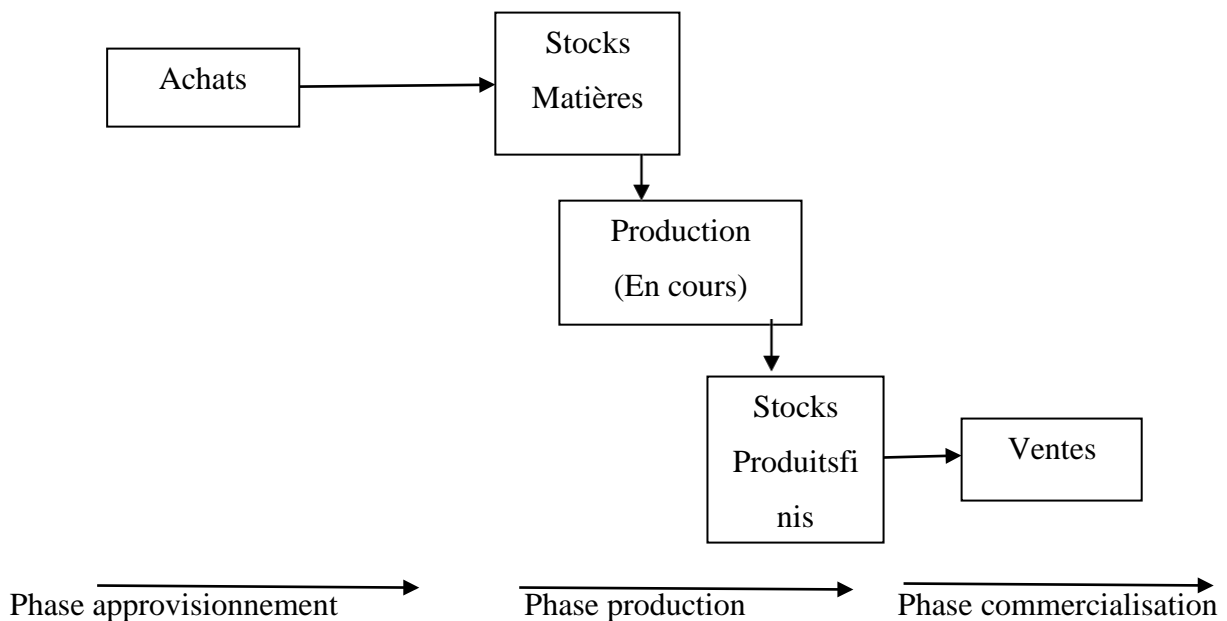
Chapitre 2 : Généralité sur le crédit d'exploitation

La phase de production est plus ou moins longue selon les données du processus technologique mis en œuvre. Il peut y avoir des étapes intermédiaire qui donnent lieu à des stocks temporaire de produits semi-finis ou d'encours.

1.2.3. La phase de commercialisation

Elle débute avec les stocks de produits finis. Le moment important est celui de la vente : l'accord d'échange se traduit par une double transaction physique et monétaire. Le cycle d'exploitation est continu ; les opérations d'approvisionnement et de vente sont en revanche intermittentes de telle sorte que l'apparition de stocks entre les phases est indispensable.

Figure n°1 : Présente le déroulement du cycle d'exploitation



Source : P. Conso, op. Cite, p.29.

Le déroulement du cycle d'exploitation se traduit par un enchaînement de dettes et de créances entre « l'amont » et « l'aval » l'entreprise est d'abord endettée auprès des fournisseurs, puis, au fur et mesure du processus, elle doit financer les charges et les couts intermédiaires. Ce n'est qu'à la fin qu'elle rentre dans ses fonds, après la vente, lors des règlements définitifs par l'acheteur. Le déroulement du cycle d'exploitation induit donc un besoin financier sur une partie plus au moins longue de la période. Le rôle du crédit interentreprises consenti par les fournisseurs, mais aussi consenti par l'entreprise à ses clients est de toute première importance.

1.3. Les principaux postes d'un cycle d'exploitation

Les principale poste de cycle d'exploitation : les stocks, les créances client, et les fournisseurs³³

1.3.1. Les stocks

Les stocks et en-cours forment la première rubrique de l'actif circulant. Ils comprennent:

- Les matières premières et les approvisionnements, c'est –à-dire les objets substances destinés à être incorporés dans des produits ou à être consommés dans le cadre des processus de production mis en œuvre par l'entreprise. On retrouve dans ce poste les emballages commerciaux non récupérables qui sont livrés à la clientèle en même temps que leur contenu;
- Les en-cours de production concernent les biens en cours de production comme les services en cours d'élaboration. Ce dernier cas correspond aux travaux en cours (par exemple les constructions non achevées dans le secteur du bâtiment ou des travaux publics) ou aux études en cours de réalisation (dossier ou plan en cours de réalisation dans un cabinet d'architecte..., etc.);
- Les produits intermédiaires ou finis sont ceux qui ont atteint un stade de fabrication et sont disponibles en cas de phase ultérieure du cycle de production. Les produits finis sont prêts à être vendus ou livrés;
- Les marchandises reprennent les éléments de stock que l'entreprise a achetés et qui peuvent être revendu en l'état, indépendamment de tout processus de transformation.

1.3.2. Les créances clients

Ce poste est central dans le déroulement du cycle d'exploitation de l'entreprise car il regroupe les comptes débiteurs de tous les clients qui n'ont pas payé comptant. L'inscription à ces comptes se justifie par un mouvement réel : biens livrés ou expédiés, ou prestations de service effectuées.

1.3.3. Les crédits fournisseurs

Les montants concernés sont les sommes restant dues aux fournisseurs d'exploitation suite à des achats ou à des prestations de service. La matérialisation de la dette par inscription

³³ BRUSLERIE, H., « Analyse financière, information financière, diagnostic et évaluation », 4^{ème} Edition, Dunod, P.63-87.

En compte fournisseurs ou sous forme d'effets à payer ou de factures non parvenues n'a pas d'importance.

Section 2 : Le crédit d'exploitation

Le crédit d'exploitation finance un besoins lié à l'activité de l'entreprise non supportés par le fond de roulement. Acte effet, la présente section traitera les différents modes de financement de l'exploitation à s'avoir³⁴ :

- Les crédits par caisse ; qui seront présentés en deux volets:
 - ❖ Les crédits globaux : découvert, facilité de caisse,...etc.
 - ❖ Les crédits spécifiques : avances sur titres, sur factures, sur marché public,...etc.
- Les crédits par signature tels que les cautions et crédits documentaires.

2.1 Les crédits d'exploitation par caisse (direct)

Le crédit par caisse constitue un soutien direct de la banque à la trésorerie de l'entreprise qui peut se réaliser sous différentes formes, on distingue:³⁵

2.1.1 Les crédits par caisse globaux (en blanc)

L'objectif de ces crédits est de financer une partie du bas du bilan (actif circulants), sans qu'ils soient destinés ou rattachés à un besoin bien déterminé. On les appelle crédits en blanc du fait que le banquier prenant en compte que la promesse de remboursement et il n'exige pas des garanties. Ces crédits se présentent sous différentes formes : la facilité de caisse ; le découvert ; le crédit de compagne ; le crédit relais.³⁶

2.1.1.1 La facilité de caisse

Ce crédit assure l'élasticité nécessaire au bon fonctionnement de la trésorerie courante et permet de faire face aux décalages de très courte durée. S'agissant d'une souplesse de trésorerie, son utilisation doit être limitée et doit s'accompagner en contrepartie d'un mouvement significatif, source de commissions pour la banque.

Techniquement, le client a l'autorisation de faire fonctionner son compte courant en lignes débitrices. Si ce crédit simple et souple a la faveur des entrepreneurs, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'un crédit risqué pour la banque et par conséquent d'un cout plus élevé pour le client. En effet, en l'absence de contrôle formel, ce crédit peut facilement être détourné de son objet initial.³⁷

2.1.1.2 Le découvert

³⁴LARBI, T.M., « Revue des économies financière, bancaire et de management », 2018, p.37.

³⁵IDEM.

³⁶IDEM P.37-38.

³⁷BERNARD, J.M. « L'essentiel des technique bancaire » édition d'organisation, p .255.

Peut correspondre à un concours consenti pour une période plus longue, anticipant une rentrée de fonds importante. Souvent il n'est accordé qu'en contrepartie du cautionnement des associés ou des dirigeants. Une commission de confirmation (1 % du montant autorisé) est demandée en cas de prorogation du découvert³⁸.

2.1.1.3. Le crédit de campagne

Est utilisé pour couvrir les déficits en trésorerie résultant d'une forte saisonnalité de l'activité. Le plan de remboursement doit être adapté au cycle de l'activité de l'entreprise³⁹.

2.1.1.4. Le crédit relais

Comme son nom l'indique, le crédit relais est une forme de découvert qui permet d'anticiper une rentrée de fonds qui doit se produire dans un délai déterminé et pour un moment précis. Cette rentrée peut provenir, par exemple, d'une augmentation de capital, ou encore d'une cession d'actifs⁴⁰.

2.1.2 Les crédits d'exploitation spécifiques

Les crédits d'exploitation sont dits spécifiques lorsqu'ils financent des postes spécifiques de l'actif circulant. Ils ont donc un objet bien déterminé ; c'est pour cela qu'on les qualifie de crédits causés. Ces crédits ont une origine précise. Ils présentent l'avantage pour l'entreprise d'accélérer la rotation de son actif cyclique et ainsi disposer plus rapidement de liquidités.

Ces crédits peuvent revêtir les formes suivantes : Escompte commercial ; Avances sur marchés publics ; Avances sur titres ; Avances sur factures.⁴¹

2.1.2.1. Escompte commercial

A condition de se renseigner sur la qualité des créances remises à l'escompte, le risque bancaire de cette opération est limité. L'opération financière est sous-tendue par une opération commerciale facilement identifiable. En escomptant l'effet de commerce, la banque en devient propriétaire et bénéficie des garanties que lui confère le droit cambiaire (propriété de la provision, solidarité des débiteurs qui ne peuvent opposer d'exception au paiement de l'effet)

Les aspects techniques de l'escompte commercial sont les suivants :

- ✓ Nécessité de mettre en place une autorisation d'escompte calculable en fonction des délais moyens de paiement des clients. Il est possible à l'intérieur de cette ligne de crédit de fixer un encours maximal par client.

³⁸ FORGET, J. « Gestion de trésorerie », 1^{ère} édition, d'organisation p.114.

³⁹ IDEM P114

⁴⁰ BOUYAKOUB, F « L'entreprise et le financement bancaire », Edition casbah, Alger, p.233.

⁴¹ LARBI, T.M, « Revue des économies financière, bancaire et de management » p. 38-39.

- ✓ Nécessité d'être vigilant sur les remises du client .Etudier la qualité des tirés (FIBEN-fichier bancaire des entreprises).
- ✓ Nécessité de surveiller les incidents de paiement ; volume d'impayés par rapport au chiffre d'affaires, les prorogations, la réclamation des effets avant l'échéance⁴².

2.1.2.2. Avances sur marché publics

Un marché public est un contrat de fournitures de travaux, de biens ou de services passé avec une personne publique ou une personne privée remplissant une mission de service public(recherche scientifique par exemple).⁴³

2.1.2.3. Avances sur marchandise

L'entreprise qui détient des marchandises en stock peut demander à son banquier une avance sur ces marchandises. Cette avance sera la plupart du temps garantie par les marchandises qui seront donc affectées engage soit dans les locaux de l'entreprise ou ce qui est plus sûr dans les locaux appartenant à un tiers (magasin général par exemple)⁴⁴.

2.1.2.4. Avance sur titres

Une avance sur titre est un prêt à court terme, octroyé par une banque, garanti par le nantissement de titres financiers, et consenti à une personne morale ou physique. Le montant de l'avance est limité à un certain pourcentage de la valeur vénale des titres mis en nantissement, généralement fonction de leur liquidité et de leur volatilité. Le fonctionnement d'une avance sur titres est assez proche de celui d'un crédit lombard⁴⁵.

2.1.2.5. Avances surfacture

Une avance sur facture est un crédit de trésorerie consenti sous forme d'avance de courte durée destiné à anticiper à hauteur de 60% le règlement des factures pour lesquelles le client attend des paiements. Cette avance permet au client de couvrir certaines charges courantes d'exploitations en attendant l'encaissement du règlement de ses factures⁴⁶.

2.2. Les crédits d'exploitation par signature (indirect)

En plus des crédits de trésorerie, la banque peut accorder aux entreprises sa signature sous forme d'engagement que l'on appelle des crédits par signature.

Dans cette forme de crédit, le banquier s'engage par lettre, auprès de tiers, à satisfaire aux obligations contractées envers eux par certains de ses clients, au cas où des derniers n'y satisferaient pas eux-mêmes.

⁴²BERNARD, J.M. « L'essentiel des technique bancaire » édition d'organisation, p.258.

⁴³BERNET-ROLLANDE, L. « principe technique bancaire » 25^{eme}éditions. DUNOD, Paris, 2008, P.307.

⁴⁴IDEM, P.308.

⁴⁵Site web, « finance de marché .Fr » consulté le 11 mars 2020.

⁴⁶Site web, « <https://www.bni.ci> » consulté le 11 mars 2020.

Nous distinguons généralement trois types d'engagements par signature : les cautions bancaires, l'aval, l'acceptation.⁴⁷

2.2.1. Les cautions bancaires

Le cautionnement est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant envers le créancier, à satisfaire à cette obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.⁴⁸

2.2.1.1. Cautions fiscales ou douanières

Les cautions ainsi délivrées permettent à l'entreprise de différer le paiement des droits de douane.

L'obligation cautionnée est un billet à ordre au bénéfice du trésor public avalisé par une banque. L'obligation cautionnée permet aussi de payer les droits auprès des contributions indirectes. La banque peut délivrer une caution pour:

- ✓ Le paiement de la TVA;
- ✓ Le paiement des droits dus sur les boissons ;
- ✓ Le paiement des droits d'enregistrement;
- ✓ Le paiement des impôts⁴⁹.

2.2.1.2. Cautions sur marchés publics ou privés

Les entreprises travaillant sur les marchés publics doivent apporter la preuve que le marché pourra être exécuté dans de bonnes conditions :

- ✓ Cautions provisoires pour adjudication qui garantissent la moralité, les compétences et les moyens de l'entreprise lui évitant de verser de l'argent;
- ✓ Cautions de bonne fin qui garantissent le bénéficiaire de la bonne exécution du marché par titulaire;
- ✓ Cautions de retenue de garantie qui permettent de récupérer les sommes immobilisées par contrat garantissant la qualité des prestations fournies;
- ✓ Cautions de restitution d'acompte qui permettent d'obtenir de la part du maître d'œuvre des acomptes qui seront remboursés par la banque, au cas où les travaux ne seraient pas exécutés⁵⁰.

2.2.1.3. La garantie à première demande

Il s'agit d'un engagement que prend l'établissement de crédit et qui l'oblige, en considération d'une obligation que le client a souscrite, à verser une somme :

⁴⁷LARBI, T.M, op. Cite, p.39.

⁴⁸ Article 644 de code civil algérien p.107.

⁴⁹BERNARD, J.M« l'essentiel des techniques bancaires » édition d'organisation, p.256.

⁵⁰IDEM, p.257.

- ✓ Soit dès que le bénéficiaire de cette garantie le demande;
- ✓ Soit suivant les modalités convenues à l'avance.

L'établissement de crédit ne peut refuser le paiement de la somme, en cas d'abus ou de fraude manifeste⁵¹.

2.2.2. L'acceptation

Pour faciliter à son client soit la livraison de marchandises soit l'octroi de crédit par un confrère, le banquier peut accepter (ou avaliser) un effet de commerce tiré par son client en s'engageant de ce fait à payer à l'échéance. A cette date, le client assurera à son banquier la couverture de l'effet par la somme prévue, ce dernier n'ayant pas en principe de décaissement à effectuer⁵².

- **Avantages et inconvénients de crédit par signature** : Les effets de crédit par signature sont les suivants⁵³:

⁵¹ IDEM.

⁵² BERNET-ROLLANDE, L, « Principe technique bancaire » 25 édition. DUNOD, Paris, 2008, P.311.

⁵³ IDEM, P.312-313.

Chapitre 2 : Généralité sur le crédit d'exploitation

Tableau N° 5: les avantages et inconvénients de crédit par signature

Pour le banquier	Pour le client
<p><u>A. Avantage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Au moment de sa mise en place, un crédit par signature évite toute sortie de fonds. • Il évite les contraintes en cas d'encadrement du crédit. • Il permet la perception de commissions sur l'autorisation voir sur l'utilisation. • Enfin, le banquier est subrogé dans les droits du créancier bénéficiaire de l'engagement (avantage déterminant en cas de coutions fiscales). <p><u>B. Inconvénients</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le risque est difficile à évaluer. • Le suivi des engagements est lourd à gérer. • Il y a souvent décalage des engagements dans le temps. 	<p><u>A. Avantage</u></p> <p>Ce type de concours permet une meilleure gestion de la trésorerie.</p> <p>Il y a souvent abaissement des couts financiers.</p> <p>Enfin, les engagements pris par la banque valorisent l'image de marque de l'entreprise.</p> <p><u>B. Inconvénients</u></p> <p>Il y a paiement de commissions même en cas de non-utilisation.</p> <p>L'entreprise doit souvent apporter des garanties.</p> <p>Les concours sont parfois mis en place contre blocage de fonds.</p>

Source : établi par nous-mêmes à partir des informations de l'ouvrage : BERNET-ROLLANDE, L., « principe technique bancaire » 25 édition. DUNOD, paris, 2008, P.311.

Section 3 : l'étude et la création d'un dossier de crédit d'exploitation

Toute entreprise en plein exploitation peut se trouver, à un moment donné, dans l'obligation de recourir au crédit bancaire pour pallier aux insuffisances de son fond de roulement. A cet effet, le banquier répond à son client et lui propose les concours qui répondent à ses besoins.

Toutefois, avant de prendre la décision de s'engager avec le demandeur du crédit , le banquier est tenu de s'entourer d'un maximum d'informations susceptibles de lui donner une idée sur les compétences et les performances de l'entreprise d'une part, et sur l'honorabilité et la moralité de son client d'autre part.

Ainsi, pour prétendre à un crédit bancaire, le client doit faire l'objet d'un dossier de crédit d'exploitation complet qui permettra au banquier de mener une analyse qualitative et quantitative approfondie, en empruntant les étapes suivantes⁵⁴ :

- Constitution du dossier de crédit d'exploitation ;
- Classification de la clientèle;
- Diagnostic économique et financier de l'entreprise.

3.1. La création d'un dossier de crédit d'exploitation

Le dossier de crédit est constitué de documents juridiques, économiques, commerciaux, comptables, financiers, fiscaux et parafiscaux. Il est fonction de l'ancienneté de la relation du client avec sa banque, de la nature de son activité ainsi que du type du concours sollicité⁵⁵.

3.1.1. Les documents constitutif d'un dossier de crédit d'exploitation

Tout dossier de crédit doit réunir des documents tels que juridique, administratif, comptable, financier et fiscaux.

3.1.1.1. Documents juridiques et administratifs

Ces documents se regroupent en :

1. Demande écrite signée par le client incluant:

- ✓ La nature des concours sollicités
- ✓ Leurs montants
- ✓ Leurs durées
- ✓ Leurs objectifs
- ✓ Les modalités de leurs remboursements

2. Copie des statuts juridique pour les personnes morales.

3. PV de l'assemblée générale des actionnaires conférant aux dirigeants de l'entreprise, les pouvoirs de contracter des emprunts et de donner des garanties si cette disposition n'est pas prévue par les statuts.

4. Copie des cartes NIF et NIS

5. CV des dirigeants +copie des pièces d'identités

6. Registre de commerce

7. Acte de propriété ou le bail de location du local devant abriter l'activité.

⁵⁴LARBI, T.M, op. Cite, P .39-44.

⁵⁵Document de la BNA agence 589 AOKAS « PME/PMI : financement de l'investissement ».

8. Rapport d'évaluation du local devant l'abriter l'activité réalisé par un professionnel (expert) .Désigné par la banque et dument agréé par les tribunaux et ce en vue d'une éventuelle prise de garantie.

3.1.1.2. Documents comptables et financières:

On résume ces documents dans ce qui suit : les trois derniers (03) bilans (états financiers et annexes des exercices clos.

1. Les rapports certifiés par les commissaires aux comptes pour les SPA et SARL.
2. Le justificatif du dépôt légal des comptes sociaux délivré par le centre national du registre de commerce(CNCR).
3. Le bilan d'ouverture et prévisions de clôture pour les entreprises en phase de démarrage.
4. Le plan de trésorerie.
5. Le plan de charge.
6. Le programme d'importation de matière première au cas où l'activité de production ou de prestation de services nécessite des INPUT importé.

➤ En plus des documents cités ci-dessus, les entreprises de réalisation (Entreprise de Travaux Public et de bâtiment notamment) doivent joindre également:

8. Le plan de charge de l'entreprise.
9. Un état signalétique des marchés.
10. Un état récapitulatif d'avancement des travaux.
11. Un plan de financement par marché et cumulé.
12. Une liste du matériel et équipements de production
13. Une copie du certificat de qualification et de classification professionnelle en vigueur.

3.1.1.3. Documents Fiscaux et parafiscaux:

Ils comportent :

1. L'attestation fiscale : Extrait de rôle moins de trois (03) mois dumentapuré.
2. L'attestation parafiscale récente de moins de trois (03) mois dumentapurées.
3. Un calendrier de remboursement des dus antérieurs relatif à la dette fiscale ou sociale arrêté par l'organisme concerné.
4. L'attestation de non-imposition pour les nouvelles affaires.

3.2. Classification de la clientèle

Les éléments d'identification cités précédemment ne sont pas suffisants pour mieux apprécier et juger de la qualité du demandeur du crédit.

La confiance que le banquier s'inspire de son client ne dépend pas uniquement de la performance et de la compétence de son entreprise, mais également de la nature de la relation qu'ils entretiennent.

Pour obtenir des informations concernant sa clientèle, le banquier peut recourir à plusieurs sources d'informations. Il peut compter, soit sur ses confrères pour obtenir des renseignements liés aux clients domiciliés chez eux (renseignements commerciaux), soit sur les centrales de la banque d'Algérie, à savoir la centrale des impayés (informations sur les incidents de paiements), la centrale des risques (informations sur les crédits accordés par les banques) et la centrale des bilans (informations comptables et financières sur les entreprises).

3.3. La diagnostic économique et financier de l'entreprise

Pour mesurer les risques qu'il encourt vis-à-vis de l'entreprise, le banquier effectue une analyse financière de l'affaire dont la méthodologie et les techniques utilisées seront développées.

L'analyse financière a pour but d'étudier les points forts et les points faibles d'une entreprise en se fondant sur divers éléments d'ordre comptables humains et financiers.

Cette méthode comporte trois étapes successives : l'analyse des éléments représentatifs de l'entreprise ; l'établissement d'un diagnostic sur sa situation actuelle et l'élaboration de propositions devant améliorer la situation future de l'entreprise.

L'analyse financière se base donc sur l'analyse de la situation passée d'une entreprise pour lui donner des éléments lui permettant d'améliorer sa situation future.

Ainsi, dans son étude, le banquier se doit de distinguer entre ce qui a été réalisé par l'entreprise et ce qu'elle compte réaliser dans l'avenir. D'où une analyse rétrospective et une analyse prospective ou prévisionnelle.⁵⁶

- L'analyse rétrospective : qui comporte:
 - ❖ L'analyse financière statique de l'entreprise;
 - ❖ L'analyse dynamique de l'entreprise.
- L'analyse prospective ou prévisionnelle

3.3.1. L'analyse rétrospective

L'analyse rétrospective se fera sur deux axes : Analyse financière statique et l'analyse financière dynamique.

⁵⁶LARBI, T.M, op. Cite, P.42- 43.

3.3.1.1. Analyse financière statique de l'entreprise

L'analyse financière statique se fonde sur une étude des bilans d'une entreprise donnée afin de vérifier l'adéquation et le respect des règles d'équilibre entre les ressources d'une part et les emplois d'autre part.

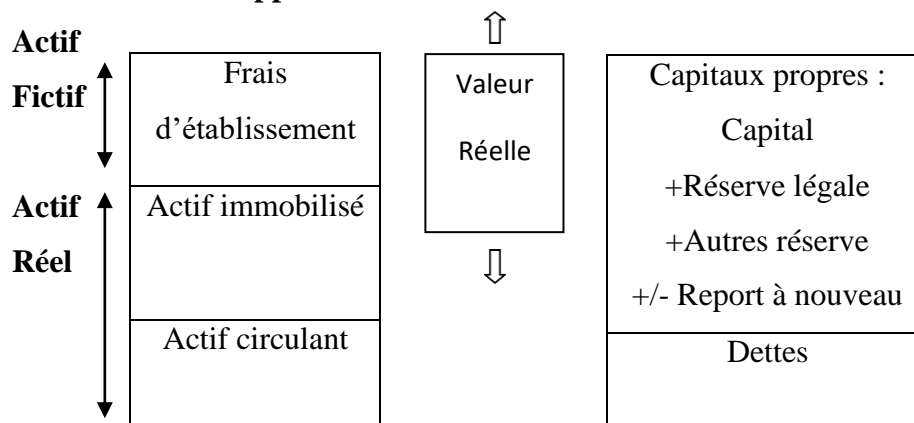
A. Elaboration et appréciation du bilan financier

Le bilan est l'inventaire de la situation patrimoniale d'une entreprise à une date donnée. Le bilan peut être présenté soit sous forme de tableau, soit sous forme de liste en rappelant les montants des postes du bilan de l'année précédente.

L'analyse liquidité/exigibilité est une analyse classique et statique qui repose sur l'élaboration d'un bilan appelé **bilan financier** ou bilan liquidité.

Les éléments de l'actif sont classés selon leur nature et selon leur destination quelle que soit leur durée de vie dans l'entreprise. L'actif du bilan regroupe l'actif immobilisé et l'actif circulant, le passif du bilan regroupe les capitaux propres et les dettes.⁵⁷

Figure N°2 : Elaboration et appréciation du bilan financier



Source : Bruslerie, H, « Analyse financière », p.47.

Le passage du bilan comptable au bilan financier nécessite d'effectuer différents reclassements avant de grouper les postes de l'actif et du passif en masses homogènes.

L'élaboration du bilan financier repose sur trois critères de classement permettant d'apprécier la solvabilité et la liquidité de l'entreprise :

- Liquidité croissante de l'actif ;
- Exigibilité croissante du passif ;
- Echéance de liquidité ou d'exigibilité des éléments patrimoniaux.

⁵⁷MELYON, G. , « Gestion financière », 4^{ème}Édition, Béal, Paris, 2007, p.12-13-46-47-48-49.

Chapitre 2 : Généralité sur le crédit d'exploitation

Tableau N° 6: bilan financier établi après répartition du résultat est présenté généralement sous une forme condensée.

	Actif	Bilan financier	Passif
Emplois plus d'un an	Actif à plus d'un an corrigé	Capitaux propre	Capitaux permanent Ressources à plus d'un an
Emplois moins d'un an	Actif à moins d'un an corrigé <ul style="list-style-type: none"> • Valeurs d'exploitation • Valeurs réalisable • Valeurs disponible 	Dettes à plus d'un an	Ressources à moins d'un an
↑	↑		↑
Liquidité croissant	Valeurs nettes ou vénales		Exigibilité croissante

Source : Bruslerie, H.op .cite, p.49.

- Les valeurs d'exploitation : regroupent les comptes de stocks diminués du stock outil.
- Les valeurs réalisables : regroupent l'ensemble des comptes clients et comptes rattachés, ainsi que les valeurs mobilières de placement.
- Les valeurs disponibles : regroupent le montant des disponibilités, etc.

B. Retraitement du tableau des comptes de résultat (TCR) et évaluation des soldes intermédiaires de gestion(SIG)

- **Retraitement du tableau des comptes de résultat**

Le compte de résultat est un **document dynamique (est un document qui retrace les différents flux d'entrée et de sortie d'une entreprise)** qui présente la synthèse des produits et des charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de

Paiement. Il fait apparaître, par différence entre les produits et les charges, le bénéfice ou la perte de l'exercice.⁵⁸

- **Retraitement de l'annuité du crédit-bail**

Les principes d'établissement du bilan financier ne considèrent que tout équipement acquis suite à une opération de crédit-bail comme étant une propriété de l'entreprise : c'est un bien acquis par un emprunt bancaire. Il est donc rationnel que le même principe soit appliqué au TCR, ce qui fait qu'à la place du loyer (compte 62), des charges et des amortissements seront comptabilisés.

Autrement dit, l'annuité du crédit-bail enregistrée dans le compte 62 (services) doit être ventilée en deux (02) parties distinctes :

- La première comprendra l'amortissement annuel qu'aurait théoriquement pratiqué l'entreprise si l'équipement avait été acquis autrement que par le crédit-bail ;
- La deuxième concernera l'intérêt annuel constaté sous forme de frais financiers.⁵⁹

- **Retraitement des charges du personnel intérimaire⁶⁰**

De point de vue économique, ce personnel a contribué à la constitution de la valeur ajoutée de la même façon que celui de l'entreprise. Le retraitement de ces frais consiste donc à déduire le montant de leur rémunération du compte 62 « service » et le réintégré au compte 63 « frais du personnel ». Cette procédure aura pour effet l'augmentation du montant de la valeur ajoutée.

• **Evaluation des soldes intermédiaires de gestion⁶¹**

Les soldes intermédiaires de gestion, ou SIG, constituent la succession articulée des flux issus du compte de résultat. Cet ensemble complet de variables se justifie car le diagnostic financier ne peut se satisfaire du simple solde global du compte de résultat. Le bénéfice net, ou la perte nette, sont le fruit de toutes les charges et de tous les produits de l'exercice. Ce solde net est la somme d'éléments hétérogènes qui relèvent de types d'opérations différents.

Les différents SIG sont :

- La marge commerciale;

⁵⁸MELYON, G, op.cite, p.22.

⁵⁹Mémoire de fin d'étude, «Les opérations de crédit bancaires cas d'un crédit d'exploitation : BEA », réalisée par : Merad.Y et Mensouri.C 2015.

⁶⁰Idem

⁶¹MELYON, G, op.cite, p.100-105.

- La production;
 - La valeur ajoutée produite;
 - L'excédent brut d'exploitation;
 - Le résultat d'exploitation ;
 - Le résultat courant avant impôts;
 - Le résultat exceptionnel;
 - Résultat de l'exercice;
 - Le résultat sur cession d'éléments d'actif.

1. La marge commerciale

La marge commerciale ne peut être calculée que dans les entreprises commerciales et dans les entreprises industrielles qui assurent une activité de négoce.

Ce solde représente l'excédent du montant des ventes sur le cout d'achat des marchandises vendues. L'évolution de la marge commerciale doit être suivie avec attention car elle constitue le paramètre de gestion essentiel des entreprises de distribution.

Achat de marchandises de l'exercice	+	Frais accessoires d'achat	=	Cout d'achat des marchandises
Cout d'achat des marchandises	+	Variation des stocks de marchandises	=	Cout d'achat des marchandises vendues
Ventes de marchandises	-	Cout d'achat des marchandises	=	Marge commerciale

La marge commerciale permet de calculer le taux de marge et le taux de marque.

Taux de marge= (Marge commerciale /Cout d'achat des marchandises vendues)*100

Taux de marque (hors TVA)= (Marge commerciale/Prix de vente HT)*100

2. La production de l'exercice

La production de l'exercice ne concerne que :

- Les entreprises qui exercent une activité de transformation de matières premières en produits finis ;
- Les entreprises de production de services;
- Les entreprises commerciales qui exercent une activité industrielle annexe.

Ce solde est l'indicateur qui mesure le mieux le niveau d'activité de transformation de l'entreprise, quel que soit le sort des produits de cette activité (vente, stockage, immobilisation).

Chapitre 2 : Généralité sur le crédit d'exploitation

Toutefois, la production de l'exercice n'est pas un solde homogène. La production vendue est valorisée au prix de vente, tandis que la production stockée et la production immobilisée sont valorisées au coût de production.

$$\boxed{\text{Production vendue}} + \boxed{\text{Production stockée}} + \boxed{\text{Production immobilisée}} = \boxed{\text{Production de l'exercice}}$$

3. La valeur ajoutée

La valeur ajoutée mesure le surplus de richesse créé par l'entreprise dans l'exercice de son activité. Ce solde constitue un indicateur synthétique du poids économique de l'entreprise.

La valeur ajoutée est un agrégat de la comptabilité nationale, dont la somme pour l'ensemble des entreprises permet d'évaluer la production intérieure brute.

$$\boxed{\text{Marge commerciale}} + \boxed{\text{Production de l'exercice}} - \boxed{\text{Consommation de l'exercice en provenance de tiers}} = \boxed{\begin{matrix} \text{V} \\ \text{A} \end{matrix}}$$

Consommation de l'exercice en provenance de tiers = Achat stockés ou non de matières premières, fournitures et autres approvisionnements + Variation des stocks + Services extérieurs + Autres services extérieurs

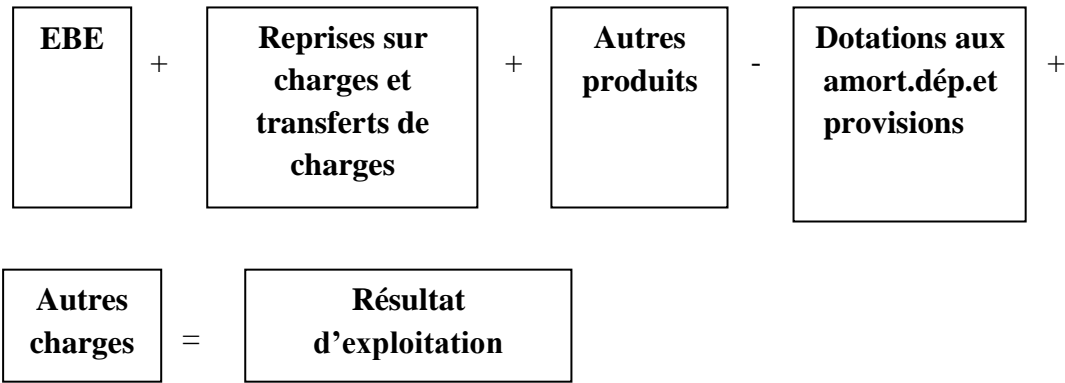
4. L'excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation (EBE) représente la ressource résiduelle générée par l'exploitation. Cette ressource potentielle de trésorerie est destinée à rémunérer les capitaux investis et à maintenir ou à accroître la capacité de production de l'entreprise. C'est à partir de l'EBE que le plan comptable général préconise de déterminer la capacité d'autofinancement.

$$\boxed{\text{Valeur ajoutée produit}} + \boxed{\text{Subventions d'exploitation}} - \boxed{\text{Impôts, taxes et versements assimilés}} + \boxed{\text{Charges de personnel}} = \boxed{\begin{matrix} \text{E} \\ \text{B} \\ \text{E} \end{matrix}}$$

5. Le résultat d'exploitation

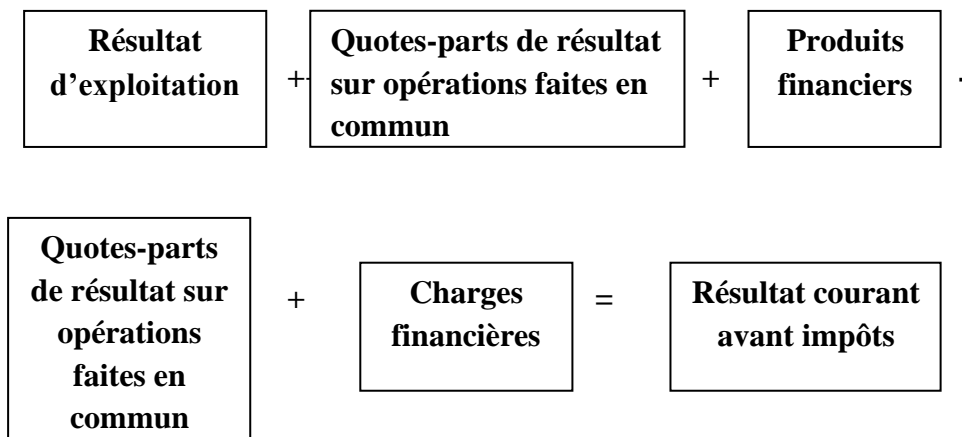
Le résultat d'exploitation mesure la performance de l'entreprise sur le plan commercial et industriel. Ce solde tient compte de la politique d'amortissement et de dépréciations de l'entreprise. Il est calculé indépendamment de la politique financière et fiscale de l'entreprise. Il s'agit donc du solde de toutes les opérations liées à l'exploitation, à l'exclusion des quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.



6. Le résultat courant avant impôt

Le résultat courant avant impôt mesure la performance de l'entreprise après prise en considération des éléments financiers. Il permet, à ce titre, d'apprécier la politique de financement retenue par l'entreprise.

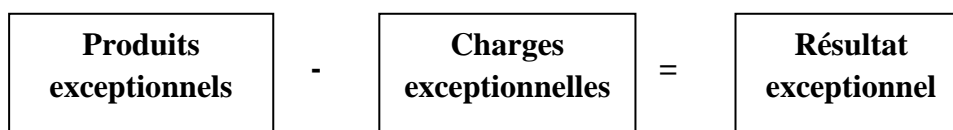
Calculé avant impôt et avant éléments exceptionnels, ce solde indique le niveau des ressources provenant de l'activité normale et habituelle de l'entreprise.



7. Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est un solde autonome qui regroupe l'ensemble des opérations qui ne sont pas liées à l'activité courante et qui ne présentent pas un caractère répétitif.

Le résultat exceptionnel est un indicateur très fluctuant qui ne peut être utilisé pour une étude prospective.



8. Résultat de l'exercice

Le résultat net de l'exercice est un solde résiduel qui regroupe différentes opérations hétérogènes puisqu'il correspond à la somme algébrique de tous les produits et toutes charges. Ce solde correspond au résultat net qui figure dans le document de synthèse compte de résultat et au passif du bilan avant répartition.

$$\begin{array}{ccccccc} \boxed{\begin{array}{c} \text{Résultat} \\ \text{courant avant} \\ \text{impôts} \end{array}} & + & \boxed{\begin{array}{c} \text{Résultat} \\ \text{exceptionnel} \end{array}} & - & \boxed{\begin{array}{c} \text{Participation} \\ \text{des salariés} \end{array}} & + & \boxed{\begin{array}{c} \text{Impôt sur les} \\ \text{bénéfices} \end{array}} & = \\ \\ \boxed{\begin{array}{c} \text{Résultat net} \\ \text{comptable} \end{array}} & & & & & & & \end{array}$$

9. Le résultat sur cession d'éléments d'actif

Le résultat sur cession d'éléments d'actif ne correspond pas à un véritable solde car le montant mis en évidence est déjà compris dans le résultat exceptionnel. Il s'agit donc d'une information supplémentaire utile à l'analyse du résultat net.

$$\begin{array}{ccc} \boxed{\begin{array}{c} \text{Produits des} \\ \text{cessions d'éléments} \\ \text{d'actif} \end{array}} & - & \boxed{\begin{array}{c} \text{Valeurs} \\ \text{comptables des} \\ \text{éléments cédés} \end{array}} & = & \boxed{\begin{array}{c} \text{+/- Valeurs sur} \\ \text{cessions} \\ \text{d'éléments d'actif} \end{array}} \end{array}$$

- **La capacité d'autofinancement(CAF)**

La capacité d'autofinancement, ou CAF, cherche à évaluer le surplus monétaire potentiel dégagé par l'entreprise au cours d'un exercice en prenant en compte l'ensemble de ses produits encaissables et l'ensemble de ses charges décaissables.

La démarche pour calculer la CAF consiste, à partir de l'EBE, à ajouter les produits encaissables et à soustraire les charges décaissables autres que ceux et celles d'exploitation. Cette méthode est dite directe ou descendante. Elle est parfaitement conforme à l'objectif qui est de faire ressortir un flux global qui exprime le surplus monétaire net potentiel de l'entreprise.⁶²

⁶²Bruslerie, H. « Analyse financière », 4^{ème} édition, Donod, Paris, p.176-177.

Tableau N°7 : Calcul de la CAF (méthode descendante)

Excédent brut d'exploitation (EBE)
+Transferts de charges d'exploitation (non affectables)
+Autres produits d'exploitation
-Autres charges d'exploitation
+/-Quote-part d'opération en commun
-Charges financiers (sauf dotations aux amortissements et aux provisions financières)
+Produits exceptionnels (sauf produits de cessions d'immobilisations, subventions d'investissement virée au compte de résultat et reprises sur provisions)
-Charges exceptionnelles (sauf valeur nette comptable des immobilisations cédées et dotations exceptionnelles)
-Participation des salariés
-Impôt sur les bénéfices
=Capacité d'autofinancement(CAF)

Source : Bruslerie, H, op, cite, p. 177.

De nombreux analyses ont pris l'habitude de calculer la CAF en corrigeant le résultat net de l'entreprise des éléments non monétaires qui ont servi à sa détermination. Cette méthode de calcul dite ascendante ou indirecte apparait plus simple que la précédente. Il suffit d'ajouter au bénéfice net les charges calculées n'entraînant pas de décaissement symétriquement de soustraire les produits calculés non encaissables.

Tableau N°8 : Calcul de la CAF (méthode ascendante)

Résultat net
+Dotation aux amortissements
+Dotation aux provisions (d'exploitation, financières, exceptionnelles)
-Reprises aux provisions (d'exploitation, financières, exceptionnelles)
+Valeur nette comptable des actifs cédés
-Produits de cession d'actifs
-Subvention d'investissement virée au compte de résultat
=Capacité d'autofinancement (CAF)

Source : Bruslerie, H, op, cite, p.177.

- **L'autofinancement**

L'autofinancement est le moteur interne du développement de l'entreprise. Il est à la fois :

-Un financement interne disponible pour investir et développer l'entreprise dans le sens de la stratégie qu'elle se donne ;

-La garantie du remboursement d'emprunts, et donc un élément puissant de la capacité de remboursement de l'entreprise.

C'est la raison pour laquelle on met à part la fraction de la capacité d'autofinancement qui est distribuée aux actionnaires sous forme de dividendes. Ce qui reste est l'autofinancement net, ressource librement affectable dans le cadre de la stratégie de développement. Les dividendes qui constituent un emploi décaissable au cours d'un exercice ne sont pas ceux issus du bénéfice de l'exercice, mais ceux de l'exercice précédent qui sont décaissés au cours de l'exercice suivant.

Autofinancement (année N) = CAF (année N) - Dividendes distribués (au titre année N-1)

C. Analyse de la structure financière de l'entreprise

- **La méthode des masses financières (le fonds de roulement net global, le besoin en fonds de roulement, la trésorerie)**⁶³

1. Le fonds de roulement net global

Le fonds de roulement net global (FRNG) représente l'excédent des ressources durables sur les emplois stables.

En effet, il ne suffit pas que le fonds de roulement net global soit positif pour que l'équilibre fonctionnel soit respecté. Il faut que le FRNG soit en mesure de financer les capitaux investis dans le cycle d'exploitation.

L'équilibre bilanciel conduit à calculer un FRNG par le bas du bilan.

$$\text{FRNG} = \text{Actif circulant} - \text{Passif circulant}$$

Dans cette formule, l'actif circulant comprend la trésorerie active ; les dettes de trésorerie sont incluses dans le passif circulant.

2. Le besoin en fonds de roulement

Le cycle d'exploitation doit être financé par un excédent de ressources durables. Le financement de ce cycle est satisfaisant lorsque le besoin en fonds de roulement (BFR) provenant des décalages temporels entre les flux physiques et les flux financiers est couvert par le fonds de roulement net global.

BFR = Besoin de financement du cycle d'exploitation - Ressources induites par l'activité de l'entreprise

⁶³MELYON, G, op.cite, p. 84-87.

Chapitre 2 : Généralité sur le crédit d'exploitation

Ce qu'il est possible de traduire par la formule suivante :

$$\mathbf{BFR = (ACE + ACHE) - (PCE + PCHE)}$$

Le besoin en fonds de roulement est généralement décomposé en deux parties :

- Un besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation (BFRE) ;
- Un besoin en fonds de roulement lié aux opérations hors exploitation (BFRHE).

$$\mathbf{BFR = BFRE + BFRHE}$$

- Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)

Évalué à partir des valeurs brutes du bilan fonctionnel, le besoin (ou ressources) en fonds de roulement d'exploitation regroupe les postes du bilan qui constituent des décalages ou des rétentions du cycle d'exploitation. Ce sont des dettes et des créances cycliques qui se renouvellent à chaque boucle du cycle.

Le BFRE représente l'élément essentiel du BFR. Il se détermine en application de la formule suivante :

$$\mathbf{BFRE = Actif circulant d'exploitation - Passif circulant d'exploitation}$$

- Le besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)

Cette seconde composante du BFR correspond aux décalages nés des différentes opérations de répartition, d'investissement et de financement non récurrentes effectuées par l'entreprise. Le solde net de ces décalages ponctuels correspond à un besoin de financement appelé besoin en fonds de roulement hors exploitation.

Le besoin en fonds de roulement hors exploitation se détermine d'après la formule suivante :

$$\mathbf{BFRHE = Actif circulant hors exploitation - Passif circulant hors exploitation}$$

3. La trésorerie nette

Elle permet l'ajustement entre le fonds de roulement net global et le besoin en fonds de roulement.

$$\mathbf{Trésorerie nette = FRNG - BFR}$$

L'analyse horizontale du bilan fonctionnel permet également de déterminer la trésorerie nette comme la différence entre la trésorerie active (TA) et la trésorerie passive (TP).

$$\mathbf{TN = TA - TP}$$

- **La méthode des ratios**

1. Ratios de liquidité :

Les ratios de liquidité mesurent l'aptitude de l'entreprise à transformer ses actifs circulants en liquidité afin de faire face aux dettes à court terme. L'analyse financière reconnaît traditionnellement trois ratios de liquidité :

Tableau N°9 : les ratios de liquidité

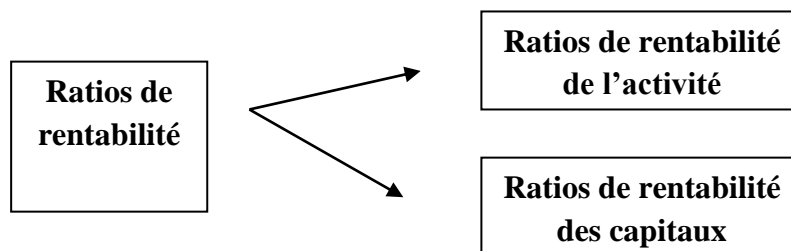
Noms du ratio	Formule de calcul	Signification
Liquidité générale	Actif à moins d'un an corrigé/ Dettes à moins d'un an	Ce ratio mesure le degré de couverture du passif à court terme par les actifs à court terme. Il correspond au ratio du fonds de roulement liquidité par le bas du bilan. Il doit être supérieur à 1.
Liquidité réduite	Actif à moins d'un an corrigé (hors stocks) /Dettes à moins d'un an	Ce ratio fluctue en fonction du montant des crédits accordés aux clients et des crédits obtenus des fournisseurs. Toute augmentation de ce ratio dans le temps laisse présager une amélioration de la situation. Toute diminution indique une détérioration.
Liquidité immédiate	Disponibilités/Dettes à moins d'un an	Ce ratio exprime la couverture des dettes à court terme par les disponibilités.

Source : Bruslerie, H. op, cite, p. 162-163.

3. Ratios de rentabilité

Les ratios de rentabilité contribuent à évaluer les résultats de l'entreprise en rapprochant sa capacité bénéficiaire à des grandeurs significatives provenant notamment du bilan, du compte de résultat et du tableau des soldes intermédiaires de gestion.

Figure n°3 : Ratios de rentabilité



Source : élaboré par nous-mêmes a parti des lectures.

A. Les ratios de rentabilité de l'activité:

Ces ratios mesurent la profitabilité de l'entreprise et traduisent la productivité du chiffre d'affaires.

Tableau N° 10: les ratios les plus fréquemment utilisés

Nom du ratio	Formule de calcul	Signification
Taux de marge commerciale	$(\text{Marge commerciale} / \text{cout d'achat des marchandises vendues}) * 100$	Ce ratio donne un premier aperçu de la capacité de l'entreprise commerciale à dégager des profits. Le résultat obtenu demeure en général relativement stable dans le temps. Il reflète le pouvoir de négociation vis-à-vis des clients et des fournisseurs (maîtrise des prix de vente et d'achats de marchandises).
Taux de marge nette	$(\text{Résultat net} / \text{chiffre d'affaires HT}) * 100$	Ce ratio indique le résultat dégagé pour 100 UM de chiffre d'affaires.
Taux de valeur ajoutée	$(\text{Valeur ajoutée} / \text{chiffre d'affaires HT}) * 100$	Ce ratio mesure l'apport spécifique de l'entreprise à sa production.

Source : Bruslerie, H. op.cite, p .167.

B. Les ratios de rentabilité des capitaux

Les ratios de rentabilité de l'activité sont complétés par les ratios de rentabilité de capitaux qui rapprochent un élément de résultat et un élément de moyen mis en œuvre appelé « Capital investi ». L'analyse financière distingue habituellement deux catégories de ratios de rentabilité des capitaux : les ratios de rentabilité économique et les ratios de rentabilité financière.

❖ La rentabilité économique

Ce ratio est un indicateur plus pertinent de la rentabilité mesurée en termes d'efficacité du processus productif.

La rentabilité économique (RE) peut s'expliquer par la combinaison d'une marge et d'un taux de rotation. En effet:

La rentabilité économique= Rentabilité économique = (résultat d'exploitation - impôts sur les bénéfices) / (capitaux propres + dette financière)

La rentabilité financière= résultats net comptable /fond propres

Le premier ratio, **EBE/ Chiffre d'affaires HT**, est la marge d'exploitation que l'entreprise dégage alors que le second, **CA HT/Actif économique**, est un ratio de rotation de l'actif économique qui indique le volume du chiffre d'affaires généré par le capital économique.

Le ratio de rentabilité financière (des capitaux propres) permet de savoir si les actionnaires ou associés ont fait un bon choix en plaçant leur argent dans l'entreprise .Si la rentabilité financière est supérieure à la rentabilité économique, alors on dit que l'entreprise bénéficie d'un effet de levier.

Effet de levier= La rentabilité financière- La rentabilité économique

L'effet de levier mesure l'incidence (positive ou négative) de l'endettement financier sur la rentabilité financière de l'entreprise, c'est-à-dire sur le rendement de ses capitaux propres.

Le principe de l'effet de levier est le suivant : lorsqu'une entreprise s'endette et investit les fonds empruntés, elle doit « normalement » dégager un résultat supérieur aux frais financiers de l'endettement.

Sinon, ce n'est pas la peine d'investir. L'entreprise réalise donc un surplus (qui est la différence entre le résultat dégagé(R.E) et le cout de l'endettement.⁶⁴

3.3.1.2. L'analyse dynamique de l'entreprise (Le plan de financement)

L'analyse financière dynamique (ou contemporaine) se fonde sur l'étude des tableaux de flux, d'emplois ressources ou de trésorerie afin de diagnostiquer une potentielle vulnérabilité de l'entreprise.⁶⁵

A. Définition

⁶⁴Larbi, T. M., op. Cite, P.43- 44.

⁶⁵MELYON, G, op. Cite, p. 186-195.

Le plan de financement est un instrument de gestion dont l'objectif est de mettre en évidence, à partir de deux bilans fonctionnels successif établis avant répartition des résultats, l'origine des ressources dont l'entreprise a disposé au cours d'un exercice et les emplois qu'elle a faits de ces ressources.⁶⁶

B. Structure

Le tableau de financement est subdivisé en deux parties⁶⁷ :

- **La première partie**

Qualifiée de tableau des emplois et des ressources de l'exercice, la première partie du tableau de financement recense les ressources durables générées par l'activité, celles mise à la disposition de l'entreprise au cours de l'exercice et les emplois stables qui ont été réalisés durant la même période L'objectif est de faire apparaître leurs soldes, c'est-à-dire la variation du fonds de roulement net global entre le début et la fin de l'exercice.

- **La deuxième partie**

qualifiée de tableau d'analyse des variations du fonds de roulement net global, la deuxième partie du tableau de financement reconstitue et explique la variation du fonds de roulement net global mise en évidence dans la première partie de ce tableau des emplois et des ressources. Le calcul des variations des postes constituant la partie cyclique du bilan fonctionnel (BFRE, BFRHE, TN) s'effectue à partir des valeurs brutes.

C. Intérêt du tableau de financement

Le tableau de financement est indispensable pour comprendre l'évolution de la structure et de la liquidité de l'entreprise. Contrairement au bilan, qui ne délivre aux utilisateurs de l'information comptable et financière qu'une situation statique, ne permettant pas de prendre connaissance de la totalité des opérations qui ont affecté le patrimoine, le tableau de financement offre une approche dynamique du financement de l'entreprise.

En effet, le tableau du financement contribue à⁶⁸ :

- Expliquer les variations du patrimoine au cours d'un exercice.
- Expliquer les financements dont l'entreprise a disposé pour financer des investissements.
- Justifier le niveau de la trésorerie.

D. Elaboration du tableau de financement

- **Construction de la première partie**

⁶⁶IDEM.

⁶⁷IDEM.

⁶⁸IDEM.

Chapitre 2 : Généralité sur le crédit d'exploitation

La première partie du tableau de financement se réfère au haut du bilan. Elle analyse les emplois stables et les ressources durables qui sont apparus au cours de l'exercice dans le but d'expliquer la variation du fonds de roulement net global.

Variation du FRNG=variation des ressources durables (RD) -variation des emplois stables (ES) ⁶⁹.

➤ Analyse des emplois stables

Tableau° 11 : analyse des emplois figurant dans la première partie du tableau de financement

Signification de l'information	Origine de l'information
Distribution mise en paiement au cours de l'exercice	
Il s'agit de dividendes payés au cours de l'exercice (N) mais relatifs au résultat de l'exercice (N-1).	.Tableau d'affectation des résultats de l'exercice (N-1). .Variation des comptes réserves, résultat en instance d'affectation et capital social des bilans d'ouverture et de clôture. .Information complémentaires.
Acquisition des éléments de l'actif immobilisé	
Il s'agit de tout accroissement d'un poste de l'actif immobilisé (immobilisations incorporelles, corporelles et financières, y compris les prêts). Ces immobilisations doivent être retenues pour les valeurs brutes.	.Annexes (tableau des immobilisations de l'exercice N, colonne augmentation). .Reconstitution à partir des bilans d'ouverture et de clôture et du compte de résultat.
Réduction des capitaux propres	
Seules les réductions avec remboursement effectif (par opposition aux réductions de capital pour annulation de pertes) trouvent trace dans le tableau de financement.	.Annexes. .Comparaison entre le bilan après répartition de l'exercice (N-1) et le bilan avant répartition de l'exercice. .Information complémentaire.
Remboursement des dettes financières	
Il s'agit des annuités de remboursement des dettes structurelles. Les concours bancaires courants et les soldes créditeurs des banques ainsi que les intérêts courus non échus sont exclus de cette rubrique.	.Annexes (états des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice et notamment le renvoi en bas du tableau). .Confrontation des deux bilans successifs s'il n'y a pas eu de nouvel emprunt.

Source : Bruslerie, H. op. Cite, p.194.

⁶⁹IDEM.

Chapitre 2 : Généralité sur le crédit d'exploitation

➤ Analyse des ressources

Tableau N° 12 : analyse le contenu des ressources figurant dans la première partie du tableau de financement

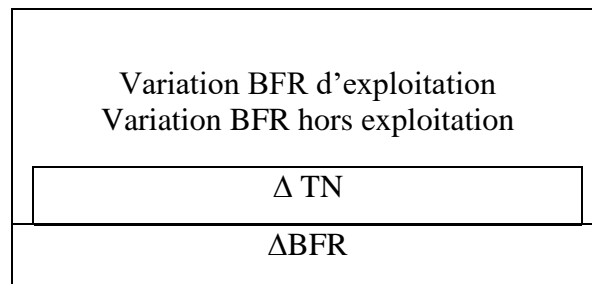
Signification de l'information	Origine de l'information
Capacité d'autofinancement	
<p>La CAF représente la richesse propre créée par l'activité de l'entreprise au cours de l'exercice.</p> <p>La CAF permet le financement de la croissance et le maintien de l'activité de l'entreprise.</p>	.Calculée à partir du compte de résultat, annexes et les informations complémentaires.
Cession ou réduction d'élément de l'actif immobilisé	
<p>Seules les opérations entraînant un flux financier effectif doivent figurer dans cette rubrique.</p> <p>Il convient de distinguer : les cessions d'immobilisations valorisées au prix de vente et les réductions d'immobilisations financières qui correspondent aux remboursements des créances immobilisées et desreets.</p>	<p>.C'est le prix de cession qui doit être mis et qui figure au crédit du compte 768 ou bien 792.</p> <p>.Les réductions d'immobilisation s'obtiennent soit en comparant les deux bilans successifs soit directement dans la colonne « diminution » du tableau des immobilisations.</p>
Augmentation des capitaux propres	
<p>Il s'agit des opérations correspondant à des apports en numéraire ou en nature, y compris les primes d'émission qui affectent les ressources propres de l'entreprise.</p> <p>L'augmentation de capital par incorporation de réserves et le capital souscrit non appelé ne doivent pas figurer dans ce poste.</p>	<p>.Annexes.</p> <p>.Variation des postes 10,13et 18 du passif du bilan.</p>
Augmentation des dettes à long et moyen terme	
<p>Il s'agit de nouvelles ressources durables de l'exercice telles que les subventions d'investissement et les emprunts et les dettes à long ou moyen terme.</p>	<p>.Crédit du compte subventions d'investissement ainsi qu'emprunt et dettes à long ou moyen terme.</p> <p>.Etat des échéances et des dettes à la clôture de l'exercice.</p> <p>.Variation des postes dettes à long ou moyen terme du passif du bilan.</p>

Source : Bruslerie, H. op. Cite, p.195.

- **Construction de la deuxième partie**

La structure de la seconde partie du tableau de financement est la suivante :

Figure N° 4: La structure de la deuxième partie de tableau de financement



Source : Bruslerie, H. op, cite, p .196.

Cette structure permet de retrouver la relation fondamentale qui existe entre la variation du fonds de roulement net global d'une part et les variations du besoin en fonds de roulement total et la trésorerie d'autre part :

$$\Delta FRNG = \Delta BFR + \Delta TN$$

Si cette variation correspond exactement au montant obtenu par différence entre les ressources durables et les emplois stables analysés dans la première partie du tableau de financement, elle présente toutefois un signe opposé.

C. Le tableau pluriannuel des flux financiers

Le tableau pluriannuel des flux financiers (TPFF) est, à la fois, **explicatif** (il permet de comprendre la formation des principaux soldes) et **normatif** (il constitue un élément de base du diagnostic financier).

- **Structure:**

Le TPFF comprend trois parties distinctes :

- **La première partie** : regroupe exclusivement l'ensemble des opérations d'exploitation et aboutit au solde économique, appelé **SOLDE E** ou **DAFIC** (Disponible Après Financement Interne de la Croissance).

$$\text{DAFIC} = \text{ETE} (\text{Excédent de Trésorerie d'Exploitation}) - \text{Investissement d'exploitation}$$

Ce solde d'exploitation mesure l'aptitude de l'entreprise à autofinancer ses investissements.

$$\text{ETE} = \text{EBE} - \text{Variation BFRE}$$

- **La deuxième partie** : rassemble les opérations relatives à l'endettement et ses contreparties et aboutit au solde financier ou **SOLDE F**.

$$\text{SOLDE F} = \text{Variation nette de l'endettement} - \text{Frais financiers et de crédit-bail} - \text{Impôt sur les bénéfices} - \text{Participation}$$

- **La troisième partie** : s'ouvre avec le **SOLDE G** qui égal au montant des soldes E et F. Elle regroupe ensuite tous les autres flux pour aboutir à la variation du disponible.

Variation du disponible = Solde courant (DAFIC+ solde financier) + /- Autres flux

- **Interprétation des soldes du TPF:**

Le TPF s'adresse aux petites et moyennes entreprises qui n'ont pas accès au marché financier. Il est établi pour être interprété sur une longue période. Une analyse sur une ou deux années est donc de portée limitée.

3.3.2. L'analyse prospective (prévisionnelle)

L'analyse prospective est une démarche qui explore le futur. Elle consiste à identifier différents scénarios des avenir possibles pour améliorer la visibilité du futur et apporter une aide à la décision, l'analyse prospective compose par le budget d'exploitation prévisionnel, le budget de trésorerie, les documents de synthèse prévisionnelle et, le chiffre d'affaires prévisionnel et point mort.

3.3.2.1. Les budgets d'exploitation prévisionnels

Le budget d'exploitation, ou budget prévisionnel, permet à l'entreprise d'établir une évaluation chiffrée de ses futurs charges et produits.

De nombreux critères entrent en compte pour la détermination de ce budget : contexte économique, financier, etc. Le budget est déterminé avec l'aide d'un contrôleur de gestion.

Le budget d'exploitation consiste en une prévision chiffrée des produits/ventes et des dépenses/charges que pourrait réaliser une entreprise dans le futur.

Ce type de budget s'établit eu égard à un plan d'action sur le court, moyen ou long terme. Il est également appelé budget prévisionnel, ou budget prévisionnel d'exploitation

Le budget d'exploitation est une technique comptable choisie par les entreprises. Lorsqu'elles adoptent cette méthode, elles ont recours à un contrôleur de gestion. Ses missions sont les suivantes⁷⁰:

- auditer et contrôler la bonne gestion de l'entreprise;
- examiner les dépenses et les charges afin de déterminer si celles-ci sont toutes nécessaires et engagées dans l'intérêt de l'entreprise;
- exercer en parallèle un contrôle sur la gestion des liquidités de l'entreprise ;
- apporter son expertise sur les produits et les ventes de l'entreprise.

Le rôle du contrôleur de gestion est complété par celui de la direction générale d'une entreprise et les directeurs des différents services de celle-ci. De concert, ces différentes personnes aboutissent à mettre en place le budget d'exploitation.

⁷⁰Site internet, « <https://comptabilite.ooreka.fr> », consulté 18/06/2020.

Le budget prévisionnel d'exploitation a une durée habituelle d'un an. Toutefois, celui-ci peut être étendu à 18 mois, voire plusieurs années, le cas échéant.

3.3.2.2. Le budget de trésorerie

Le budget de trésorerie est un état prévisionnel détaillé, en général établi mois par mois, qui a pour objet de déterminer l'encaisse disponible et le montant des besoins de trésorerie nécessaires au maintien de la solvabilité de l'entreprise.

Le budget de trésorerie fait en effet apparaître :

- Les besoins(ou excédents) mensuels de trésorerie;
- Les besoins(ou excédents) cumulés de trésorerie.

Il s'agit donc d'un instrument primordial du système budgétaire de l'entreprise , qui permet non seulement d'observer les déficits ou excédents de fin de mois mais également de juger l'équilibre des encaissements et des décaissements sur l'ensemble de la période de référence⁷¹.

3.3.2.3. Les documents de synthèse prévisionnels

Les documents de synthèse sont des pièces comptables élaborées par un expert-comptable. Ils se composent du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Bien souvent, les documents de synthèse sont renouvelés à chaque fin d'exercice comptable. Ces documents de synthèse permettent de déterminer, a priori, le résultat prévisionnel (bénéfice ou perte), pour une période à venir (généralement, l'exercice comptable dure un an).

L'établissement de documents de synthèse prévisionnels répond à deux exigences :

- Assurer l'équilibre comptable de l'année budgétée entre les budgets des différents services et le budget de trésorerie, afin de permettre un suivi en termes d'écarts de tout le système « entreprise»,
- Vérifier la cohérence de la démarche budgétaire⁷².

A .Le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel est un tableau financier présenté en liste reflétant le niveau l'activité économique sur une durée appelée exercice comptable. Il synthétise l'ensemble des produits et des charges d'une entreprise pour se solder par un résultat positif (un bénéfice) ou négatif (une perte)

Il respecte les principes comptable et regroupe les charge et les produits par nature pour leur montant hors taxes. Il permet également l'équilibre avec le bilan prévisionnel.⁷³

⁷¹ MELYON, G op. Cite, p. 282.

⁷² Separi, C. A. « Contrôle de gestion manuel et application », 2^{ème} Edition, 2010, p.349-350.

⁷³ IDEM

B .Le bilan prévisionnel

Le bilan prévisionnel est une des composantes du prévisionnel financier. Ce tableau représente une photographie du patrimoine de l'entreprise à chaque étape du développement de celle-ci. Le créateur d'entreprise doit comprendre la finalité d'un bilan prévisionnel afin que son projet soit cohérent dans son ensemble. Son élaboration s'effectue à l'aide:

- Du bilan de l'exercice précédent;
- Des résultats des budgets de trésorerie en ce qui concerne les comptes de tiers ou de disponible;
- Des budgets de production et d'approvisionnement pour les éléments stockés ;
- Du compte de résultat prévisionnel pour les amortissements et le résultat budgété.⁷⁴

3.3.2.4. Le chiffre d'affaire prévisionnel et point mort

Le chiffre d'affaires prévisionnel (CA prévisionnel) consiste en une évaluation de la vente dont la détermination est valable dans le cadre de l'ouverture d'un nouveau magasin ou encore dans le cadre d'une étude préventive portant sur les perturbations liées à un contexte socio-économique bouleversé.

La détermination du chiffre d'affaires prévisionnel repose sur une étude de marché et se concrétise par la constitution de différents comptes prévisionnels. Ces deux éléments doivent être convergents. Il est, également, indispensable que cet indicateur soit le plus proche possible de la réalité dans le but de gagner la confiance des différents partenaires.⁷⁵

Le point mort c'est le moment où l'entreprise atteint son seuil de rentabilité.⁷⁶

Conclusion du chapitre

Le financement du cycle d'exploitation représente un aspect fondamental à sa réussite, autrement, le cycle d'exploitation de l'entreprise aboutisse à un résultat satisfaisant, un financement est nécessaire.

Le financement à court terme, comme son nom l'indique, est temporaire, il est destiné à aider les entreprises à partir de l'entrée des matières premières jusqu'au règlement des créances par les clients. Ainsi, les moyens de financement de l'exploitation à la disposition des entreprises sont variés et adaptés à leurs besoins de trésorerie à court terme.

Tout accord de crédit doit être précédée par une évaluation de performance de l'entreprise en question à travers l'identification du client, de son environnement et ce après

⁷⁴ IDEM.

⁷⁵ Site internet, « <https://www.petite-entreprise.net/> », consulté le 18/06/2020.

⁷⁶ Separi, C. A., op. Cite, p.132.

Chapitre 2 : Généralité sur le crédit d'exploitation

Avoir réuni toutes les informations ainsi que les documents jugés nécessaire, afin de mieux apprécier le projet et de donner l'accord de financement.

**Chapitre 03 : Etude de cas
de l'octroi d'un crédit
d'investissement au sien
De la BNA agence « 589 »
AOKAS annexe SOUK EL
TENINE BEJAIA**

Introduction:

Le crédit est une opération récurrente surtout dans notre environnement, Les entreprise et les particulier ont toujours besoin a ces crédit à satisfaire comme le financement de leur investissement.

Dans ce deuxième chapitre. Nous allons avoir en premier lieu l'évolution historique de l'établissement public banque national d'Algérie agence (589) ; nous verrons un bref aperçu sur son fonctionnement ainsi que sa structure organisationnel sans oublié les principales missions de ces différents services.

Nous passerons ensuite à l'étude d'un dossier de crédit d'investissement, qui portera sur l'étude technico économique de projet d'investissement,

En fin l'application des critères d'évaluation pour avoir la rentabilité de projet ou no.

Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil

Dans le cadre de l'élaboration de notre mémoire, nous avons effectué notre stage dans le service crédit et engagement de la Banque Nationale d'Algérie agence (589). Avant de présenter l'étude du cas sur le crédit d'investissement et d'exploitation que nous avons fait au niveau de ce service, il y a lieu de présenter la « BNA » en tant qu'un organisme d'accueil.

1.1. Historique de la BNA

La Banque Nationale d'Algérie (BNA), créée le 13 juin 1966 par l'ordonnance n° 66-78, fut la première banque commerciale de l'Algérie après l'indépendance.

Au départ, la BNA avait l'exclusivité du financement du secteur agricole jusqu'au 13 mars 1982, date de création de la banque d'Agriculture et du Développement Rural (BADR) à partir de son patrimoine par le décret n°82-106.

L'application des réformes de la loi 90-10 du 14 avril 1990, et la situation culminante des performances de l'institution, satisfaisant, les conditions d'éligibilité prévues par la banque d'Algérie ont fait que, par délibération du conseil de la monnaie et du crédit (le C.M.C) du 05 septembre 1995, la BNA a obtenu son agrément. Elle est, ainsi, la première banque du pays à bénéficier de cestatut⁴⁶¹.

Actuellement, la BNA dispose d'un large réseau d'exploitation sur l'ensemble du territoire national et traite toutes les opérations de banque, à savoir : collecte des ressources du public, financement des besoins d'exploitation et d'investissement des agents économiques

¹ La loi n°90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.

Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA

Des secteurs industriel, commercial et agricole, les opérations de change, la gestion des moyens de paiement, etc.

L'agence BNA 589 est une agence de catégorie celle a été créé en février 1993 et dont son siège est à Bejaïa, au même titre que les autres agence. Dont elle doit par les moyens d'accueil et de traitement dont elle dispose être en mesure de satisfaire la clientèle quel que soit sa nature et son secteur d'activité.

1.2. Structure et service de l'agence

L'agence doit structurer afin d'assurer le service maximum à sa clientèle, de lever les contraintes de son fonctionnement et d'assurer son avenir quelque ; soit climat de système d'exploitation, cette agence doit disposer des différents services qui assurent le fonctionnement et le bon déroulement de ses activités.

1.2.1. Directeur de l'agence

- Assure les fonctions suivantes:
- Représente le manager opérationnel chargé de l'application de la stratégie de développement de la banque.
- Gestion des fonds de commerce que constitue son agence
- Représentation de la banque devant les partenaires et les administrations

Agent des comités de crédit

➤ Chargé clientèle

Pour missions principales de :

- Accueilli et orienter les clients dans des bon conditions
- Ouverture de compte ; assurance voyage
- Commercialisation des produits de la banque et la collecte de fonds.

➤ Contrôleur permanent

C'est un contrôle interne permettent de mesurer les risques et la rentabilité des activités bancaire, a pour mission de :

- Procéder à la transposition des dispositions réglementaires liées à la conformité dans les outils et les procédures internes de la banque;
- Réaliser des missions de contrôle;

- Organiser des formations à l'attention des salariés de la banque afin de les sensibiliser aux problématique du moment ,telles que la protection de la clientèle, la lutte contre le blanchiment;
- Organiser et coordonner les reporting, les outils de suivi et de prévention du dispositif de conformité;
- Vérifier que la banque est conforme aux lois, règlements et normes professionnelles.

➤ **Le juriste de la banque**

L'activité de juriste bancaire se déroule au sien des services juridiques d'une banque, en prise avec la direction générale.

En terme opérationnel, le juriste de banque est consulté en amont et s'assure que les opérations effectuées pour le compte de la banque ou des clients sont conformes au droit bancaire et financier.

De plus, le juriste de banque réalise une veille juridique permanente en matière de droit bancaire, suit la jurisprudence et anticipe les effets des modifications réglementaires sur l'activité de la banque.

1.2.2. Directeur adjoint de l'agence

- Les missions principales sont:
- Remplacer le directeur de l'agence dans son absence
- Assister le directeur de l'agence dans ses différentes missions.

Réparation et participation au comité de l'agence.

1.2.2.1. Service opération bancaire

A. Gestion des placements et produit monétiques

Les placements bancaires représentent l'offre de produit d'épargne, en générale si le premier canal de distribution qui fait les offres, ainsi, on doit débiter par faire des analyse et des étude avant souscrire à un placement bancaire, on doit aussi déterminer au préalable la finalité de l'investissement. La BNA générée les formes de placement suivant :

- Compte d'épargne;
- Livret d'épargne junior;
- Dépôt à courte terme de 30 à 89 jours;
- placement à terme DAT et bon de caisse (selon la durée) ;
- Compte à préavis (selon la durée de préavis);
- Compte de devise.

Les produits monétique représentent les intérêts de différentes opérations monétique qui concerne la gestion des cartes bancaire ainsi que les transactions associées.

B. Section front office/back office caisse

Ils englobent l'ensemble des guichets qui sont en relation directe avec la clientèle :

1. Service caisse

Ce service doit être le plan souple dans l'agence, car il assure aux clients le maximum de sécurité quant au patrimoine déposé, Il s'en charge également de recevoir les versements de la clientèle, exécuté et mètre à la disposition des clients ; et assurer les retraites sur livret.

Il effectue également toute opération comportant un mouvement effectif d'espèces il est composés de trois guichets :

1. Guichet en dinar : chargé de retrait et versement en dinars surplace

2. Guichet en portefeuille : le rôle du charger de portefeuille consiste à traiter les opérations relatives aux chèques et effet de commerce comme les remises de chèque les virements des renseignements interbancaire.

3. Guichet en devise : réalise ces opérations

- Les opérations de retrait et de versement de monnaie étranger pratiquement L'Euro et le dollar Américain.
- Les opérations d'achats et de vente allocation touristique vers l'étrangers
- Transformation en devise des versements ccp qui sont fait en dinars au niveau de la poste.

1.2.2.2. Service engagement et commerce extérieur

Le service engagements assure la gestion de l'analyse des risques afin de conseiller et assister les acteurs crédit et de déterminer les décisions d'engagement. Il effectue également le contrôle a posteriori des risques de crédit et leur suivi.

Et à travers son vaste réseau domestique, la BNA traite toute les opérations de commerce extérieur

A. Section engagement

Ce service étudie l'ensemble des dossiers concernant les crédits à court moyenne et long terme, il consiste également à évaluer les risques et les potentialités de remboursement ; contrôler les dossiers du crédit documents constitutif.

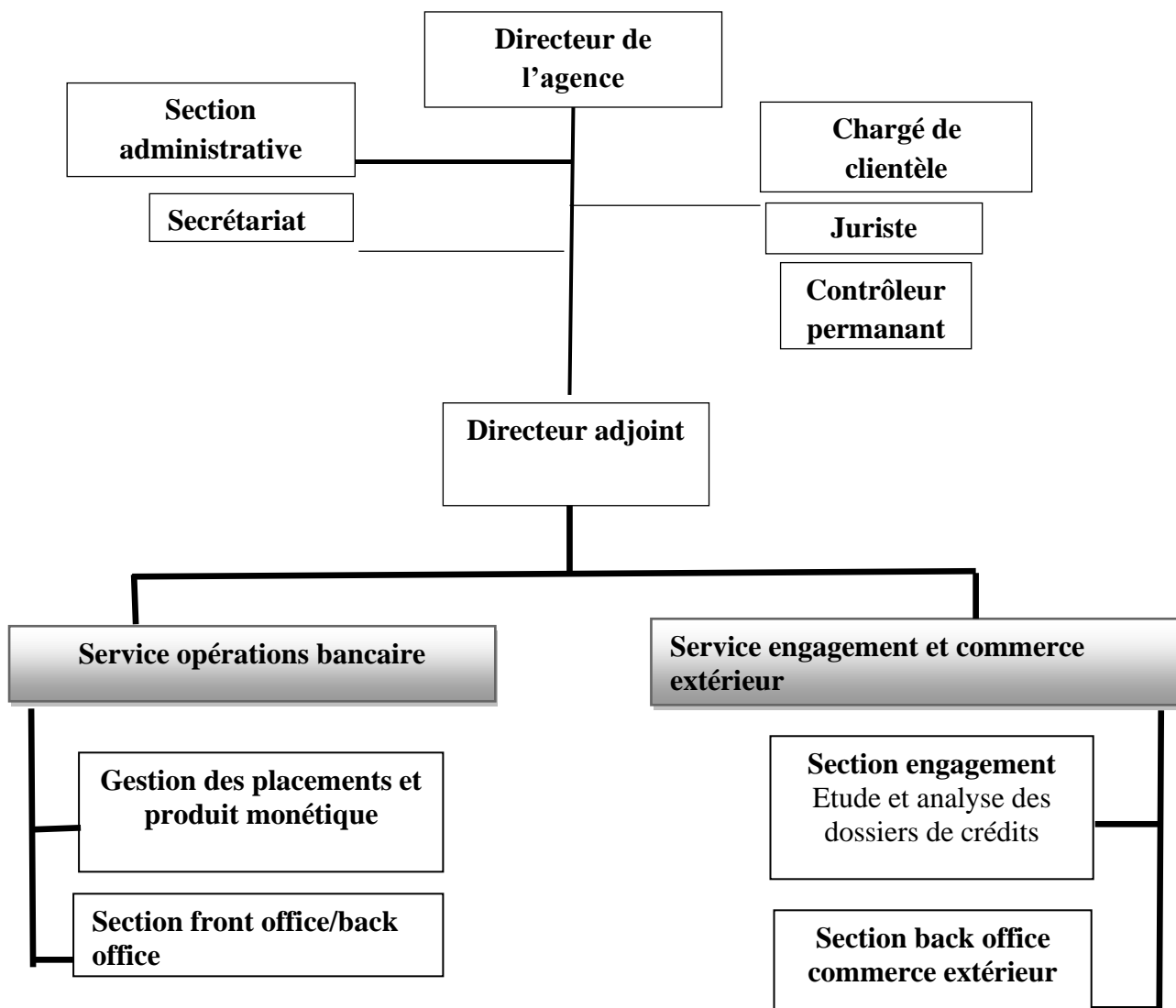
Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA

- S'occuper du montage ; suivi étude et gestion des dossiers crédit au comité de crédit
- Assurer la gestion des utilisations et le suivi des remboursements à l'échéance

B. Section back office commerce extérieur : Pour mission de:

- Assure le traitement et le suivi des dossiers de commerce extérieur;
- Gestion des domiciliations import et export;
- Réception et gestion des remises documentaires;
- Relance les clients pour les insuffisances relevées sur les dossiers de commerce extérieurs pour les amener régularisé

Schéma N°1 : Nouvel organigramme agence troisième catégorie « 589 » AOKAS



Source : les documents internes de la BNA agence 589 AOUKAS, BEJAIA.

Section 2 : Etude technico-économique du projet d'investissement

Dans cette section on va présenter l'étape préalable pour l'étude d'un dossier de projet d'investissement,

Cette étude porte sur l'étude technico économique de projet d'investissement.

2.1. Données générales

2.1.1. Présentation de l'entreprise

- Nom ou raison sociale : EURLX
- Forme juridique : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
- Date de création : 24/05/2018 ;
- Capital social : 500 000.00 DA;
- Gérant associé : MESSAHLIRACHID
- Activités : ETB/TCE et fabrication du béton prêt à l'emploi;
- Matricule fiscale : 00190601897708206001;
- Article d'imposition : 06012402060 ;
- R C N° : 06/01-19/B/0189770 du 24/05/2018;
- Siege social : MELLBO Bejaia

2.1.2. Présentation générale du projet

Le Projet rentre dans le cadre de la création de l'entreprise. Il consiste en l'acquisition de matériels de transport, composés de six (06) camions malaxeurs 6X4 de FOTON –HIGER STEYR auprès de l'EURL X

A .Analyse du marché

L'activité de l'entreprise étant la réalisation de travaux bâtiments et fabrication du béton prêt à l'emploi, secteur très porteur en regard au retard considérable qui accuse notre pays et en particulier la région de Bejaïa en matière de logements et travaux publics et hydraulique.

B .Cout du projet

- **Structure d'investissement**

Tableau N°13 : Le cout de projet

Intitulé	Qté	P.U DA HT	Prix total
- Camion malaxeur	06	10 057 500.00	60 345 000.00
TVA			11 465 500.00
TAXE			64 600.00
TOTAL TTC			71 875 150.00

Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA

Source : d'après les données de l'entreprise.

- **Structure de financement**

Apport personnel : 21 875 100.00 DA, soit 30.44% du projet;

Concours bancaires : 50 000 000.00 DA, soit 69.56% du projet.

TOTAL : 71 875 150.00 DA, soit 100% du projet

- **Prévisions de recettes**

Pour le calcul du chiffre d'affaires de la première année, nous avons pris en considération l'important plan de charge que détient la SARL m, composé de deux complexes touristique l'un à MELBOU et l'autre à TICHY en plus de l'activité de vente de béton prêt aux entreprises activant dans le bâtiments et travaux publics ainsi les particuliers.

Pour les exercices prévisionnels, nous avons projeté une augmentation du chiffre d'affaires de 20% d'une année à une autre.

Tableau N° 14 : tableau des prévisions de chiffre d'affaire

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Chiffres d'affaires	198 292 467	237 950 960	285 541 152	342 649 383	411 179 260

Source : d'après les données de l'entreprise.

- **Tableau récapitulatif des charges**

Tableau N° 15 : tableau récapitulatif des charges

Cpte	Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
60	Mat.et Fournit.Cons	138 804 727	166 565 672	199 878 807	239 854 568	287 825 482
62	Services	2 012 510	2 213 761	2 435 137	2 678 651	2 946 516
63	Frais de Personnels	6 235 489	7 482 587	8 979 104	10 774 925	12 929 910
64	Impôts et taxes	2 776 095	3 331 313	3 997 576	4 797 091	5 756 510
65	Frais financiers	2 625 000	2 100 000	1 575 000	1 050 000	525 000
66	Assurances	2 849 447	2 564 502	2 308 052	2 077 247	1 869 522
68	Dotations aux Amorti	12 081 920	12 081 920	12 081 920	12 081 920	12 081 920
	TOTAUX	167 385 187	196 339 756	231 255 596	273 314 402	323 934 859

Source : d'après les données de l'entreprise.

2.1.3. L'étude économique du projet

Le projet aura des impacts socio-économiques évidents sur plusieurs aspects notamment :

- La création de l'emploi : le projet permettra la création des emplois directs en effectifs administratifs et technique;

- Ce projet répond à cette logique et contribua donc aux recettes de l'Etat à travers les différentes taxes et impôts qui en découleront

2.1.4. L'étude technique de projet

La création de l'EUURL X afin de faire face au plan de charge de la SARL Y, projet qui servira à l'acquisition des équipements transport composés de six (06) camion malaxeur qui serviront pour livraison de béton prêt à l'emploi pour les chantiers de nos entreprises et différents clients (soit entreprises ou particuliers) .

Section 3 :L'étude de la rentabilité du projet par l'application des critères d'évaluation

Pour donner un accord sur la demande du crédit d'investissement, le banquier étudier la rentabilité de ce projet avant et après financement par l'application des critères d'évaluation (la VAN, IP, DRC, TRI).

3.1. Analyse de la rentabilité avant financement

Cette analyse faite par la banque après avoir reçu l'étude technico-économique du projet, et aide cette dernière à prendre une décision finale sur la rentabilité de l'investissement ou no.

Cette analyse consiste au calcul de CAF, BFR, VRI, et en élaboration de tableau emplois /ressources avant financement.

3.1.1. Calcul de la capacité d'autofinancement

La CAF mesure l'autofinancement potentielle dégagé par l'activité ordinaire de la structure. Elle matérialise la capacité de l'entreprise à financer l'investissement à partir des flux d'exploitation.

Tableau N°16: Tableau représentant la Capacité d'autofinancement avant financement (Unité : DA)

Année	1	2	3	4	5
résultat net de l'exercice	14 858 762	20 091749	26 286155	33 639542	42 388662
amortissement	12 081920	12 081920	12 081920	12 081920	12 081920
CAF	26 940 682	32 173 669	38 368 075	45 721 462	54 470 582

Source : Etabli par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

Nous constatons que la CAF est positif, la CAF s'inscrit dans une tendance à la hausse. Entre l'année 1et 2 l'augmentation est presque de 5000000 et entre l'année 2et 3 est presque de 6000000.Donc, l'augmentation de la CAF varie de 1000000 chaque année. La CAF permet de mettre l'entreprise en sécurité financière totale aussi d'assuré sa pérennité.

**Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

3.1.2. Calcul du BFR

Ce tableau suivant représente le calcul de BFR.

Tableau N° 17: Tableau représentant le calcul du BFR (Unité : DA)

Année	1	2	3	4	5
actif circulant	60 433647	64 615099	69 210115	76 051181	85 161363
passif circulant	21 527464	18 399009	14 712700	12 118460	10 397601
BFR	38 906 183	46 216 090	54 497 415	63 932 721	74 763 762

Source : Etabli par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

3.1.3. Détermination de variation de BFR

Ce tableau suivant représente la variation de BFR d'une année à l'autre.

Tableau N° 18: Tableau représentant la variation du BFR (Unité : DA)

Elément	BFR	Variation BFR
0		38906183
1	38 906183	7 309907
2	46216090	8 281325
3	54 497415	9 435306
4	63932721	10 831041
5	74 763762	-74763762

Source : Etabli par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

3.1.4. Calcul de la valeur résiduelle des investissements(VRI)

La valeur résiduelle des investissements représente la valeur réelle de l'investissement à la fin de la période d'utilisation.

VRI= investissement initial – total des dotations aux amortissements.

A. Etablissement de l'échéancier des amortissements

Le mode d'amortissement appliqué est l'amortissement linéaire. La durée de vie des amortissements est de 5 ans. Ainsi, l'échéancier des amortissements se présente comme suit :

Tableau N°19:Échéancier d'amortissements des investissements (Unité : DA)

Elément	valeur investi	taux	1	2	3	4	5
terrain		0%					
bâtiment		0%					
équipement de production		10%					
matérielle et outille		10%					
matériel de transport	60 409600	20%	12 081920	12 081920	12 081920	12 081920	12 081920

**Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

mob bureau		10%					
Totaux	60 409600		12 081920	12 081920	12 081920	12 081920	12 081920

Source : des données de l'entreprise.

3.1.5. Elaboration de tableau emplois / ressources avant financement

Après les calculs précédant, en passe à l'élaboration de tableau emplois / ressources pour but de déterminer les flux de trésorerie en recensant les emplois et les ressources de l'investissement.

Tableau N°20:Tableau emplois / ressources avant financement (Unité : DA)

Année	0	1	2	3	4	5
Ressources						
CAF		26 940682	32 173669	38 368075	45 721462	54 470582
Récupération BFR						74763762
VRI						
Variation BFR						
Totale ressources (1)	0	26 940682	32 173669	38 368075	45 721462	129 234344
Emplois						
Cout initial(CI)	60409600					
VariationBFR	38 906183	7 309907	8 281325	9 435306	10 831041	
Totale emplois (2)	99 315783	7 309907	8 281325	9 435306	10 831041	0
Cash-flow CF (1-2)	-99 315783	19 630775	23 892344	28 932769	34 890421	129 234344
Cash-flow actualisé CF actu (5%)		18 695976,2	21 671060,3	24 993213,7	28 704435,7	101258490
CF actua (cumulé)		18 695976,2	40 367036,5	46 664274	53 697649,4	129 962926

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

3.1.6. Les critères d'évaluation de la rentabilité avant financement

Les critères d'évaluation de la rentabilité c'est les critères utilisés dans l'évaluation de la rentabilité de projet d'investissement tel que la valeur actuel net, l'indice de profitabilité, délai de récupération de capitale investi, et le taux de rentabilité interne.

A. La valeur actuelle nette(VAN)

La valeur actuelle nette Elle mesure le bénéfice absolu susceptible d'être retiré d'un projet d'investissement.

$$VAN = \sum_{k=0}^n CF_t(1+i)^{-n} - I_0$$

$$VAN = 129\,962\,962 - 99\,315\,783$$

VAN=30 647179

VAN > 0

La VAN est positif de 30 647 176 DA, ce qui signifie que l'entreprise décaissant 99 315 783 DA (I), et recevra 129 962 962 DA somme des cash-flows actualisées en contrepartie, donc le projet est rentable.

B. L'indice de profitabilité(IP)

Rappelons que :

$$IP = \frac{\sum_{t=0}^n \frac{CF_t(1+t)^{-n}}{I_0}}$$

IP=129 962 962 / 99 315 783

IP=1.30

➤ **Commentaire:**

IP serait de 1,30 > 1 signifie que pour chaque dinar investi l'entreprise seront générés. 0,30 DA .Ce qui représente un gain important pour l'entreprise.

C. Le Délai de récupération du capital investi(DRC)

Le DRC est la durée nécessaire pour la récupération du montant du capital investi. D'après le cumul des CF actu, le coût de I se trouve entre la troisième et la quatrième année.

5ans —————→ **cumul des CF actu = 129 962 962DA**
4ans —————→ **cumul des CF actu = 53 697 649.4DA**
1an —————→ **76 265 312.6DA**

I- cumul des CF actu à l'année 4

99 315 783 -53 697 649.4 = 45 618 133.6

1 an (360jours) —————→ **76 265 312 .6**

Xans (Xjours) —————→ **45 618 133.6**

X= 45 612 312.6 / 76 265312.6

X=215.334 jours ⇔ X= 4 ans, 7mois, et 5 jours

Donc le DRC est : 4 ans ,7 mois, et 5jours

D. Le Taux de Rentabilité Interne(TRI)

**Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

Le taux de rentabilité interne TRI est le taux d'actualisation pour lequel le cout d'investissement I égale aux recettes d'exploitation, autrement dit, c'est le taux qui annule la VAN, il correspond donc au taux (TRI) qui vérifie l'équation suivante :

$$VAN = \sum_{t=1}^n CF_t(1 + TRI)^{-t} - I_0 = 0$$

CF_t: est le cash-flow attendu de l'investissement pour la période t ;

I₀: Est le montant de l'investissement initial.

Tableau N°21 : le calcul de TRI (Unité : DA)

Elément	Cash-flow (cf.)	CF Actu (25%)	CF Actu (30%)
1	19 630 775	15 704620	15 100596,15
2	23 892 344	15 291100,16	14 137481,66
3	28 932 769	14 813577,73	13 169216,66
4	34 890 421	14 291116,44	12 216106,23
5	129 234 344	42 347509,84	34 806566,24
cumul CF actu	-	102 447 924,2	89 429 966,94

Source : établi par nous-mêmes a partir des données de l'entreprise.

Pour un taux d'actualisation : **T1=25%** —————> **VAN = 3 132 141**

Pour un taux d'actualisation : **T2=30%** —————> **VAN = -9 885 816**

Par interpolation linéaire :

$$TRI = 25 + [(30-25) * 3 132 141] / (9 885816+ 3 132 141)$$

TRI = 26.20%

Puisque, le TRI du projet est supérieur au taux d'actualisation de l'entreprise, l'investissement est rentable, la rentabilité des fonds engagés étant supérieure à leur coût.

3.2. Analyse de la rentabilité après financement

La BNA accepte de mettre à la disposition de l'entreprise X un crédit à moyen terme d'un montant de 50 000 000 DA au taux de 5.25% dont la durée de remboursement est de 5ans, IBS 19%.

**Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

Tableau N°22 : L'échéancier de remboursement (Unité : DA)

Elément	capital initial	amortissement	intérêt	TVA/intérêt	échéance (annuité)	reste
1	50 000 000	10 000000	2 625000	498750	13123750	40 000 000
2	40 000 000	10 000000	2 100000	399000	12499000	30 000 000
3	30 000 000	10 000000	1 575000	299250	11874250	20 000 000
4	20 000 000	10 000000	1 050000	199500	11249500	10 000 000
5	10 000 000	10 000000	525000	99750	10624750	0

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

Le tableau ci-dessus, renseigne sur le montant de l'intérêt et celui du remboursement annuel du crédit. Il s'agit donc de l'annuité que le demandeur de fonds se doit de rembourser à son créancier (à la banque), à la fin de chaque période.

3.2.1. Elaboration de compte de résultat après financement

Le compte de résultat prévisionnel présente l'ensemble des produits et des charges prévisionnelles de l'entreprise pour déterminer le résultat prévisionnel.

Tableau N°23: le compte de résultat prévisionnel (Unité : DA)

Année	année1	année2	année3	année4	année5
(1) production vendus (CA)	198292467	237950960	285541152	342649383	411179260
MT et fourniture consommé	138804727	166565672	199878807	239854568	287825482
Service	2012510	2213761	2425137	2678651	2946516
charge extérieur	140817237	168779433	202303944	242533219	290771998
impôt et taxe	3965849	4759019	5710823	6852988	8223585
charge de personnel	6235489	7482487	8979104	10774925	12929910
dotation aux amortissements	12081920	12081920	12081920	12081920	12081920
(2) charge d'exploitation	163100495	193102859	229075791	272243052	324007413
(3) résultat d'exploitation (3)= (1)-(2)	35191972	44848101	56465361	70406331	87171847
produit financier					
charge financier	2625000	2100000	1575000	1050000	525000

**Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

(4) résultat financier	-2625000	-2100000	-1575000	-1050000	-525000
(5) résultat courant d'exploitation	32 566972	42748101	54 890361	69356331	86646847
(5)=(3)+(4)					
produit exceptionnel	-	-	-	-	-
charge exceptionnel	-	-	-	-	-
(6) résultat exceptionnel	-	-	-	-	-
(7) IBS (7)=(5)*23%	7490403,6	9832063,2	12624783	15951956	19928775
(8) résultat d'exercice	25076568	32916038	42265578	53404375	66718072
(8)=(5)+(6)-(7)					

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

3.2.2. Calcul de la capacité d'autofinancement(CAF)

La capacité d'autofinancement désigne l'ensemble des ressources internes générées par l'entreprise dans le cadre de son activité qui permettent d'assurer son financement.

Tableau N°24: Tableau représentant la CAF après financement (**Unité : DA**)

Elément	Résultat nette	dotation aux amortis	CAF
1	25076568	12081920	37158488
2	32916038	12081920	44997958
3	42265578	12081920	54347498
4	53404375	12081920	65486295
5	66718072	12081920	78799992

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

Les CAF est demeurent toujours positifs. Donc l'entreprise a des capacités pour rembourser ses échéances, et pour favoriser son indépendance financière

3.2.3. Elaboration du tableau des emplois / ressources après financement :

Tableau N°25: tableau des emplois / ressources après financement (**Unité : DA**)

Année	0	1	2	3	4	5
Ressource						
CAF		37158488	44997958	54347498	65486295	78799992
VRI						
Récup BFR						74763762
Apport	21875100					
Emprunt	50000000					
Total ressource (1)	71875100	37158488	44997958	54347498	65486295	153563754
emplois						

**Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

cout initial	60 409600					
variation BFR	38906183	7309907	8281325	9435306	10831041	
Remboursement		10000000	10000000	10 000000	10 000000	10 000000
total emplois (2)	99 315783	17309907	18281325	19435306	20831041	10000000
Cash-flow CF (1-2)	-27440683	19 848581	26 716633	34 912192	44655254	143563754
CF actualisé 5%		18 903410	24232774	30158464	36737988	112485958
Cumul CF actua		18903410	43136184	73294648	110032636	222518594

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

3.2.4. Les critères d'évaluation de la rentabilité après financement

A .La valeur actuel nette(VAN)

C'est le surplus monétaire dégagé par le projet après avoir récupéré les parts du capital investi initialement. Elle se calcule comme suit :

$$VAN = \sum_{t=1}^n CF_t(1+i)^{-t} - I_0$$

$$VAN = 222\,518\,594 - 99\,315\,783$$

$$VAN = 123\,202\,811 \text{ DA}$$

La valeur actuelle nette est positif de 123 202 811DA ce qui signifie que l'entreprise en décaissant 99 315 783 DA, en recevra 222 518 594 DA en contrepartie, Donc Le projet serait donc rentable

B. L'indice de profitabilité

$$IP = \frac{\sum_{t=1}^n CF_t}{I_0}$$

$$IP = 222\,518\,594 / 99\,315\,783$$

$$IP = 2.24 > 1$$

Signifier que pour chaque dinar investi, 1.24 DA seront générés un gain important pour l'entreprise

C. Le délai de récupération du capital investi(DRC)

D'après le cumul des Factualité, le coût de I_0 se trouve entre la troisième et la quatrième année.

4ans → cumuls des CF_{actua}: 110 032636

3ans → cumuls des CF_{actua}: 73 294648

**Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

1an **36 737 988**

I₀– cumul des CF_{actua} à la troisième année

$$99\,315\,783 - 73\,294\,648 = 26\,021\,135$$

1an (360jours) → 36 737988

X ans (360jours) → 26 021 135

$$X \text{ ans} = 26\,021\,135 * 360 \text{ jours} / 36\,737\,988$$

X ans = 254.98 jours

Donc le DRC = 3 ans, 8 mois, et 15 jours

D. Le Taux de Rentabilité interne(TRI)

C'est le taux qui rend la VAN = 0

$$VAN = \sum_{t=1}^n CF_t (1 + TRI)^{-n} - I_0 = 0$$

Tableau N° 26 : le calcule de TRI après financement (Unité DA)

Elément	CF	CF actu 30%	CF actu 40%
1	19848581	15268139,23	14 177557,86
2	26716633	15808658,58	13630935,2
3	34912192	15890847,52	12723102,04
4	44655254	15635045,69	11624129,01
5	143563754	38665892,97	26693445,07
Cumuls CF actu		101268584	78849169,18

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

Pour un taux d'actualisation : T1= 30%

VAN = 1 952 801 DA

Pour un taux d'actualisation : T2= 40%

VAN = - 20 466 613 DA

Par interpolation linéaire:

$$TRI = 30 + [(40-30) * 1\,952\,801] / (20\,466\,613.82 + 1\,952\,801)$$

TRI = 30.87 %

Le TRI reste supérieur au coût du capital même après financement.

3.2.5. La récapitulation des critères d'évaluation avant et après financement

Tableau N° 27 : récapitulation des critères d'évaluation avant et après financement

élément	Avant financement	Après financement
La VAN	30 647 179	123 202 811
IP	1.30 > 1	2.24 > 1
DRC	4 ans, 7 mois et 5 jours	3ans, 8 mois et 15 jours
TRI	26.20%	30.87%

Source : Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

3.3. Etude de risque

La EURL X est parmi le client de BNA, est une entreprise fiable, le seul risque que la banque craint c'est le risque de non remboursement.

3.4. Les garanties

- Souscription d'une assurance automobile ;
- Souscription d'une assurance multirisque professionnelles auprès d'une compagnie d'assurance accepté par la BNA pendant toute la durée du crédit et procéder à son renouvellement a bon date;
- Gage sue les camions financer par la BNA;
- La convention de prêt.

3.5. Analyse et critique de projet

D'après les données obtenues de l'analyse de la rentabilité, le projet a une très forte rentabilité fait de cet investissement une opportunité certaine pour la banque d'accompagner la relation dans son développement.

Le banquier se base dans son étude de dossier sur des données tirées de document remis généralement par le promoteur,

Au final, on peut déduire que le dossier de la demande crédit d'investissement est constitué de différents documents nécessaires pour donner une description complète du promoteur et de son projet afin de les analyser par des techniques d'analyse comptables et financières, qui sont des méthodes de prévention contre les risques de crédit bancaire et moyen d'aide à la prise de décision. Ainsi, la couverture des risques est assurée par les garanties proposées par le client et demandées par le banquier.

3.6. La décision de banquier

Après l'examen des différents éléments dégagés de l'étude du dossier, nous émettons un avis favorable pour : Un accord de principe pour le financement du projet par un montant de 50 000 000 DA, d'une durée de 5 ans avec l'exercice **d'un taux d'intérêt de 5,25%**.

Conclusion au chapitre :

Au terme de ce chapitre, nous avons constaté durant notre stage pratique au niveau de l'agence BNA AOKAS que l'étude de crédit d'investissement fait recours à différents moyens d'analyse, il s'agit de la VAN, DRC, IP, et TRI. Ces indicateurs sont positifs et favorables à l'octroi du crédit donc la BNA donne un avis favorable.

Chapitre 04 : Etude de cas
De l'octroi d'un crédit
d'exploitation au sien de
la BNA agence
« 589 » AOKAS annexe
SOUK EL TENINE
BEJAIA

Introduction :

Pour remédier aux insuffisances temporaires de capitaux, l'entreprise peut solliciter l'aide de son banquier, qui pourra lui proposer des concours en adéquation avec les besoins exprimés et c'est le cas de notre demande de crédit d'exploitation.

La présente demande a été introduite par la SNC « EGTPH » de Mr « X ». La demande de crédit est déposée par le client auprès du service crédit, le montant global des crédits d'exploitation est réparti comme suit :

- Découvert : 6 000 000,00 DA
- Avance sur facture : 50 000 000,00DA
- Caution de Bonne Exécution (CBE) : 16 000 000,00DA
- Caution de soumission sans marge : 2 000 000,00 DA
- Ligne d'aval : 15 000 000,00 DA

Ce chapitre traite un cas d'étude d'un dossier de crédit d'exploitation, qui portera sur l'analyse des états financier de demandeur, qui s'avèrent plus que nécessaire au terme de ce présent travail. Et nous ferons une comparaison entre l'octroi de crédit d'investissement et celui d'exploitation.

Section 1 : Analyse financière d'un crédit d'exploitation

Dans cette section nous présentons l'analyse financière du crédit. Sachant que tout demandeur d'un crédit d'exploitation doit constituer un dossier qui comporte tous les documents que le banquier juge utiles, ces documents peuvent être administratifs, juridiques, économiques, techniques, comptables, financiers et fiscaux et cela lui permet d'appréhender la situation générale de l'entreprise et de faire une étude convenable.

1.1. Analyse rétrospective

Analyse rétrospective basé sur des documents à savoir les bilans et TCR des années 2016, 2017, 2018 et une analyse prospective basé sur le bilan prévisionnelle de clôture 2019 et le plan de charge.

1.1.1. Les bilans financiers

Nous permettrons de connaître ce qui est possédé par une entreprise (son actif) et ce qu'elle doit (son passif). Pour le but de déterminer la solvabilité de l'entreprise sur le court terme.

A. Actif du bilan financier

L'actif représente l'ensemble du patrimoine d'une entité. Il s'agit en fait de ce que possède l'entreprise dans sa globalité. Les éléments de l'actif se présentent par ordre de liquidité croissante (aptitude à être transformés en argent).

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

Tableau N °28 : actif de bilan financier (Unité : DA)

ACTIF	2016	2017	2018
Actifs non courants	16 258 349	12 995 983	17 735 071
Immobilisations corporelles	15 479 636	12 279 595	17 104 168
Autres immobilisations Corporelles	15 479 636	12 279 595	17 104 168
Immobilisations financières	778 713	716 388	630 903
Prêts et autres actifs financiers non courants	778 713	716 388	630 903
Actif courant	43 329 452	56 419 903	60 550 248
Stocks et encours	0	810 515	3 824 252
Créances et emplois assimilés	42 386 254	55 563 177	45 312 521
Clients	41 694 910	54 306 968	43 733 200
Autres débiteurs	267 134	217 300	0
Impôts et assimilés	358 183	377 919	918 331
Autres créances et emplois Assimilés	66 027	660 990	660 990
Disponibilités	943 198	46 211	11 413 475
TOTAL ACTIF	59 587 800	69 415 886	78 285 319

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

B .Passif du bilan financier

Le passif du bilan financier est la partie du bilan qui regroupe les dettes de l'entreprise mais également ses capitaux propres.

Tableau N °29: passif de bilan financier (Unité : DA)

PASSIF	2016	2017	2018
Capitaux propres	6 714 636	7 330 021	9 721 352
Capital émis	5 100 000	5 100 000	5 100 000
Résultat net	1 614 636	2 230 022	2 391 330
Autres capitaux propres (report à nouveau)	0	0	2 230 022
Passifs non-courants	29 576 299	28 210 699	32 252 367
Emprunts et dettes financières	29 576 299	28 210 699	32 252 367
Passifs courants	23 296 865	33 875 164	36 311 600
Fournisseurs et comptes rattachés	756 182	1 559 491	11 724 624
Impôts	6 100 969	7 871 028	7 130 586
Autres dettes	10 758 138	22 336 937	15 214 069
Trésorerie passif	5 681 577	2 107 708	2 242 321
TOTAL PASSIF	59 587 800	69 415 886	78 285 319

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

1.1.2. Analyse des grandes masses du bilan

Les grandes masses du bilan sont :

L'actif du bilan de l'entreprise est composé de 3 grandes masses :

- l'actif immobilité net : détail des immobilisations (incorporelles, corporelles et financières).

Il représente l'outil de production de l'entreprise.

- l'actif d'exploitation et hors exploitation : (stocks, créances clients et charges constatées d'avance)

- la trésorerie active : disponibilité de l'entreprise

Le passif du bilan de l'entreprise est également composé de 3 grandes masses

- Les ressources structurelles : constituées principalement par les capitaux propres

-les dettes d'exploitation et hors exploitation

Tableau N°30 : Analyse des grandes masses actif (Unité : DA)

ACTIF	2016	%	2017	%	2018	%
Actifs non courant	16 258 349	27,3	12 995 983	18,7	17 735 071	22,6
Immobilisations corporelles	15 479 636	95,2	12 279 595	94,5	17 104 168	96,4
Immobilisations financières	778 713	4,8	716 388	5,5	630 903	3,6
Actifs courants	43 329 452	72,7	56 419 903	81,3	60 550 248	77,3
Stocks et encours	0	0	810 515	1,4	3 824 252	6,3
Créances et emplois assimilés						
Clients	41 694 910	96,2	54 306 968	96,3	43 733 200	72,2
Autres débiteurs	267 134	0,6	217 300	0,4	0	0
Impôts et assimilés	358 183	0,8	377 919	0,7	918 33	1,5
Autres créances et emplois assimilés	66 027	0,2	660 990	0,2	660 990	1,1
Disponibilités	943 198	2,2	46 211	0,1	11 413 475	18,8
TOTAL ACTIF	59 587 800	100	69 415 886	100	78 285 319	100

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

Tableau N°31 : Analyse des grandes masses passif (Unité : DA)

PASSIF	2016	%	2017	%	2018	%
Capitaux propres	6 714 636	11,3	7 330 022	10,6	9 721 352	12,4
Capital émis	5 100 000	75,9	5 100 000	69,6	5 100 000	52,5
Résultat net	1 614 636	24	2 230 022	30,4	2 391 330	24,6
Autres capitaux propres	0	0	0	0	2 230 022	22,9
Passifs non courants	29 576 299	49,6	28 210 699	40,6	32 252 367	41,2
Emprunts et dettes financières	29 576 299	100	28 210 699	100	32 252 367	100

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

Passifs courants	23 296 865	39,1	33 875 164	48,8	36 311 600	46,4
Fournisseurs et comptes rattachés	756 182	3,2	1 559 491	4,6	11 724 624	32,2
Impôts	6 100 969	26,2	7 871 028	23,2	7 130 586	19,6
Autres dettes	10 758 138	46,2	22 336 937	65,9	15 214 069	41,9
Trésorerie passif	5 681 577	24,4	2 107 708	6,2	2 242 321	6,2
TOTAL PASSIF	59 587 800	100	69 415 886	100	78 285 319	100

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires:**

L'analyse de la structure de l'actif et du passif bilan financier fait ressortir les remarques suivantes :

A) Structure de l'actif

• **Actif non courant**

Il représente en moyenne 23% du total bilan, il est constitué principalement du poste immobilisations corporelles plus de 95,4% de l'actif, les 4,6% représentent les immobilisations financières.

• **Actif courant**

• **Les valeurs d'exploitations**

Ce poste est nul en première année, puis représente en moyenne 3% du total actif, ce qui indique l'importance de l'activité de l'entreprise.

• **Les valeurs réalisables**

Ce poste représente plus de 71% du total actif, elles sont constituées essentiellement du poste créances clients de 88% en moyenne de l'actif courant.

• **Les valeurs disponibles**

La « SNC » enregistre 2% en 2016, puis représente une part faible en 2017 de 0,1%, en 2018 elle connaît une augmentation de 18,8%.

B. Structure du passif

• **Les capitaux propres**

Ce poste représente en moyenne 11,4% du total passif. Il est constitué de capital émis à raison de 66% en moyenne, de résultat net à raison de 26,3% et autres capitaux propres (report à nouveau) de 22,9%.

• **Passif non courant**

Le poste passif non courant représente en moyenne 43,8% du total bilan, en raison de l'augmentation des emprunts et dettes financières.

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

• Passif courant

Pour le passif courant, on remarque qu'il représente en moyenne 44,8% du total bilan, 13,3% fournisseurs, 23% impôts, 51,3% autres dettes et 12,3% trésorerie.

1.1.2. L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion permettent d'analyser le résultat et l'activité d'une entreprise en le décomposant en plusieurs indicateurs importants.

Tableau N °32: Tableau des soldes intermédiaire de gestion (Unité : DA)

Libellé	2016	2017	2018
Production de l'exercice	37 592 600	56 577 572	62 346 303
Consommation de l'exercice	-30 153 896	-44 014 123	-49 878 309
Valeur ajoutée	7 438 704	11 563 449	12 467 994
Charges de personnel	-2 883 827	-4 488 316	-6 056 298
Impôts et taxes	-234 989	-800 601	-863 582
EBE	4 319 887	6 274 532	5 548 114
Autres produits opérationnels	520 000	87 615	0
Autres charges opérationnelles	-122 025	-7 020	-26 076
Dotations aux amortissements	-3 103 226	-3 544 201	-2 864 128
Résultat opérationnel	1 614 636	2 810 926	2 657 910
Produits financiers	0	0	0
Charges financières	0	-580 904	-266 580
Résultat financier	0	-580 904	-266 580
Résultat ordinaire	1 614 636	2 230 022	2 391 330
Résultat extraordinaire	0	0	0
Résultat net de l'exercice	1 614 636	2 230 022	2 391 330

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

• La capacité d'autofinancement

Le calcul de la capacité d'autofinancement permet de déterminer le montant des ressources internes générées par l'entreprise qui permettent d'assurer son financement. Son calcul est fait par deux méthodes descendante et ascendante

• La méthode descendante

La méthode additive ou ascendante. Calcul à partir de l'EBE

Tableau N°33: La CAF par la méthode ascendante (Unité : DA)

Libellé	2016	2017	2018
EBE	4 319 887	6 274 532	5 548 114
Autres produits d'exploitation	520 000	87 615	0
Autres charges d'exploitation	122 025	7 020	26 076
Charges financières	0	580 904	266 580

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

CAF	4 717 862	5 774 223	5 255 458
-----	-----------	-----------	-----------

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

•La méthode descendante

Par la méthode soustractive ou descendante .Calcul à partir de résultat net

Tableau N°34: La CAF par la méthode descendante (**Unité : DA**)

Libellé	2016	2017	2018
Résultat net	1 614 636	2 230 022	2 391 330
Dotations aux amortissements	3 103 226	3 544 201	2 864 128
CAF	4 717 862	5 774 223	5 255 458

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires:**

On remarque l'ensemble des SIG montre que la totalité des charges de la « SNC » sont couvertes par les produits réalisés et dégagent par conséquent, un excédent qui se traduit par un résultat positif tout au long des années d'études.

Ainsi, d'après les deux méthodes de calcul de la CAF (ascendante et descendante), l'entreprise a dégagé une CAF positif pendant les trois exercices, cela signifie d'abord que la « SNC » a réalisé des bénéfices d'exploitation qui sert ensuite à investir, rembourser un financement ou payer des dividendes.

•L'autofinancement

L'autofinancement est la capacité de l'entreprise à financer son activité ainsi que ses investissements à l'aide de ses propres moyens financiers. C'est un mode de financement interne à l'entreprise.

Tableau N°35: Le calcul de l'autofinancement (**Unité : DA**)

Libellé	2016	2017	2018
CAF	4 717 862	5 774 223	5 255 458
Dividendes	-	1 614 636	-
Autofinancement	4 717 862	4 159 587	5 255 458

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires**

L'autofinancement est la part de la CAF qui reste après déduction des dividendes à verser, on remarque que l'autofinancement est positif durant les trois années qui permet à l'entreprise

- de disposer de moyens qu'elle pourra librement allouer pour financer ses investissements (n'entraînant pas de paiement d'intérêts).

Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA

- de diminuer sa dépendance vis-à-vis des tiers et d'avoir plus de crédibilité;
- de se protéger des risques liés à un endettement excessif;
- minimiser le risque des investissements ou le coût du capital;
- c'est un indicateur de bonne situation financière. Il peut également indiquer que l'entreprise n'investit pas suffisamment. Dans ce cas, cela impacte sa compétitivité face à la concurrence.

1.1.3. Analyse de l'équilibre financier

L'objectif est de s'avoir si les capitaux permanents arrivent à financer la totalité de l'actif non courant (immobiliser) et si les DCT arrivent à financer les emplois cycliques.

L'appréciation de cet équilibre financier de l'entreprise nous pousse à calculer : le FRNG, le BFR et la TR.

Tableau N°36 : Calcule de BFR (Unité : DA)

Libellé	2016	2017	2018	Prév.31/12/2019
BFRE	35 195 942	46 064 883	29 620 573	61 340 955
BFRHE	-10 424 977	-21 458 647	-14 553 079	-14 233 203
BFR	24 770 965	24 606 236	15 067 494	47 102 752

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

• Les indicateurs de l'équilibre financier

Il constitue un indicateur de la capacité de l'entreprise à faire face à l'ensemble de ses dettes à partir des ressources dégagées par la vente des actifs et le recouvrement des créances.

Ces indicateurs sont le : le FRNG, le BFR et la TR.

Tableau N°37: Indicateurs de l'équilibre financier (Unité : DA)

Libellés	2016	2017	2018	Prév.31/12/2019
FRNG	20 032 587	22 544 739	24 238 648	50 574 591
BFR	24 770 965	24 606 236	15 067 494	47 102 752
TR. Nette	-4 738 378	-2 061 497	9 171 154	3 471 839

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires**

• **Le fond de roulement net global**

Il existe un fond de roulement net global positif durant les trois années, qui représente l'excédent de ressources durable qui finance une partie des besoins de financement du cycle d'exploitation, et qui constitue une marge de sécurité financière pour l'entreprise.

• **Le besoin en fond de roulement**

Le besoin en fond de roulement est positif tout au long des trois exercices, ceci est lié à l'importance donnée au client (valeur réalisable) par rapport aux dettes à court terme.

• **La trésorerie nette**

La trésorerie nette est négative en 2016 et 2017, c'est-à-dire que le FRNG est inférieur au BFR or l'actif de trésorerie est inférieur au passif de la trésorerie. Cela signifie que le FRNG est insuffisant pour financer le BFR en totalité, donc une partie est couverte par des crédits bancaires.

Pui, en 2018 la trésorerie nette est positive c'est-à-dire que l'actif de trésorerie est supérieur au passif de trésorerie. Cela signifie que le FRNG finance intégralement le BFR.

1.1.4. L'analyse par les ratios

Les propriétaires d'entreprise, les gestionnaires et les financiers utilisent l'analyse des ratios pour évaluer l'efficacité de l'exploitation d'une entreprise. Les ratios se veulent des références que l'on calcule en mettant en relation deux ou plusieurs données financières sur l'entreprise. On distingue les ratios de liquidité et les ratios de rentabilité et de l'activité

A. Les ratios de liquidité

La liquidité mesure la capacité d'une entreprise à régler ses dettes à court terme arrivées à échéance. L'analyse de cette liquidité peut être effectuée à partir de ratios. On distingue le ratio de liquidité générale, le ratio de liquidité restreinte et le ratio de liquidité immédiate.

Tableau N° 38: Ratios de liquidité (Unité : DA)

Libellés	2016	2017	2018
Liquidité générale	2	1,7	1,7
Liquidité réduite	2	1,6	1,5
Liquidité immédiate	0,04	0,001	0,3

Source: établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires:**

• **Liquidité générale**

On remarque que le ratio de liquidité générale est supérieur à 1 pendant les trois années, c'est-à-dire que l'actif à moins d'un an couvre les dettes à moins d'un an.

• **Liquidité réduite**

Ce ratio fluctue en fonction du montant des crédits accordés aux clients et des crédits obtenus des fournisseurs.

Durant les deux dernières années, on remarque une diminution de ce ratio par rapport à la première année, donc y a pas vraiment une amélioration de la situation de l'entreprise.

• **Liquidité immédiate**

Pour ce ratio, il est inférieur à 1 durant les trois années, cela exprime que les disponibilités n'arrivent pas à couvrir les dettes à moins d'un an.

B. Les ratios de rentabilité de l'activité

Les ratios de rentabilité et de l'activité sont des indicateurs permettant de mettre en évidence la profitabilité d'une entreprise à différents niveaux

• **Les ratios de l'activité**

Les ratios d'activité expriment en pourcentage la variation de chiffre d'affaire d'une année sur l'autre.

- Si la variation négative il exprime une baisse de chiffre d'affaires.
- Si la variation positive elle indique la progression de l'activité.

On distingue le taux de marge nette et le taux de la valeur ajoutée.

Tableau N°39: Les ratios de l'activité (Unité : DA)

Libellé	2016	2017	2018
Taux de marge nette	4,3%	4%	5,5%
Taux de valeur ajoutée	20%	21%	28%

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires:**

• **Le taux de marge nette**

On remarque que ce taux est en augmentation en 2018 là que représente 5,5% par rapport au 2016 et 2017, c'est-à-dire que chaque 100 DA du chiffre d'affaire dégage 5,5 DA de résultat.

•Le taux de valeur ajoutée

Pour ce taux, il est plus important en 2018 là que représente 28%, cela signifie que chaque 100 DA génère 28 DA de valeur ajoutée.

•Les ratios de rentabilité des capitaux

Un ratio de rentabilité permettant de mesurer l'impact des capitaux investis sur les profits générés.

On distingue la rentabilité financière et la rentabilité économique

Tableau N°40 : Les ratios de rentabilité (Unité : DA)

Libellé	2016	2017	2018
Rentabilité financière	24%	30%	25%
Rentabilité économique	4%	8%	6%
Effet de levier	20%	22%	19%

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires:**

On remarque que la rentabilité financière est nettement supérieure à la rentabilité économique.

Ainsi, la rentabilité économique est positive pendant les trois exercices, donc l'entreprise arrive à dégager de la rémunération de ses capitaux, ce qui introduire à dégager un effet de levier positive.

1.1. 6. L'analyse dynamique de l'entreprise

L'analyse financière dynamique se fonde sur l'étude des tableaux de flux, d'emplois ressources ou de trésorerie afin de diagnostiquer une potentielle vulnérabilité de l'entreprise. Elle sert aussi à étudier les marges et la rentabilité de cette entreprise.

A. Analyse de tableau de financement

L'analyse de ce tableau nous fait ressortir des éléments approfondis soumis à l'analyse qui consiste sur la variation du fond de roulement ainsi que la variation de besoin en fond de roulement et la trésorerie.

Tableau N° 41: Tableau représentatif de la variation de FR ; BFR et TR (Unité : DA)

Libellé	2017	2018	Prév.31/12/2019
Variation FR	-2 512 153	-1 693 909	-26 335 943
Variation BFR	164 729	9 538 742	-32 035 258
Variation TR	-2 676 882	-11 232 651	5 699 315

Source : établi par nous même à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires :**

• **La variation de FR**

La variation de FR par les éléments a court terme s'est expliqué par la variation de BFR et TR. On remarque que le FR avec un signe négatif ce qui signifie comment les ressources nettes est employées alors le FR considéré comme un emploi net.

• **La variation de BFR**

S'apprécie d'après les données de tableau ; que le solde est positif pendant les deux premières années, cela signifie que les dégagements sont supérieurs aux besoins. Alors que, la « SNC » prévue l'inverse vers ça en 2019.

• **La variation de TR:**

L'entreprise a enregistré une baisse de plus de 2 millions de DA et de plus de 11 millions de DA pendant les deux premières années causé principalement par la variation de trésorerie passive, par contre, il a prévu une augmentation de plus de 5 millions de DA causé par la variation de trésorerie passive.

1.2. L'analyse prospective (prévisionnelle)

L'analyse prévisionnelle va porter sur :

- Le bilan prévisionnel de clôture pour l'année 2019.
- Le plan de charges.

1.2.1. Le bilan prévisionnel de clôture pour l'année 2019

Dans le cadre d'un emprunt bancaire, un bilan prévisionnel obligatoire avant de l'accorder ou non.

Il permet à la banque de vérifier que l'entreprise a la solidité financière nécessaire pour supporter ce crédit dans les années à venir.

Tableau N° 42: l'actif du bilan prévisionnel de clôture pour l'année 2019 (Unité : DA)

ACTIF	Prév.31/12/2019	%
Actifs non courants	33 393 702	28
Immobilisations corporelles	28 948 926	87
Immobilisations financières	4 444 776	13
Actif courant	84 008 529	72
Stocks et encours	4	0,000004
Créances et emplois assimilés	78 369 682	93
Clients	73 649 908	88
Autres débiteurs	1 509 000	2

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

Impôts et assimilés	2 549 780	3
Autres créances et emplois assimilés	660 990	1
Disponibilités	5 638 847	7
TOTAL ACTIF	117 402 231	100

Source : établi par nous même à partir des données de l'entreprise.

Tableau N° 43: le passif du bilan prévisionnel de clôture pour l'année 2019 (**Unité : DA**)

	Prév.31/12 /2019	%
Capitaux propres	25 750 179	22
Capital émis	5 100 000	20
Résultat net	17 015 533	66
Autres capitaux propres (report à nouveau)	3 634 646	14
Passifs non-courants	58 218 114	50
Emprunts et dettes financières	58 218 114	100
Passifs courants	33 433 938	29
Fournisseurs et comptes rattachés	456 564	1
Impôts	14 402 173	43
Autres dettes	16 408 193	49
Trésorerie passif	2 167 008	7
TOTAL PASSIF	117 402 231	100

Source : établi par nous même à partir des données de l'entreprise.

D'après le bilan prévisionnel de 2019 et les indicateurs de l'équilibre financier cité ci-dessus, on a fait le commentaire suivant.

➤ **Commentaires:**

L'entreprise « SNC » jouira d'un équilibre financier rassurant, étant donné que son activité sera sécurisée par l'importance de ses capitaux propres. Ainsi, elle dégage un fond de roulement positif pendant cet exercice de 50 574 591 million de DA, et l'excédent de FRNG constitue une trésorerie positive de 3 471 839 million de DA.

Nous remarquons pour le cycle d'exploitation que le besoin en fond de roulement positif de 47 102 752 million de DA, cela signifie que l'actif courant sera plus important que le passif courant.

1.2.2. Le plan de charges

Il permet de visualiser par période de temps (mois, semaine, jour), l'adéquation entre charges et capacités de production, d'identifier les périodes en surcharge ou sous charge et de mesurer l'incidence sur les délais de livraison des commandes clients.

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

Tableau N° 44: le plan de charges (Unité : DA)

Désignation	Montant	Montant réalisés	Reste à réalisée	Montant encaissées	Reste à encaissées
Réhabilitation collecteur principal et stations de relevage de Bejaia	17 431 750 ,37	17 431 750 ,37	/	10 552 160 ,45	6 879 589 ,92
Travaux d'installation réseau tuyauterie PEHD	55 205 266 ,67	55 205 266 ,67	/	48 615 270 ,90	6 589 995 ,77
Réalisation d'un laminoir – ORAN	12 820 307 ,00	12 820 307 ,00	/	7 347 208 ,96	5 473 098 ,04
Achèvement d'un laminoir – ORAN	4 616 021 ,90	/	4 616 021 ,90	/	/
Réhabilitation d'une usine de fabrication de butume - TELEMEN	64 042 991 ,60	/	64 042 991 ,60	/	/
Réhabilitation, nettoyage et curage des oueds à travers les communes de TIMEZRIT	11 900 000 ,00	11 900 000 ,00	/	/	11 900 000 ,00
Contrat de pose d'un réseau gaz et fluides pour le bâtiment aluminium	16 153 079 ,00	/	16 153 079 ,00	/	/
Contrat de pose d'un réseau gaz et fluides pour le bâtiment aluminium	5 140 641 ,49	/	5 140 641 ,49	/	/

Source : établi par nous même à partir des données de l'entreprise.

➤ **Commentaires:**

Ce tableau nous permet à faire une lecture sur les projets envisageables pour l'année 2019, récapitule huit projets avec leurs montants, ce qui reste à réaliser et ce qui reste à encaissé.

•Pour le reste à réaliser

On a le quatrième, cinquième, septième et huitième projet restent à réalisées(en attente).

•Pour le reste à encaissée

Les trois premiers projets et la sixième restent à encaissées, ce qui signifie l'insuffisance des montants encaisser pour entamer les projets et les maitres en œuvres.

Sans oublier que les trois premiers projets sont réalisées à 100% (le premier reste sans couverture) et le sixième projet réalisé à 100% aussi mais 2 mois en attente.

1.3. Décision et critique

Nous avons constaté que la structure financière de cette entreprise est bonne et lui permet de garder un équilibre financier, ce qui influence positivement su le cycle d'exploitation.

- Vu les résultats dégagé par notre étude, nous émettons un avis favorable pour un crédit d'exploitation qui a répartis comme suit:

- Découvert : 6 000 000,00DA
- Avance sur facture : 50 000 000,00DA
- Caution de Bonne Exécution (CBE) : 16 000 000,00DA
- Caution de soumission sanas marge : 2 000 000,00DA
- Ligne d'aval : 15 000 000,00 DA

Avec nantissement de marché comme garantie.

**Section 2 : La comparaison entre le crédit d'investissement et le crédit
d'exploitation**

Après l'étude des deux cas de crédits (investissement et exploitation) au sein de la BNA agence d'AOKAS, nous passerons a la comparaison des entre les deux crédits a partir de la constitution des dossiers jusqu'à l'étude de la rentabilité des deux projets financer par la BNA.

2.1. La constitution des dossiers

Toute demande de crédit d'investissement ou d'exploitation doit être accompagnée un dossier.

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

Tableau N° 45: La constitution des dossiers

Dossier d'investissement	Dossier d'exploitation
<p>Document juridique et administratifs</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une demande écrite signée par le client incluant la nature des concours sollicités, leurs montants, leurs durées, leurs objectifs et les modalités de leurs remboursements. 2. Copie de statuts juridique pour les personnes morales. 3. Copie certifiée conforme du registre de commerce. 4. Délibération des associés autorisant le gérant à contracter des emprunts bancaires, si cette disposition n'est pas prévue dans les statuts. 5. Copie certifiée conforme de l'acte de propriété ou de bail des locaux à usage professionnel. 6. Cv des dirigeants et copies des pièces d'identité 	<p>Document juridique et administratifs</p> <p>Ces documents se regroupent en :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Demande écrite signée par le client 2. Copie des statuts juridique pour les personnes morales. 3. PV de l'assemblée générale des actionnaires conférant aux dirigeants de l'entreprise, les pouvoirs de contracter des emprunts et de donner des garanties si cette disposition n'est pas prévue par les statuts. 4. Copie des cartes NIF et NIS 5. CV des dirigeants +copie des pièces d'identités 6. Registre de commerce 7. Acte de propriété ou le bail de location du local devant abriter l'activité. 8. Rapport d'évaluation du local devant l'abriter l'activité réalisé par un professionnel (expert) Désigné par la banque et dument agréé par les tribunaux et ce en vue d'une éventuelle prise de garantie.
<p>Document comptables et financières</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les bilans et annexes clos des trois (03) dernières années. Dans le cas d'une ancienne relation, seul le dernier bilan est exigé. Le banquier devra veiller à : 2. Faire accompagner les bilans des sociétés de capitaux (SPA, SARL) 	<p>Document comptables et financières</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les trois derniers (03) bilans (états financiers et annexes des exercices clos. 2. Les rapports certifiés par les commissaires aux comptes pour les SPA et SARL. 3. Le justificatif du dépôt légal des comptes sociaux délivré par le centre national du registre de commerce (CNCRC).

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

<p>du rapport des commissaires aux comptes et de la résolution de l'assemblée des actionnaires ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Vérifier que les bilans des sociétés de personnes sont signés par un comptable agréé 4. Vérifier que les règles comptables prescrites par le plan comptable national (P.C.N) ont été respectées pour l'élaboration des documents comptables cités ci-dessus. 5. Etude technico-économique et financière du projet dument signée et cachetée par un bureau d'études. 6. Le bilan d'ouverture, les prévisions de clôtures de l'exercice à financer et le bilan prévisionnel de l'exercice suivant pour les entreprises en démarrage. 7. La situation comptable provisoire (actif, passif, tableau des comptes de résultat) pour les demandes introduites après le 30juin. 8. Plan de financement. 9. Bilan et TCR prévisionnels se rapportant à l'exercice à financer 	<ol style="list-style-type: none"> 4. Le bilan d'ouverture et prévisions de clôture pour les entreprises en phase de démarrage. 5. Le plan de trésorerie. 6. Le plan de charge. 7. Le programme d'importation de matière première au cas ou l'activité de production ou de prestation de services nécessite des INPUT importé. <p>En plus des documents cités ci-dessus, les entreprises de réalisation (Entreprise de Travaux Public et de bâtiment notamment) doivent joindre également :</p> <ol style="list-style-type: none"> 8. Le plan de charge de l'entreprise. 9. Un état signalétique des marchés. 10. Un état récapitulatif d'avancement des travaux. 11. Un plan de financement par marché et cumulé. 12. Une liste du matériel et équipements de production 13. Une copie du certificat de qualification et de classification professionnelle en vigueur.
<p>Les documents techniques</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Permis de construire relatif au projet en cours de validité. 2. Autorisation de concession délivrée par l'autorité compétente. 3. Planning de réalisation de projet. 	

**Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA
agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA**

Document fiscaux	Document Fiscaux et parafiscaux :
<ol style="list-style-type: none"> 1. Attestation fiscale et parafiscale dumentapurées 2. Un calendrier de remboursement des dus antérieurs relatif a la dette fiscale ou sociale arrêté par l'organisme concerné. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'attestation fiscale : Extrait de rôle moins de trois (03) mois dumentapuré. 2. L'attestation parafiscale récentede moins de trois (03) moins dumentapurées. 3. Un calendrier de remboursement des dus antérieurs relatif à la dette fiscale ou sociale arrêté par l'organisme concerné. 4. L'attestation de non-imposition pour les nouvelles affaires.

Source : établi par nous-mêmes à partir des documents de la BNA.

D'après la constitution des dossiers, on constate que :

- Le dossier de crédit d'investissement réuni les documents juridique et administratif, comptable et financier, technique, et les documents fiscaux.
- Les documents dossier de crédit d'exploitation est identique avec celle de l'investissement sauf les documents technique.

2.2. La nature des concours sollicités

C'est la nature de projet que le client désire réaliser soit un investissement ou bien une exploitation.

Tableau N° 46: la nature des crédits sollicité par la BNA

Nature des crédits d'investissement	Nature des crédits d'exploitation
<ul style="list-style-type: none"> • Les Crédit à long terme • Les Crédit à moyen terme • Le Crédit-bail 	<ul style="list-style-type: none"> • Les crédits par caisse • Les crédits par signature

Source : établi par nous-mêmes à partir des documents de la BNA

2.3. Les montants des crédits

Ils concernent les montants de crédit que le client souhaite obtenir de la banque.

2.4. La durée de crédit

Le demandeur de crédit doit mentionner dans sa demande la durée de son projet :

- Si c'est un projet d'investissement sa durée sera entre 5 ans et 20 ans;
- S'il s'agit d'une exploitation sa durée sera moins de 2ans.

2.5. L'objectif de crédit

Dans la demande de crédit il doit mentionner l'objectif de chaque crédit :

- Les crédits d'investissement lors objectif est le financement des équipements, la production, le renouvellement, la création,..., etc.
- Et l'objectif de crédit d'exploitation est le financement du creux de la trésorerie de l'entreprise.

2.6. Les modalités de remboursement des crédits

Les modalités de remboursement des crédits sont déterminer à l'avance, le demandeur doit les mentionner dans sa demande,

- Pour le crédit d'investissement le client doit remettre à la banque le tableau d'amortissement de crédit et les échéances de remboursement, la durée de remboursement est généralement alignée sur la durée de vie de l'équipement financé.
- Le crédit d'exploitation leurs remboursement s'effectuera par l'encaissement des créances ou par la vente des marchandises lorsqu'elle finance la constitution d'un stock.

2.7. Les délais d'études des dossiers du crédit

Le délai d'étude de dossier est une période pour pouvoir donnée une reponse favorable ou défavorable à la demande de client, cette délai est identique pour les deux crédits, le délai est varié selon le montant du crédit et le pouvoir d'octrois de crédit.

Le tableau suivant représente le pouvoir d'octroi, le montant et le délai d'étude de crédit :

Tableau N° 47: le pouvoir et le délai d'étude du dossier des crédits

Pouvoir d'octrois du crédit	La durée d'étude	Les montantes des crédits
Pouvoir agence BNA	15 jours	10 000 000 investissements 40 000 000 exploitations
Pouvoir comité régionale de crédit C.R.C	30 jours	50 000 000 investissements 150 000 000 exploitations
Pouvoir comité centrale de crédit C.C.C	45 jours	<50 000 00investissements <150 000 000exploitations

Source : établai par nous-mêmes à partir des documents de la BNA.

Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA

Dans notre cas il s'agit d'une demande de crédit d'investissement et autre d'exploitation :

- Le crédit d'investissement est destiné pour le financement des camions acquis leur montant est de 50 000 000 DA, le client fournit toutes les pièces de dossier et concernant le délai d'étude de son dossier il a pris 30 jours, le montant de crédit est hors du pouvoir agence BNA, il faut l'envoyer au C.R.C pour avoir la décision.
- Pour le crédit d'exploitation, le client fournit toutes les pièces du dossier d'exploitation, le client demander les lignes de crédit suivantes :
 - Découvert : 6 000 000,00DA
 - Avance sur facture : 50 000 000,00DA
 - Caution de Bonne Exécution (CBE) : 16 000 000,00DA
 - Caution de soumission sans marge : 2 000 000,00DA
 - Ligne d'aval : 15 000 000,00 DA

L'agence BNA d'AOKAS peut prendre la décision pour le découvert, caution de bonne exécution, caution de soumission sans marge et ligne aval et le délai d'étude est 15 jours, parce que la décision dépend de son pouvoir et leur montant ne dépasse pas 40 000 000 DA, mais la décision sur avance sur facture dépend de pouvoir C.R.C, le délai d'étude est de 30 jours parce que leur montant dépassent 40 000 000 DA, le délai d'étude est de 30jours.

2.8. Les garanties

Après la décision de l'octroi de crédit, l'agence BNA d'AOKAS demande des garanties au client, la valeur de la garanties proposée doit être en fonction de la nature et le montant de crédit sollicité. Pour notre cas les garanties de crédit d'investissement est :

- Souscription d'une assurance automobile ;
- Souscription d'une assurance multirisque professionnelles auprès d'une compagnie d'assurance accepté par la BNA pendant toute la durée du crédit et procéder à son renouvellement a bon date;
- Gage sue les camions financer par la BNA;
- La convention de prêt

Et le nantissement de marché comme garantie pour le crédit d'exploitation.

2.9. Les taux d'intérêts

Chaque banque qui accord des crédits à ses clients elle demande des intérêts lors du remboursement de ces crédits, le taux d'intérêt accord par la BNA agence d'AOKAS à un crédit d'investissement est de 5.25%, pour un crédit d'exploitation on a plusieurs crédits

Associés, le taux est variable tout dépend de crédit, on à par exemple le crédit par caisse qui composé de divers crédit comme le découvert qui à un taux de 8%, l'avance sur facture le taux est de 7.5%, on à aussi les crédits par signature qui consiste à donner la signature de la BNA à un client on des basant sur ses bilan prévisionnels,

Pour notre cas le taux d'intérêt appliqué au crédit d'investissement pour l'acquisition des camions à été de 5.25%, et pour le crédit d'exploitation, le client demande 5 lignes de crédit qui ont des taux d'intérêt différents

- Découvert : 6 000 000,00 DA son taux appliqué est de 8%
- Avance sur facture : 50 000 000,00 DA son taux appliqué est de 7.5%
- Caution de Bonne Exécution (CBE) : 16 000 000,00 DA son taux appliqué est de 2.5%
- Caution de soumission sans marge : 2 000 000,00 DA son taux appliqué est de 2.5%
- Ligne d'aval : 15 000 000,00 DA son taux appliqué est de 1%

2.10. Les risques de crédit

Les banquiers subissent beaucoup de risque vis-à-vis de leurs clients,

Comme la BNA Le risque le plus vécu est le risque de non remboursement des crédits, et ce risque peut être réduit lors de l'octroi par une analyse de risque de défaillance. Lors de l'octroi de crédit par la BNA, elle demande des garanties aux clients, ces garanties équivalente au montant du crédit, généralement c'est une garanties financier comme elle peut déférente tout dépend de la disponibilité de demandeur et ce risque peut être réduit aussi par un suivi actif du crédit.

La BNA d'AOKAS peut rencontrer lors de l'octroi des crédits le risque de non remboursement, mais pour notre cas les risque ne sont pas réellement présent parce que nos deux projet son réalisable et rentable d'après les conclusions quant à peut tirer des études et des critères qui nous amène à dire que ses projet son fiable et la relation de la BNA avec ses clients est bonne.

2.11. La rentabilité des projets

- Le projet d'investissement est rentable car elle dégage une VAN positive de l'ordre de 30 647 179 DA et le délai de récupération de l'investissement (DRI) est inférieur à la durée d'amortissement de l'investissement,
- Le projet d'exploitation en a pas besoins de calculer aucun critère au élément qui peut de déterminé la rentabilité du projet du fait qu'en a le plan de charge de l'entreprise c'est-à-dire tous les réalisations durant les trois dernières années qu'il a eu

Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA agence « 589 » AOKAS annexe SOUK EL TENINE BEJAIA

97 357 324.34 DA, alors en constate que le plan de charge de cette entreprise est très important et qui lui permet de rembourser son crédit.

Conclusion au chapitre :

Au terme de ce chapitre , nous avons constaté durant notre stage que l'étude concernant le crédit 'exploitation nous avons pris en considération le plan de charge comme indicateurs pour accepter le dossier de demande de crédit d'exploitation.et pour l'étude de dossier de crédit d'investissement fait recours l'analyse des critères d'évaluation de projet.

Après, l'étude des deux cas d'investissement et d'exploitation, nous avons constaté qu'il existe des points en commun et des points différents entre les critères d'étude des deux dossiers allant de la constitution des dossiers jusqu'à l'analyse de la rentabilité.

Conclusion générale

Conclusion générale

Le crédit bancaire est l'une des moyens les plus importantes du financement de l'économie.

Le financement à crédit devenu une opération courante pour les différents agents économiques, l'offre de crédit des banques est très complète et va du plus court terme au plus long terme.

Du fait des besoins des entreprises aux sources de financement, elles font recours aux modes de financement externe auprès des institutions financières (les banques) tel que la BNA, cette dernière finance plusieurs modes de crédit comme, le crédit d'investissement et le crédit d'exploitation

La différence entre les deux crédits (investissement, exploitation) se base sur plusieurs points et des critères qui déterminent la rentabilité des deux projets

Le crédit d'exploitation est destiné à combler les décalages de trésorerie qui se produisent durant le cycle d'exploitation des entreprises, il existe plusieurs formes de crédit d'exploitation, ainsi le financement d'exploitation est destiné au besoin de liquidité pour couvrir ses dépenses et les creux de trésorerie liés aux délais de paiement qu'elle accorde à ses clients

Le crédit d'investissement permet à l'entreprise de réaliser des investissements professionnels à moyen ou à long terme, le crédit d'investissement correspond généralement au financement de haut de bilan de l'entreprise pour principale objectif, le développement ou le renouvellement des immobilisations et des outils de travail de l'entreprise.

Le thème que nous avons abordé est de type comparatif entre le crédit d'investissement et le crédit d'exploitation, pour le crédit d'investissement la BNA prend en considération certains critères qui l'aide à la décision d'octroyer un crédit ou non, avant de financer un projet d'investissement ou d'exploitation, la BNA procède à l'analyse financière. Mais pour arriver à la décision d'octroyer un crédit d'investissement, elle se base sur une étude technico-économique donnée par le client afin de tirer des critères qui permettent à la BNA de prendre la décision.

Ces critères sont : la VAN, IP, DRI

- Selon la valeur actuelle nette VAN, ce projet dégage une VAN positive de 30 647 179 DA avant financement et de 123 202 811 DA après financement qui permet à l'entreprise de rembourser le crédit qui est de 50 000 000 DA et de dégager un surplus de 73 202 811 DA.

Conclusion générale

- Selon le délai de récupération de capital investi DRI, l'entreprise arrivera à récupérer son capital investi à la 4^{ème} année, 7 mois et 5 jours avant financement et de 3 ans ,8 mois, et 15 jours après le financement.

- Selon l'indice de profitabilité IP avant financement qui est de 1.30, c'est-à-dire pour chaque 1 DA investi dans ce projet nous donnera 0.30 DA de gain, et de 2.24 après financement, donc pour chaque 1 DA investi, 1.24 DA de gain généré.

D'après tous ces critères on peut conclure que le projet d'investissement qui concerne l'acquisition des 6 camions est rentable.

Par conséquent, nous pouvons constater que la rentabilité de projet d'investissement est pris par la BNA afin d'octroyer un crédit d'investissement, ainsi on peut confirmer notre première hypothèse qui consiste à dire que **la BNA ne finance aucune entreprise avant d'éprouver sa rentabilité**

par contre pour l'octroi d'un crédit d'exploitation, la BNA se base sur le plan de charge de l'entreprise, plus précisément sur le résultat réalisé durant les 3 dernières années cette entreprise à besoin d'un crédit d'exploitation de 332 530 244 .85 DA afin de permettre à réaliser un plan de charge sans difficulté et de prétendre à un marché important au niveau national, ainsi les réalisations durant les trois dernières années est de 97 357 324.34 DA ,alors le plan de charge de cette entreprise est très important et qui lui permet de rembourser son crédit.

En effet, il existe une différence entre le crédit d'investissement et d'exploitation au niveau de plusieurs points qui sont : la constitution de dossier, les délais d'étude des dossiers, les taux d'intérêt, les garanties, et les risques.

La BNA a donné un avis favorable pour la mise en place des deux crédits d'investissement et d'exploitation sollicitée par le client pour lui permettre de financer des camions à acquérir, vu que toutes les conditions sont disponibles.

La méthode et les outils d'analyse pour l'étude d'un dossier d'investissement est différent de celui d'un dossier d'exploitation, par conséquent, notre deuxième hypothèse qui consiste à dire que **l'étude d'un dossier du crédit d'exploitation est différent de celui de l'investissement** est confirmée.

Au terme de cette étude, il serait nécessaire de signaler certaines limites tel que, la durée limitée de notre étude, des contraintes matérielles importantes, la gelée des activités à cause de la pandémie de virus corona.

Bibliographie

Bibliographie

Les ouvrages

A

Aaoid, B. (2017). Analyse et gestion financière, Édition 1^{er} décembre .

B

Bernard, J. M. L'essentiel des techniques bancaire, édition d'organisation.

Bernet-Rollande, L. (2008). Principes de technique bancaire, 25^{ème} édition, Dunod, Paris, 1991

Bessis.J. (1995). Gestion des risques et gestion actif-passif des banques.edition dolloz,Paris.

Bouyakoub, F. L'entreprise et le financement bancaire.edition casbah,Alger

Bruslerie, H. d. (2010). Analyse financière, information financière, diagnostic et évaluation édition 4^{ème}, donod, Paris

C

Conso.P. (1985). Gestion financière. Édition donod, Paris

Conso.p,lavaud.R.fond de règlement et politique financier. 2^{ème}, édition donod,Paris.

D

Delaya.J, B. e. (1991). Gestion financière.editiondonod,Paris 1985

Dubernet, M. (1997). Gestion actif-passif et tarification des services bancaires.editionEconomica .

F

Forget, J. (2005). Gestion de trésorerie. 1^{ere}édition, édition d'organisation, Paris.

G

Griffiths, J.-G. D. (2011). Gestion financière de l'analyse à la stratégie. Édition d'organisation ,Groupe,eyrolles.

M

Melyon, G. (2007).Gestion financière. 4^{ème}édition,bréal, Paris

S

Separi, C. A. (2010). Contrôle de gestion manuel et applications.2^{ème}édition, Dunod, Paris.

T

Bibliographie

Taverdet-Popiolek, N. (2006). Guide de choix d'investissement. Édition d'organisation, groupe eyrolles.

Revue économique

Larbi, T. M. (2018). Revue des économies financière, bancaire et de management.

Antraigue, D. Choix des investissements et des financements, gestion des investissements-rentabilité économique.

Dictionnaires

dictionnaire petit

rebertAutres

documents

-Document de la BNA agence 589 AOKAS « PME/PMI : financement de l'investissement ».

Articles:

Article 644 de code civil Algérien

Sites

-site web « Finance de marché .Fr » consulté le 11 mars 2020.

-<http://www.bni.ci> consulté le 11 mars 2020.

-[http:// comptabilité.ooreka.fr](http://comptabilité.ooreka.fr) consulté le 18 juin 2020.

-<http://www.petite entreprise.net> consulté le 18 juin2020.

Mémoires

- Mémoire de fin d'étude, « étude du processus de l'octroi d'un crédit d'investissement : étude des risques et des garanties cas pratique : CNEP-Banque », réalisé par Boukhzzar. S et Benbakir.N2016-2017.
- Mémoire de fin d'étude, «les opérations de crédit bancaires cas d'un crédit d'exploitation : BEA », réalisée par : Merad. Y et Mensouri. C2015.

Annexes

Annexe 1

A

Monsieur le Directeur de l'agence

BNA AOKAS

Objet : demande d'un crédit d'investissement pour l'acquisition de
Matériels de transport et d'exploitation

Monsieur ;

Dans le cadre de la création de l'EURL GBC AVENIR et afin de faire face au plan de charge de mon entreprise, j'ai l'honneur de solliciter votre haute bienveillance et de bien vouloir m'accorder ma demande de crédit, comme suit :

Investissement : 50 000 000.00 DA, représentant 70% du projet qui servira à l'acquisition des équipements transport composés de six (06) camion malaxeur qui serviront pour livraison de béton prêt à l'emploi pour les chantiers de nos entreprises et différents clients (soit entreprises ou particuliers) . Sur une durée de 05 ans, dont une année de différé.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma parfaite considération.

L'entreprise

Annexe 02
Compte de résultat prévisionnel

Libellés	ANNEE I	ANNEE II	ANNEE III	ANNEE IV	ANNEE V
Product vendue	198 292 467	237 950 960	285 541 152	342 649 383	411 179 260
Product stockée					
Prestations Fournies					
M/ses consommées					
Mat et Four consom	138 804 727	166 565 672	199 878 807	239 854 568	287 825 482
Services	2 012 510	2 213 761	2 435 137	2 678 651	2 946 516
Valeur ajoutée	57 475 230	69 171 527	83 227 209	100 116 164	120 407 262
Frais de personnels	6 235 489	7 482 587	8 979 104	10 774 925	12 929 910
Impôts et taxes	3 965 849	4 759 019	5 710 823	6 852 988	8 223 585
Frais financiers	2 625 000	2 100 000	1 575 000	1 050 000	525 000
Frais divers	2 849 447	2 564 502	2 308 052	2 077 247	1 869 522
Dot aux amort	12 081 920	12 081 920	12 081 920	12 081 920	12 081 920
S/TOTAL	27 757 705	28 988 028	30 654 899	32 837 080	35 629 937
Résultat d'exploitation	29 717 525	40 183 499	52 572 309	67 279 085	84 777 325
Produit H.E					
Charges H.E					
Résultat H.E					
Résultat d'exploitation	29 717 525	40 183 499	52 572 309	67 279 085	84 777 325
Résultat H.E					
Résultat brut d'exploit	29 717 525	40 183 499	52 572 309	67 279 085	84 777 325
I R.G	14 858 762	20 091 749	26 286 155	33 639 542	42 388 662
Résultat de l'exercice	14 858 762	20 091 749	26 286 155	33 639 542	42 388 662

Annexe 03
Plan de financement

Désignations		ANNEE I	ANNEE II	ANNEE III	ANNEE IV	ANNEE V
Emplois						
1-Charges liées au programme						
Equipements de production	86 434 832					
2-Charges hors programme						
Augmentation du F.R		0	7 314 907	8 276 325	9 435 308	10831 040
Annuité C.M.T		0	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10000 000
TOTAL EMPLOIS	86 434 832	0	17 314 907	18 276 325	19 435 308	20831 040
Ressources						
Fonds propres	36 434 832					
Emprunts bancaires	50 000 000					
MBA		26 940 682	32 173 669	38 368 075	45 721 462	54470 582
TOTAL RESSOURCES	86 434 832	26 940 682	32 173 669	38 368 075	45 721 462	54470 582
Solde flux de trésorerie						
Excédentaire (B-A)	0	26 940 682	14 858 762	20 091 749	26 286 155	33639 542
Solde flux Cumulé		26 940 682	41 799 445	34 950 512	46 377 904	59925 697

Annexe 4

Etat comparatif des bilans financiers

Désignation	ANNEE I	ANNEE II	ANNEE III	ANNEE IV	ANNEE V
Capitaux propres	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Primes et réserves					
Ecart de réévaluation					
Résultat net	14 858 762	20 091 749	26 286 155	33 639 542	42 388 662
Autres capitaux propres	21 875 100	21 875 100	21 875 100	21 875 100	21 875 100
TOTAL CAPITAUX PROPRES	36 733 862	41 966 849	48 161 255	55 514 642	64 263 762
Emprunts et dettes financières	50 000 000	40 000 000	30 000 000	20 000 000	10 000 000
Autres dettes non courantes					
Capitaux permanents	86 733 862	81 966 849	78 161 255	75 514 642	74 263 762
Immobilisations nettes	48 327 680	36 245 760	24 163 840	12 081 920	0
Fonds de roulement	38 406 182	45 721 089	53 997 415	63 432 722	74 263 762
Variations de fonds de roulement		7 314 907	8 276 325	9 435 308	10 831 040

Annexe 5

Bilan prévisionnel

Actif

Désignation	ANNEE I	ANNEE II	ANNEE III	ANNEE IV	ANNEE V
Ecart d'acquisitions Immobilisations incorporelles					60 409 600
Immobilisations corporels Terrains Bâtiments	60 409 600	60 409 600	60 409 600	60 409 600	60 409 600
Autres immobilisation corporelles Immobilisations en cours Immobilisations financières	60 409 600	60 409 600	60 409 600	60 409 600	60 409 600
Total investissement	60 409 600	60 409 600	60 409 600	60 409 600	60 409 600
Amortissements	12 081 920	12 081 920	12 081 920	12 081 920	12 081 920
Amortissements cumulés	12 081 920	24 163 840	36 245 760	48 327 680	60 409 600
Investissements Nets	48 327 680	36 245 760	24 163 840	12 081 920	0
Stocks et encours Créances investissement Créances stocks	25 456 789	30 548 147	36 657 776	43 989 331	52 787 198
clients	17 568 456	21 082 147	23 190 362	25 509 398	26 019 586

Avances d'exploitation Disponibilités	17 408 402	12 984 805	9 361 977	6 552 452	6 354 579
Résultat (perte de l'exercice)					
Total Général de l'actif	108 761 327	100 860 859	93 373 955	88 133 102	85 161 363

PASSIF

Désignation	ANNEE I	ANNEE II	ANNEE III	ANNEE IV	ANNEE V
Fonds sociales ou propres	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Reserves					
Résultat net	14 858 762	20 091 749	26 286 155	33 639 542	42 388 662
Autres capitaux propres	21 875 100	21 875 100	21 875 100	21 875 100	21 875 100
Total I Fonds Propres	37 233 862	42 466 849	48 661 255	56 014 642	64 763 762
Emprunt et dettes financières	50 000 000	40 000 000	30 000 000	20 000 000	10 000 000
Autres emprunts non courants					
TOTAL II Passifs non courantes	50 000 000	40 000 000	30 000 000	20 000 000	10 000 000
Dettes fournisseurs	12 135 456	10 921 910	7 645 337	4 587 202	1 834 881
Détention pour comptes	3 965 849	4 759 019	5 710 823	6 852 988	8 223 585
Autres dettes d'exploitations (Avances Cles)	5 426 159	2 713 080	1 356 540	678 270	339 135
Trésorerie du passif					
TOTAL III Passifs courants	21 527 464	18 394 009	14 712 700	12 118 460	10 397 601
Total général du passif	108 761 327	100 860 859	93 373 955	88 133 102	85 161 363

Annexe 6

AOKAS, le 13/01/2020

A

Monsieur, le Directeur, de l'agence

BNA SOUK EL TENINE

Objet : demande d'extension des lignes de crédit d'exploitation et mise en place d'une ligne d'aval.

Monsieur ;

Afin de faire face à l'important plan de charge actuel de DA 332 530 244,85, composé de cinq projets, dont deux contracté avec l'entreprise CEVITAL, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous accorder notre demande citée en objet, comme suit :

- Découvert : 6 000 000 .00 DA ;
- Avance sur factures : 50 000 000 .00 DA ;
- CBE : 16 000 000 .00 DA Margé à 25% ;
- Caution de soumission sans marge : 2 000 000.00 DA ;
- Ligne d'aval : 15 000 000 .00 DA

Pour permettre à mon entreprise de réaliser sans difficulté le plan de charge et de prétendre à l'important marché au niveau national, nous vous prions de mettre à notre disposition ces lignes de crédits cités en objet. Veuillez agréer, monsieur le Directeur, l'expression de notre parfaite considération.

L'ENTREPRISE

LE GERANT

Annexe 7

Aokas le ;

A

Monsieur le Directeur de la BNA

Agence Aokas « 589 »

Objet : Demande caution

Monsieur le directeur,

Nous vous prions de fournir à la **SNC E.G.T.P.H « XXX »**, sous notre pleine et entière responsabilité à votre égard une caution de garantie, Relative au marché de **Réalisation d'un réseau d'assainissement village TIZI AHMED sur 1000ml.**

Dont le montant du marché s'élève à **DA 3.025.503 Trois millions vingt-cinq mille cinq cent trois dinars.**

Nous vous autorisons, dès à présent à effectuer sur ordre de l'administration contractante, sans différé rousoule verdi contestations pour quel que motifs que ce soit, jusqu'à concurrence démontant sus indiqué de la garantie dont il s'agit, le versement de sommes dont nous serions, selon ladite administration, débiteurs au titre du marché précité.

Nous nous interdisons formellement de contester à votre le bien fondé des versements que vous pourriez être amenés à effectuer dans les conditions sus énoncées et que vous porteriez au débit de notre compte sur vos livres. Au cas où la provision existant à ce comptes errait insuffisante, nous vous serions immédiatement à première demande de votre part, le complément.

Conformément à no accords verbaux, nous vous autorisons sa constituer, par le débit de notre N **300 300 112 /06** dans vos livres, une provision de garantie égale à **151275,15 DA.** Du montant de la caution dont il s'agit et à prélever vos commissions trimestriellement.

CACHET ET SIGNATURE DU CLIENT

Annexe 8
Le bilan 2016/2017

ACTIF	2017			2016
	Montants Bruts	Amort, prov, et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisation corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	32 781 816	20 502 221	12 279 595	15 479 636
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisation financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prets et autres actifs financiers non courants	716 388		716 388	778 713
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	33 498 204	20 502 221	12 995 983	16 258 349
ACTIFS COURANT				

Stocks et encours	810 515		810 515	
Créances et emplois assimilés				
Clients	54 306 968		54 306 968	41 694 910
Autres débiteurs	217 300		217 300	267 134
Impôts et assimilés	377 919		377 919	358 183
Autres créances et emplois assimilés	660 990		660 990	66 027
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	46 211		46 211	943 198
TOTAL ACTIF COURANT	56 419 903	0	56 419 903	43 329 452
TOTAL GENERAL ACTIF	89 918 107	20 502 221	69 415 886	59 587 800

PASSIF	2017	2016
CAPITAUX PROPRES:		
Capital émis	5 100 000	5 100 000
Capital non appelé		
Primes et réserves-Réserves consolidées(1)		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence(1)		
Resultat net-Résultat net part du groupe(1)	2 230 022	1 614 636
Autres capitaux propres Report à nouveau		
Part de la société consolidante(1)		
Part des minoritaires(1)		
TOTAL 1	7 330 022	6 714 636
PASSIFS NON-COURANTS:		
Emprunts et dettes financières	28 210 699	29 576 299
Impôts(différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2	28 210 699	29 576 299
PASSIFS COURANTS:		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 559 491	756 182
Impôts	7 871 028	6 100 969
Autres dettes	22 336 937	10 758 138
Trésorerie passif	2 107 708	5 681 577
TOTAL 3	33 875 164	23 296 865
TOTAL PASSIF(1+2+3)	69 415 886	59 587 800

Annexe 9

Le bilan 2017/2018

ACTIF	2018			2017
	Montant Bruts	Amort, prov, et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisation corporelles				
Terrains				
Batiments				
Autres immobilisations corporelles	40 470 516	23 366 348	17 104 168	12 279 595
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisation financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prets et autres actifs financiers non courants	630 906		630 906	716 388
Impôts différés actif				

TOTAL ACTIF NON COURANT	41 101 422	23 366 348	17 735 074	12 995 983
ACTIFS COURANT				
Stocks et encours	3 824 252		3 824 252	810 515
Créances et emplois assimilés				
Clients	43 733 200		43 733 200	54 306 968
Autres débiteurs				217 300
Impôts et assimilés	918 331		918 331	377 919
Autres créances et emplois assimilés	660 990		660 990	660 990
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	11 413 475		11 413 475	46 211
TOTAL ACTIF COURANT	60 550 248		60 550 248	56 419 903
TOTAL GENERAL ACTIF	101 651 670	23 366 348	78 285 322	69 415 886

PASSIF	2018	2017
CAPITAUX PROPRES:		
Capital émis	5 100 000	5 100 000
Capital non appelé		
Primes et réserves-Réserves consolidées(1)		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence(1)		
Résultat net-Résultat net part du groupe(1)	2 391 333	2 230 023
Autres capitaux propres Report à nouveau	2 230 022	
Part de la société consolidant(1)		
Part des minoritaires(1)		
TOTAL 1	9 721 355	7 330 023
PASSIFS NON-COURANTS:		
Emprunts et dettes financières	32 252 367	28 210 699
Impôts(différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2	32 252 367	28 210 699
PASSIFS COURANTS:		
Fournisseurs et comptes rattachés	11 724 624	1 559 491
Impôts	7 130 586	7 871 028
Autres dettes	15 214 069	22 336 937
Tresorerie passif	2 242 321	2 107 708
TOTAL 3	36 311 600	33 875 164
TOTAL PASSIF(1+2+3)	78 285 322	69 415 886

Annexe 10

ACTIF	2019			2018
	Montant Bruts	Amort, prov, et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisation corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	57 192 650	28 243 724	28 948 926	17 104 168
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisation financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prets et autres actifs financiers non courants	4 444 775		4 444 775	630 906
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	61 637 425	28 243 724	33 393 701	17 735 074
ACTIFS COURANT				
Stocks et encours	4		4	3 824 252
Créances et emplois assimilés				
Clients	73 649 908		73 649 908	43 733 200
Autres débiteurs	1 509 000		1 509 000	
Impôts et assimilés	2 549 780		2 549 780	918 331
Autres créances et emplois assimilés	660 990		660 990	660 990
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	5 638 847		5 638 847	11 413 475
TOTAL ACTIF COURANT	84 008 529		84 008 529	60 550 248
TOTAL GENERAL ACTIF	145 645 954	28 243 724	117 402 230	78 285 322

PASS+A1:C25IF	2019	2018
CAPITAUX PROPRES:		
Capital émis	5 100 000	5 100 000
Capital non appelé		
Primes et réserves-Réserves consolidées(1)		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence(1)		
Résultat net-Résultat net part du groupe(1)	17 015 532	2 391 333
Autres capitaux propres Report à nouveau	3 634 646	2 230 022
Part de la société consolidant(1)		
Part des minoritaires(1)		
TOTAL 1	25 750 178	9 721 355
PASSIFS NON-COURANTS:		
Emprunts et dettes financières	58 218 114	32 252 367
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2	58 218 114	32 252 367
PASSIFS COURANTS:		
Fournisseurs et comptes rattachés	456 564	11 724 624
Impôts	14 402 173	7 130 586
Autres dettes	16 408 193	15 214 069
Trésorerie passif	2 167 008	2 242 321
TOTAL 3	33 433 938	36 311 600

Annexe 11

Plan de charge

Désignation	Montant	Mt Réalisés	R.A.R	Mont enc	R.A.E	Observations
Réhabilitation collecteur principal et stations de relevage de Bejaïa. LOT 01 : Aménagement de la station PAF	17 431 750,37	17 431 750,37	-	10 552 160,45	6 879 589,92	Réalisé 100% RESTE SANS COUVERTURE
Travaux d'installation Réseau Tuyauterie PEHD CONTRAT N : CM32,2-M/2016	55 205 266,67	55 205 266,67	-	48 615 270,90	6 589 995,77	Réalisé 100%

Brandt SPA complexe industriel oranLlot D N 6 ZHUN- Garidill-Kouba – Alger- Algérie+ AVENANTN1						
Maitre d’ouvrage : METALSIDER SPA N RC 16/01- 0010268B99. N Identification fiscale :0999160 01026821. N Article : 16183039011 . Adresse : 138 lots Mohamed saidoune, Kouba-Alger- ALGERIE Réalisation d’un Laminier, Zone Industrielle Hassi Ben Okba, Bir El Djir, Wilaya d’Oran .	12 820 307,00	12 820 307,00	-	7 347 208,96	5 473 098,04	Réalisé 100%
Maitre d’Ouvrage : METALSIDER SPA N RC 16/01- 0010268B99. N Identification fiscale :0999160 01026821. N Article :161830 39011. Adresse :138 lots Mohamed Saidoune, Kouba-Alger- ALGERIE Achèvement d’un Laminier, Zone Industrielle	4 616 021,90		4 616 0 21,90			45 Jours ODS EN ATTENTE

Hassi Ben Okba, Bir EL Djir, Wilaya d'Oran.						
Rehabilitation d'une usine de fabrication de butume REMCHI TELEMCEN	64 042 991,60	-	64 042 991,60	-	-	06 mois ODS EN ATTENTE
REALISATION D4UN RESEAU D4ASSAINISSEMENT AU VILAGE BOUKELAA	111 543 820 760	-		-	-	05 mois ODS EN ATTENTE
Réhabilitation, Nettoyage Et Curage Des Oueds à travers les Communes DE TIMEZRIT	11 900 000,00	11 900 000,00	-	-	11 900 000,00	02 mois ODS EN ATTENTE
Contrat de pose d'un Réseau Gaz et fluides pour le bâtiment Aluminium. BA5M-SAMHA-SNC G.T.P.H DJOUADI et SAIDOUNE-001-2019	16 153 079 ,00	-	16 153 079,00	-	-	01 mois ODS EN ATTENTE
SAMHA-SNC G.T.P.H DJOUADI et SAIDOUNE-002-2019 BON DE COMMANDE 2018	5 140 641,49	-	5 140 641,49	-	-	01 mois ODS EN ATTENTE
TOTAUX	298 853 878,63	97 357 324,04	201 496 554,59	66 514 640,31	30 842 863,73	-

LE GERANT

Annexe 12

PLAN DE TRESORERIE

EXERCICE 2013/2014

RUBRIQUE	10/13	11/13	12/13	01/14	02/14	03/14	04/14	05/14	06/14	07/14	08/14	09/14
Encaissements												
Solde au début d'ex	- 650	- 532	- 754	- 830	- 849	- 664	- 598	- 399	- 139	953	387	703
Recette ventes	662	916	105	111	111	119	132	139	138	142	144	138
Autres recettes	0	4	36	07	47	60	90	77	29	21	51	73
TOTAL ENCAISSEMENT	5970	3837	2991	2801	4651	5314	7307	9987	12434	15174	18329	20905

Décaissements												
Charges personnels	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110
Achats du mois	700 0	700 0	700 0	700 0	700 0	700 0	700 0	700 0	700 0	700 0	700 0	700 0
Entretien & réparation	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Impôts et taxes												
Fournisseurs	400 0	400 0	400 0	400 0	400 0	400 0	400 0	400 0	400 0	400 0	400 0	400 0
Frais financiers												
Remb , sur emprunts :												
EN Algérie		85						85	184			85
A l'étranger												
Frais financiers	87	87	87	87	87	87	87	87	87	87	87	87
TOTAL ENCAISSEMENT	112 97	113 82	112 97	112 97	112 97	112 97	112 97	113 82	114 81	112 97	112 97	113 82
SOLDE	- 532 7	- 754 5	- 830 6	- 849 6	- 664 6	- 598 3	- 399 0	- 139 5	953	387 7	703 2	952 3

Annexe 13

Rubrique	2016	2017	2018	2019
Ventes de marchandises				
Production vendue (vente de travaux)	37 592 600	55 577 572	43 778 708	142 088 351
Produit annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés			33 141	744 212
Chiffre d'affaire net des rabais, remises, ristournes	37 592 600	55 577 572	43 778 708	142 088 351
Production stockée ou déstockée			18 534 454	18 534 454
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation				
1) Production de l'exercice	37 592 600	55 577 572	62 346 303	124 298 109
Achat de marchandises vendues				
Matières première	28 086 794	21 881 349	24 451 469	67 994 815
Autres approvisionnements			442 003	1 272 135
Variation des stocks				
Achat d'étude				
Autre consommation	694 360	534 750		

Rabais remise ristourne obtenus sur achats			889 596	
Service extérieurs				
Sous-traitance générale		7 681 682	11 624 410	16 893 454
Location		10 809 345	10 058 500	1 800 000
Entretien, réparation et maintenance	9 000	1 200	495 158	1 023 500
Prime d'assurances	1 071 333	439 169	720 712	1 738 923
Personnel extérieur a l'entreprise				
Rémunération d'intermédiaire et honoraire		30 000	332 167	230 000
Publicité				
Déplacement, missions et réception				
Autre services	292 410	2 636 628	864 294	653 557
Rabais remise ristourne obtenus sur Service extérieurs				
2) Consommation de l'exercice	30 153 896	44 014 123	49 878 309	91 636 494
3) Valeur ajoutée d'exploitation (1-2)	7 438 704	11 563 449	12 469 995	32 661 615
Charge de personnel	2 883 827	4 488 316	6 056 298	6 902 986
Impôt et taxes et versement assimilés	234 989	800 601	863 582	2 528 614
4) Excédent brut d'exploitation	4 319 887	6 274 532	5 548 115	23 230 015
Autre produit opérationnels	520 000	87 615		
Autre charge opérationnels	122 025	7 020	26 076	57 580
Dotation aux amortissements	3 103 226	3 544 201	2 864 128	4 877 375
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provision				
5) Résultat opérationnel	1 614 636	2 810 926	2 657 911	18 295 060
Produits financière				
Charges financières		580 904	266 580	1 279 527
5) Résultat financières		580 904	266 580	1 279 527
6) Résultat ordinaire (4+5)	1 614 636	2 230 022	2 391 331	17 015 533
Elément extraordinaires (produit)				
Elément extraordinaires (charge)				
7) Résultat extraordinaire	0	0	0	0
Impôt exigible sur résultat				
Impôt différés sur résultat ordinaire				
8) Résultat de l'exercice	1 614 636	2 230 022	2 391 331	17 015 533

Table des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux, figure, et schéma

Sommaire

Introduction générale.....	01
Chapitre 1 : généralités sur le crédit d'investissement... ..	03
Section 1 : notion générale sur l'investissement	03
1.1. Définition investissement.....	03
1.2. La typologie des investissements.....	03
1.2.1. Classification par leur nature.....	03
1.2.2. Classification parleur objectif	04
1.2.3. Classification selon la durée.....	05
1.3. Les caractéristique d'un investissement.....	05
1.3.1. Les dépense d'investissement.....	05
1.3.2. Les recettes nettes (cash-flow nettes).....	05
1.3.3. La durée de vie d'un investissement	05
1.3.4. La valeur résiduelle	06
Section 2 : Le crédit d'investissement	06
2.1. Objectif du crédit d'investissement.....	06
2.2. Les différentes formes de crédit d'investissement	07
2.2.1. Les crédits bancaires classiques	07
2.2.2. Le crédit-bail (leasing).....	07
2.2.3. Le prêt participatif	09
2.3. Les risques et les garanties d'un crédit.....	09
2.3.1. Les risques de crédit	09
2.3.2. Les garanties du crédit.....	11
Section 3 : Etude et la création d'un crédit d'investissement	12
3.1 .La création d'un crédit d'investissement.....	13
3.1.1. Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement.....	13
3.2. Etude d'un crédit d'investissement.....	14
3.2.1. L'étude technico- économique du projet.....	14
3.3. Analyse de la rentabilité de projet.....	17

3.3.1. Analyse de la rentabilité avant financement	17
3.3.2. Analyse de la rentabilité après financement.....	22
Chapitre 2 : Généralité sur Le crédit d'exploitation	24
Section 1 : Notion générale sur l'exploitation.....	24
1.1. Le cycle d'exploitation.....	24
1.2. Les phases d'un cycle d'exploitation	24
1.2.1. La phase d'approvisionnement.....	24
1.2.2. La phase de production.....	24
1.2.3. La phase de commercialisation	25
1.3. Les principaux postes d'un cycle d'exploitation	26
1.3.1. Les stocks.....	26
1.3.2. Les créances clients.....	26
1.3.3. Les crédits fournisseur.....	26
Section 2 : Le crédit d'exploitation	27
2.1. Les crédits d'exploitation par caisse (direct).....	27
2.1.1. Les crédits par caisse globaux	27
2.1.2. Les crédits d'exploitation spécifiques	28
2.2. Les crédits d'exploitation par signature (indirect).....	29
2.2.1. Les cautions bancaires	30
2.2.2. L'acceptation.....	31
Section 3 : L'étude et la création d'un dossier de crédit d'exploitation.....	32
3.1. La création d'un dossier de crédit d'exploitation.....	33
3.1.1. Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'exploitation.....	33
3.2. Classification de la clientèle.....	34
3.3. Le diagnostic économique et financier de l'entreprise.....	35
3.3.1. L'analyse rétrospective	35
3.3.2. L'analyse prospective.....	53
Chapitre 03 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'investissement au sien de la BNA agence «589»AOKAS.....	57
Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil.....	57
1.1. Historique de la BNA	57
1.2. Structure et service de l'agence.....	58
1.2.1. Directeur de l'agence.....	58
1.2.2. Directeur adjoint de l'agence	59
Section 2 : Etude technico-économique du projet d'investissement.....	63

2.1 .Données générales.....	63
2.1.1. Présentation de l'entreprise	63
2.1.3. L'étude économique du projet.....	65
2.1.4. L'étude technique de projet.....	65
Section 3 :L'étude de la rentabilité du projet par l'application des critères	
d'évaluation.....	65
3.1. Analyse de la rentabilité avant financement	65
3.1.1. Calcul de la capacité d'autofinancement.....	66
3.1.2. Calcul du BFR.....	66
3.1.3. La détermination de variation de BFR	66
3.1.4. Calcul de la valeur résiduelle des investissements(VRI).....	67
3.1.5. Elaboration de tableau emplois / ressources avant financement.....	67
3.1.6. Les critères d'évaluation de la rentabilité avant financement.....	68
3.2. Analyse de la rentabilité après financement.....	70
3.2.1. Elaboration de compte de résultat après financement	71
3.2.2. Calcul de la capacité d'autofinancement(CAF).....	72
3.2.3. Élaboration de tableau emploi/ressource.....	72
3.2.4. Les critères d'évaluation de la rentabilité après financement.....	73
3.2.5. La récapitulation des critères d'évaluation avant et après financement.....	75
3.3.Etude de risque.....	75
3.4. Les garanties.....	75
3.5. Analyse et critique de projet.....	75
3.6. La décision de banquier.....	76
Chapitre 04 : Etude de cas de l'octroi d'un crédit d'exploitation au sien de la BNA	
agence « 589»AOKAS.....	77
Section 1 : analyse financière d'un crédit d'exploitation.....	77
1.1. Analyse rétrospective	77
1.1.1. Les bilans financiers.....	77
1.1.2. Analyse des grandes masses du bilan.....	79
1.1.3. L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion.....	81
1.1.4. Analyse de l'équilibre financier	83
1.1.5. L'analyse par les ratios.....	84
1.1.6. L'analyse dynamique de l'entreprise	86
1.2. L'analyse prospective (prévisionnelle)	87
1.2.1. Le bilan prévisionnel de clôture pour l'année2019.....	87

1.2.2. Le plan de charges	88
1.3. Décision et critique.....	90
Section 2 : La comparaison entre le crédit d'investissement et le crédit d'exploitation	91
2.1. La constitution des dossiers.....	91
2.3. Les montants des crédits	94
2.4. La durée de crédit	94
2.5. L'objectif de crédit	94
2.6. Les modalités de remboursement des crédits.....	94
2.7. Les délais d'études des dossiers du crédit.....	94
2.8. Les garanties.....	94
2.9. Les taux d'intérêts.....	96
2.10. Les risques de crédit	96
2.11. La rentabilité des projets	97
Conclusion générale	98
Bibliographies.....	100
Annexes	103
Tables des matières.....	116

Résumé

Les crédits bancaires sont des financements accordés aux différents agents économiques par les établissements de crédit, avant leur octroi, la banque fait une analyse de risque et aussi des prises de garantie, ces crédits pouvant être consentis pour une durée courte ou peuvent tout au contraire, être remboursés à long terme.

Les crédits bancaires est la solution la plus utilisée par les entreprises et pour financer l'achat d'un bien à valeur élevée, du matériel ou pour la création des entreprises

D'une manière générale, les types des crédits demandés par les entreprises sont de type d'exploitation ou d'investissement, ces deux crédits présentent des points en commun et autres différents, que ce soit en matière de constitution des dossiers, étude des dossiers, des risques, ou encore de garantie.

La BNA d'AOKAS, comme toute banque est tenue d'étudier les demandes des crédits (d'investissement et d'exploitation) afin de minimiser les risques.

Les mots clé: crédit bancaire, crédit d'investissement, crédit d'exploitation, entreprise, Banque, BNA d' AOKAS.

Summary

Bank loans are financing granted to various economic agencies by credit institutions. Before granting them, the bank analyzes the risks and also takes guarantees. These loans can be granted for a short period or vice versa, to be repaid in the long run.

Bank loans are the most used solution by companies to finance the purchase of a high-value commodity or equipment or to create companies.

In general, the types of loans that companies require are of the type of exploitation or investment. These loans have common points and various other points, whether in terms of creating files, studying files, risks or even guarantees.

The National Bank of Algeria is an agency of AOKAS, like any bank obligated to study loan applications (investment and exploitation) In order to reduce the risk

Key words: bank loan, investment loan, exploitation loan, companies, the bank, the National Bank of Algeria, the AOKAS Agency

ملخص

القروض المصرفية هي التمويل الممنوح للجهات الاقتصادية المختلفة من قبل مؤسسات لائتمان، قبل منحها، يقوم البنك تحليلاً لمخاطر ويأخذ أيضاً ضمانات، يمكن منح هذه القروض لفترة قصيرة أو على العكس، يتم سدادها على المدى الطويل. القروض المصرفية هي الحال الأكثر استخداماً من قبل الشركات لتمويل شراء سلع ذات قيمة عالية أو معدات أو لإنشاء شركات.

بشكل عام، أنواع القروض التي تطلبها الشركات هي من نوع الاستغلال أو الاستثمار، هذه القروض لها نقاط مشتركة وأخرى مختلفة، سواء من حيث تكوين الملفات، دراسة الملفات أو المخاطر أو حتى الضمانات.

البنك الوطني الجزائري وكالة اوقاس مثل أي بنك ملزمة لدراسة طلبات القروض (الاستثمار والاستغلال من أجل تقليل المخاطر) المفتاحية الكلمات: وكالة اوقاس الجزائري الوطني البنك، الشركات، الاستثمار، المصرفي، القرض